



Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz
Rue de l'Industrie 26-38
1040 Bruxelles
Tél. 02/289.76.11
Fax 02/289.76.09

COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

DECISION

(B) 090716-CDC-883

relative aux

*« conditions générales des contrats de
raccordement proposés par le gestionnaire du
réseau aux utilisateurs du réseau »*

adoptée en application de l'article 6 de l'arrêté royal du
19 décembre 2002 établissant un règlement technique
pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et
l'accès à celui-ci

16 juillet 2009

DECISION

En application de l'article 6 de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci (ci-après le « règlement technique »), la COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (ci-après la « CREG ») examine dans ce qui suit les conditions générales des contrats de raccordement que le gestionnaire du réseau, Elia System Operator SA (ci-après « Elia »), propose aux utilisateurs du réseau.

Le 12 juin 2009, Elia a porté à la connaissance de la CREG les conditions générales des contrats de raccordement qu'elle propose aux utilisateurs du réseau, en application de l'article 6 du règlement technique. Elia a par ailleurs joint à cette lettre à la CREG un certain nombre de documents comportant une motivation des dispositions de ces contrats.

Elia a ensuite porté à la connaissance de la CREG le 8 juillet 2009 une nouvelle proposition adaptée de conditions générales des contrats de raccordement qu'elle propose aux utilisateurs du réseau, en néerlandais, en remplacement de la proposition introduite le 12 juin 2009, et en demandant d'approuver cette nouvelle proposition en application de l'article 6 du règlement technique. Elia a par ailleurs joint à cette lettre à la CREG un certain nombre de documents comportant une motivation des dispositions de ce contrat de raccordement.

La présente décision porte donc sur cette dernière version des conditions générales qui a été transmise le 8 juillet 2009 par Elia à la CREG. Une copie du contrat de raccordement faisant l'objet de la présente décision est jointe en annexe.

La présente décision a été adoptée par le Comité de direction de la CREG en sa séance du 16 juillet 2009.

////

ANTECEDENTS

Par lettre recommandée du 28 janvier 2003, la CREG a fait savoir à Elia qu'en vertu de l'article 6 du règlement technique, elle devait soumettre sans retard les conditions générales des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès à l'approbation de la CREG. Dans cette lettre, Elia était en outre priée de fournir à la CREG un certain nombre de renseignements spécifiques en rapport avec ces contrats, afin de permettre à cette dernière d'examiner les conditions générales des contrats et de prendre une décision concernant leur approbation.

Vu la quantité et la complexité des conditions générales à approuver, il a été convenu avec ELIA que les conditions générales des contrats d'accès et de responsable d'accès seraient soumises dans un premier temps à l'approbation de la CREG.

Par courrier recommandé daté du 30 septembre 2004, reçu par porteur le 1^{er} octobre 2004, Elia a transmis à la CREG en néerlandais, en application de l'article 6 du règlement technique, les conditions générales des contrats de raccordement qu'elle propose aux utilisateurs du réseau. Elia a par ailleurs joint à cette lettre à la CREG un certain nombre de documents comportant une motivation des dispositions de ce contrat de raccordement.

Entre juin 2004 et le 1^{er} octobre 2004, date de fourniture par Elia des conditions générales des contrats de raccordement, plusieurs réunions de travail informelles ont été organisées entre la CREG et Elia en préparation de la communication par Elia d'un projet de contrat de raccordement en vue de l'approbation de ses conditions générales conformément à l'article 6 du règlement technique. L'objectif de ces réunions informelles était de tout mettre en œuvre afin qu'Elia puisse soumettre à la CREG des conditions générales relatives au contrat de raccordement que la CREG pourrait ensuite approuver.

En outre, au cours de cette même période, la CREG a consulté les utilisateurs du réseau au sujet d'un avant-projet informel de contrat de raccordement afin de leur offrir la possibilité de formuler leurs remarques éventuelles concernant le projet. Ainsi, un groupe de travail composé des utilisateurs du réseau concernés s'est réuni le 5 juillet 2004, en présence d'Elia, en vue de discuter de l'avant-projet du contrat de raccordement. De même, les utilisateurs du réseau ont été invités à fournir par écrit toute remarque supplémentaire qu'ils n'auraient pas eu l'occasion de formuler au cours de la réunion de travail.

Ces différentes réunions de travail informelles ont débouché d'une part sur un rapport relatif à la réunion de travail de 5 juillet 2004 et d'autre part sur une note réunissant les remarques

informelles de la CREG concernant le projet de contrat de raccordement. La CREG a transmis ces deux documents à Elia par courrier du 18 août 2004 et du 20 juillet 2004.

Par ailleurs, la CREG a à nouveau consulté les utilisateurs du réseau à propos du contrat de raccordement introduit par Elia le 1^{er} octobre 2004 en leur offrant la possibilité de formuler des remarques écrites à propos de ce projet de contrat de raccordement.

Le 28 octobre 2004, la CREG a pris une décision (portant la référence (B) 041028-CDC-358/2) à propos des conditions générales des contrats de raccordement proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau, lesquelles ont été portées à la connaissance de la CREG par Elia par lettre recommandée du 1^{er} octobre 2004. Dans cette décision, la CREG a refusé d'approuver l'ensemble de ces conditions générales et a demandé à Elia d'y apporter un certain nombre de profondes modifications.

Début 2005, la CREG a à nouveau organisé une réunion consultative avec les utilisateurs du réseau concernés et avec Elia afin de consulter les utilisateurs du réseau au sujet d'un nouvel avant-projet de contrat de raccordement informel établi par Elia (lequel a été mis à la disposition de la CREG à cette fin par Elia le 13 janvier 2005). Ce nouvel avant-projet de contrat de raccordement a donc fait l'objet d'une discussion dans le cadre du groupe de travail organisé à cet effet le 24 janvier 2005 et les utilisateurs du réseau ont eu la possibilité de formuler des remarques à ce sujet. Les participants à ce groupe de travail ont encore eu l'occasion de formuler ultérieurement, par écrit, des remarques complémentaires qu'ils n'auraient pas pu émettre à l'occasion de cette réunion de travail. Deux utilisateurs du réseau ont fait usage de cette possibilité. Le 25 janvier 2005, à la suite de ce groupe de travail, une brève consultation écrite a encore été organisée, durant laquelle il a été demandé aux participants à ce groupe de travail de partager leur point de vue au sujet de quelques questions spécifiques.

Ces consultations informelles ont abouti, d'une part, à la constitution d'un compte rendu concernant la réunion de travail du 24 janvier 2005 et d'autre part, à la rédaction d'un compte rendu succinct relatif aux résultats de la consultation écrite du 25 janvier 2005. Le compte rendu relatif à cette consultation écrite a été transmis à Elia et aux utilisateurs du réseau par courrier électronique le 22 avril 2005. Un projet de compte rendu de la réunion de travail a été transmis à Elia et aux utilisateurs du réseau par lettre du 8 avril 2005. Le compte rendu définitif, dont le texte est identique, à quelques petites modifications près, au texte du projet de compte rendu, a été transmis à Elia par lettre du 14 septembre 2005.

Le 21 septembre 2005, Elia a notifié à la CREG les conditions générales du contrat de raccordement qu'elle propose aux utilisateurs du réseau, en néerlandais, en application de

l'article 6 du règlement technique. Elia a par ailleurs joint à cette lettre à la CREG un certain nombre de documents comportant une motivation des dispositions de ces contrats.

La CREG a ensuite à nouveau consulté les utilisateurs du réseau à propos de ce contrat de raccordement introduit par Elia le 21 septembre 2005 en leur offrant l'occasion de formuler des remarques écrites supplémentaires à propos de ce projet de contrat de raccordement.

Le 20 octobre 2005, la CREG a pris une décision (portant la référence (B) 051020-CDC-478/1) relative aux conditions générales des contrats de raccordement proposés par le gestionnaire du réseau aux utilisateurs du réseau, qu'Elia a portés à la connaissance de la CREG par lettre recommandée du 21 septembre 2005. Dans cette décision, la CREG a refusé d'approuver l'ensemble de ces conditions générales et a demandé à Elia d'y apporter un certain nombre de modifications profondes.

Le 16 novembre 2007, la CREG a organisé une consultation écrite des utilisateurs du réseau relative à un nouvel avant-projet informel des conditions générales du contrat de raccordement transmis par Elia à la CREG à ces fins. Cette consultation publique écrite a donné l'occasion aux utilisateurs de formuler des remarques et des ajouts au projet de conditions générales du contrat de raccordement établi par Elia (jusqu'au 16 décembre 2007 au plus tard). Dix utilisateurs du réseau ou associations d'utilisateurs du réseau ont fait usage de cette possibilité. Les résultats de cette consultation ont été traités par la CREG et transmis à Elia par lettre du 11 janvier 2008. Au printemps 2008, différentes discussions informelles ont eu lieu entre Elia et la CREG, au sujet des résultats de cette consultation et des différents points problématiques de ce dossier. Suite à cette concertation, Elia a transmis de manière informelle plusieurs propositions modifiées de l'avant-projet de contrat de raccordement à la CREG dans le courant de 2008, comportant des adaptations, afin de tenir compte d'un certain nombre de remarques émanant des utilisateurs du réseau et de la CREG.

Au début du mois d'octobre 2008, la CREG a à nouveau organisé une consultation publique afin de demander d'avis des utilisateurs du réseau au sujet d'une nouvel avant-projet informel des conditions générales du contrat de raccordement établi par Elia (lequel a été mis à la disposition de la CREG par Elia le 26 septembre 2008 à cette fin). Cinq utilisateurs du réseau ou associations d'utilisateurs du réseau ont fait usage de cette possibilité. Les résultats de cette consultation ont été traités par la CREG et transmis à Elia le 23 octobre 2008. Les résultats de cette deuxième consultation ainsi qu'un certain nombre de point problématiques restants ont fait l'objet de discussions informelles ultérieures avec Elia à la fin 2008 et dans le courant 2009.

Ces consultations des utilisateurs du réseau et ces discussions informelles visaient à obtenir un ensemble plus équilibré de conditions générales des contrats de raccordement susceptibles d'être approuvées par la CREG.

PRINCIPES DE BASE

Droit d'accès au réseau de transport

1. La CREG estime que le droit d'accès au réseau de transport, visé à l'article 15 de la loi électricité, est d'ordre public.

Le droit d'accès au réseau de transport constitue en effet l'un des piliers de base essentiels de la libéralisation du marché de l'électricité¹. Afin que la concurrence s'installe sur le marché de l'électricité et que les clients finals puissent effectivement choisir leur fournisseur d'électricité, il est primordial que les clients finals, leurs fournisseurs et les producteurs d'électricité aient la garantie d'avoir accès au réseau de transport et qu'ils puissent jouir de ce droit sans discrimination. C'est en effet par le réseau de transport que transitent presque tous les électrons produits et consommés, même pour les clients finals raccordés à un réseau de distribution. Un fournisseur n'est en mesure de fournir effectivement l'électricité qu'il vend à son client que si lui-même, son client et éventuellement le producteur de ce courant (s'il ne produit pas lui-même l'électricité vendue) ont chacun accès au réseau de transport.

A cela vient s'ajouter le fait que le réseau de transport est un monopole naturel étant donné les fonds irrécupérables élevés des investissements qui y sont réalisés : les investissements représentent des montants importants et ne peuvent être affectés à une autre utilisation que celle du transport d'électricité. En outre, la construction de l'infrastructure de transport (surtout les câbles à haute tension) se heurte à une forte opposition de la population, ce qui exclut donc *de facto* la possibilité d'obtenir les permis de bâtir et autres autorisations nécessaires pour l'aménagement d'un second réseau de transport à côté du réseau existant. Dès lors, il n'est pas réaliste de supposer qu'un voire plusieurs nouveaux réseaux de transport seront construits parallèlement au réseau de transport existant. Ceci explique donc pourquoi l'article 8 de la loi électricité a opté pour un seul gestionnaire de l'unique réseau de transport existant en Belgique.

Que le droit d'accès au réseau de transport constitue un pilier de base essentiel de la libéralisation du marché de l'électricité ressort également de l'analyse de la situation juridique prévalant avant l'entrée en vigueur de la loi électricité. Au niveau du transport

¹ Voir également le motif 7 de la directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L 176/37, qui stipule expressément que l'accès non discriminatoire au réseau de transport revêt une importance primordiale pour la réalisation du marché intérieur de l'électricité.

d'électricité, il n'existait en effet aucune législation accordant un quelconque monopole au producteur d'électricité historique. Pourtant, ce producteur d'électricité était le seul dans les faits, en tant qu'unique fournisseur, à avoir accès au réseau de transport. Si des tiers n'avaient pas accès au réseau de transport, cela s'expliquait tout simplement par le fait que le producteur d'électricité historique était le propriétaire de la quasi-totalité de l'infrastructure de transport d'électricité en Belgique. C'est précisément en raison de ce droit de propriété du producteur d'électricité historique que les tiers, à l'exception des clients finals approvisionnés par le producteur d'électricité historique, n'avaient pas accès au réseau de transport. La loi électricité n'a pas exigé la modification de cette situation sur le plan du droit de propriété : le droit de propriété de l'infrastructure de transport peut encore appartenir à un seul producteur d'électricité, donc également au producteur d'électricité historique en Belgique. Afin d'introduire la concurrence dans le marché de l'électricité, la loi électricité a choisi d'accorder un droit d'accès au réseau de transport à tout client éligible ainsi qu'aux producteurs et aux fournisseurs d'électricité, pour autant que ces derniers approvisionnent des clients éligibles.

Il est donc clair qu'une méconnaissance de ce droit essentiel d'accès au réseau de transport remet en question la libéralisation du marché de l'électricité.

2. Il ressort de l'article 15 de la loi électricité que la garantie effective du droit d'accès au réseau de transport est indissociablement liée au règlement technique et à la régulation des tarifs de transport visés respectivement aux articles 11 et 12 de la loi électricité. Le règlement technique et la régulation des tarifs de transport tendent à concrétiser dans les faits le droit d'accès au réseau de transport.

Conformément à l'article 11 de la loi électricité, le règlement technique règle la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci. La gestion du réseau de transport est une matière technique complexe et très spécialisée que les utilisateurs du réseau eux-mêmes ne maîtrisent pas. Le simple fait que le législateur ait créé un régulateur spécialisé pour le marché de l'électricité, à savoir la CREG, en apporte déjà la preuve. Sur la base de ses connaissances spécialisées, la CREG est en effet à même de contrôler le respect de la législation sectorielle, dont le règlement technique fait partie.

En faisant établir un règlement technique, le législateur entend éviter l'apparition d'une quelconque discrimination entre des utilisateurs du réseau sur la base de divers motifs techniques et non pertinents, qui sont difficiles voire impossibles à réfuter par les utilisateurs du réseau, étant donné qu'ils ne disposent pas des connaissances spécialisées nécessaires concernant la gestion du réseau de transport. Avec ce règlement, le législateur vise également à ce que soit trouvé le bon équilibre entre les utilisateurs du réseau, d'une part, et

le gestionnaire du réseau, d'autre part. En effet, les intérêts des utilisateurs du réseau et du gestionnaire du réseau ne sont pas toujours parallèles. Le risque existe donc que le gestionnaire du réseau refuse l'accès à son réseau pour des motifs techniques non pertinents. Contrairement à une entreprise privée ordinaire, le gestionnaire du réseau ne doit pas chercher à obtenir un maximum de clients pour couvrir ses frais et réaliser un bénéfice le plus élevé possible. La régulation des tarifs d'accès au réseau de transport et d'utilisation de celui-ci et des tarifs des services auxiliaires fixée par l'article 12 de la loi électricité implique en effet que les tarifs couvrent précisément l'ensemble de ses frais raisonnables et réels ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable arrêtée par la CREG, quelle que soit l'intensité d'utilisation du réseau de transport. En raison de cette garantie que tous ses coûts, ainsi qu'une marge bénéficiaire équitable, seront couverts, il se peut que le gestionnaire du réseau tente de refuser l'accès à des utilisateurs du réseau vis-à-vis desquels la prestation de services est plus compliquée ou qui présentent plus de risques techniques ou financiers et tente de motiver son refus par des arguments complexes mais non pertinents. Etant donné que le règlement technique précise les obligations du gestionnaire du réseau et des utilisateurs du réseau, il est donc la traduction technique du droit d'accès au réseau de transport. Il en constitue une traduction essentielle en raison de la complexité technique de la matière et il est par conséquent d'ordre public.

3. La complexité de la gestion du réseau de transport a également une incidence sur la tarification de la prestation de services fournie par le gestionnaire du réseau. Un utilisateur du réseau est dans l'incapacité de déterminer si les prix que le gestionnaire du réseau pourrait fixer en toute autonomie seraient effectivement des prix corrects. Il ne peut le déterminer car il ne dispose pas lui-même des connaissances techniques requises ni des informations nécessaires. En outre, il ne peut comparer les prix du gestionnaire du réseau avec ceux d'autres gestionnaires du réseau puisque le gestionnaire du réseau jouit d'un monopole légal et naturel et que les divers réseaux de transport nationaux peuvent différer fortement entre eux. C'est la raison pour laquelle l'article 12ter de la loi électricité garantit des tarifs non discriminatoires et transparents. C'est pour cette raison que l'article 12 de la loi électricité prévoit également que les tarifs de transport ne couvrent que les coûts nécessaires à l'accomplissement des tâches légales par le gestionnaire du réseau, majorés d'une marge bénéficiaire équitable et les amortissements nécessaires, et que ces tarifs sont soumis à l'approbation du régulateur. Sans cette régulation des tarifs de transport, le droit d'accès au réseau de transport ne serait pas réellement assuré. Des tarifs discriminatoires mais également des tarifs trop élevés limitent l'accès au réseau de transport. Il est évident

que des tarifs de transport discriminatoires ou trop élevés minent *de facto* le droit d'accès au réseau de transport. La régulation des tarifs de transport est par conséquent d'ordre public.

Article 6 du règlement technique

Conditions générales et particulières

4. En vertu de l'article 6 du règlement technique, le gestionnaire du réseau doit porter à la connaissance de la CREG les conditions générales du contrat de raccordement, ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées, afin qu'elle puisse approuver lesdites conditions générales.

Dans la table des matières du contrat de raccordement qu'Elia a porté à la connaissance de la CREG le 8 juillet 2009, Elia a effectué une répartition par laquelle les articles 1^{er} à 24 inclus sont repris sous le titre « *Deel I Algemene voorwaarden* » (Partie I Conditions générales) et les annexes sous le titre « *Deel II Bijzondere voorwaarden* » (Partie II Conditions particulières).

Elia semble donc faire une distinction dans cette table des matières entre lesdites « conditions générales » de ce contrat, à savoir les articles 1^{er} à 24 inclus, et lesdites « conditions particulières » du contrat, à savoir les annexes 1 à 10 incluse. Le titre « *Deel I Algemene voorwaarden* » est également repris dans le texte du contrat en lui-même, le titre « *Deel II Bijzondere voorwaarden* » n'est cependant pas repris dans le texte du contrat en lui-même mais apparaît uniquement dans la table des matières.

Comme expliqué ci-après, la CREG considère toutefois l'ensemble des dispositions (à l'exclusion des passages laissés en blanc dans le contrat de raccordement qui, en raison même de leur absence de définition, ne constituent pas des dispositions)² des articles et des annexes du contrat de raccordement qui lui ont été transmises le 8 juillet 2009 comme des conditions générales du contrat de raccordement. Par conséquent, l'ensemble de ces dispositions sont soumises à l'approbation de la CREG conformément à l'article 6, §1^{er}, du règlement technique. Dès lors, la CREG considère la lettre du 8 juillet 2009 comme une

² Chaque fois que cette décision traite des articles et/ou annexes du contrat de raccordement et les qualifie de conditions générales, seuls lesdits articles et annexes dont le contenu est déterminé avec précision sont pris en considération. Le fait que cette décision ne puisse qualifier les autres articles et annexes de conditions générales ne signifie toutefois pas que ces articles et annexes ne sont pas des conditions générales ; cela signifie simplement que la CREG, en raison du caractère incomplet du dossier et partant en l'absence des informations requises, n'est pas en mesure de les qualifier de conditions générales ou de conditions particulières.

communication desdites dispositions au sens de l'article 6, §2, du règlement technique (cf. paragraphe 7 de la présente décision).

5. Elia présente les contrats de raccordement qu'elle propose aux utilisateurs du réseau comme des contrats standard. Ce sont des contrats dont toutes les clauses ont été fixées au préalable et unilatéralement par Elia et que les utilisateurs du réseau ne peuvent négocier. D'un point de vue juridique, ces contrats doivent donc être qualifiés de contrats d'adhésion. En outre, toutes les dispositions de tous les contrats de raccordement sont identiques. En effet, l'examen du contrat de raccordement standard qu'Elia a transmis à la CREG indique que l'ensemble des dispositions du contrat et des annexes sont « standard » et que seules certaines données individuelles doivent encore être complétées par contrat, comme : l'identité et les coordonnées personnelles du contractant, les signatures, la date d'entrée en vigueur du contrat, les données spécifiques relatives à la garantie bancaire, les coordonnées des personnes de contact des deux parties, les données techniques particulières des installations de l'utilisateur du réseau.

En droit des contrats, les « conditions générales » sont des clauses qui appartiennent au contenu d'un contrat mais qui ne sont pas négociées en tant que telles et individuellement avec le cocontractant et qui sont imposées pour toute une série de contrats. Toutes les clauses renfermées dans le contrat de raccordement soumis à la CREG ainsi que ses annexes sont donc des conditions générales soumises à l'approbation de la CREG.

Contrairement aux conditions générales, des conditions particulières tiennent compte des spécificités du cocontractant. En effet, les conditions particulières du contrat de raccordement devront varier d'un cocontractant à l'autre lorsque les différences objectives entre les utilisateurs du réseau requièrent un traitement différent afin d'empêcher toute discrimination. Le dossier relatif au contrat de raccordement soumis par Elia le 8 juillet 2009 n'indique en rien que les conditions qu'Elia qualifie de conditions particulières différeront d'un utilisateur du réseau à l'autre.

6. Le simple fait qu'Elia établisse une distinction entre conditions générales et particulières dans le contrat de raccordement introduit ne prouve nullement que les dispositions qu'Elia qualifie de conditions particulières doivent différer et différeront réellement entre utilisateurs du réseau (à l'exception des passages laissés blancs). Il est démontré ci-après que cette analyse de la CREG est conforme à la loi électricité et au règlement technique.

L'article 112 du règlement technique stipule que :

« Le contrat de raccordement contient au moins les éléments suivants :

1° les conditions générales relatives à :

- a) la preuve de la solvabilité financière du cocontractant du gestionnaire du réseau
- b) les modalités pour le recouvrement par ou pour le gestionnaire du réseau des impayés éventuels du cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- c) les modalités de paiement, termes et délais concernant les factures adressées au cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- d) les dispositions relatives à la confidentialité des informations commerciales relatives au cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- e) le règlement des litiges, y compris le cas échéant, les clauses de conciliation et d'arbitrage ;
- f) les dispositions générales à prendre en cas de situation d'urgence par le cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- g) les modalités et les conditions de résiliation et de suspension du contrat de raccordement conformément au présent arrêté ;
- h) les modalités de retrait temporaire de conformité et les périodes maximales de retrait en cas d'application des mesures prévues à l'article 134 ;
- i) la procédure et les modalités prévues en article 137 ;
- j) la condition suspensive prévue à l'article 116 ;

2° les conditions particulières notamment relatives à :

- a) l'identité et les coordonnées des parties ainsi que celles de leurs représentants respectifs ;
- b) la durée du contrat de raccordement ;
- c) les garanties financières à fournir par le cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- d) l'identification du raccordement et notamment sa localisation géographique et sa tension nominale ;
- e) la puissance apparente maximale du raccordement ;
- f) le schéma de raccordement et les modes d'exploitation du raccordement ;
- g) l'identification des installations de raccordement ;
- h) les modalités relatives à la conformité des installations de raccordement et des installations du cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- i) les dispositions relatives aux droits de propriété et d'usage du raccordement ;
- j) les dispositions et spécifications minimales à respecter par le cocontractant du gestionnaire du réseau et/ou ses installations notamment en matière de caractéristiques techniques, de mesures et comptages, de changements de modes d'exploitation, d'entretien, de fonctionnalités des protections, la sécurité des biens et des personnes ;
- k) les dispositions concernant l'accessibilité aux installations de raccordement et aux installations du cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- l) la possibilité et les modalités de modification ou d'interruption de la puissance sur le point d'injection et/ou de prélèvement ;
- m) le cas échéant, les dispositions spécifiques prises par le cocontractant du gestionnaire du réseau pour assurer l'insensibilité de ses installations aux creux de tension ;
- n) le cas échéant, les dispositions spécifiques relatives à la qualité ;
- o) le cas échéant, les dispositions spécifiques concernant la fourniture de services auxiliaires par le cocontractant du gestionnaire du réseau ;
- p) les modalités et les délais pour la réalisation du raccordement.

Il en ressort clairement que les conditions générales que doit contenir le contrat de raccordement ne sont pas énumérées de manière limitative à l'article 112, §1, du règlement

technique. Cet article définit uniquement les conditions générales que le contrat de raccordement doit « au moins » contenir. En d'autres termes, l'article 112, §1, du règlement technique mentionne les conditions générales que le contrat de raccordement doit obligatoirement contenir, dans tous les cas, ce qui ne signifie pas que ledit contrat ne peut pas contenir d'autres conditions générales.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'article 6, §1, du règlement technique ne fait aucune référence à l'article 112 du règlement technique et que la compétence d'approbation de la CREG n'est dès lors aucunement limitée à ces conditions générales énumérées (de manière non limitative) à l'article 112, §1, du règlement technique.

En outre, l'analyse précitée de la compétence d'approbation de la CREG est totalement conforme aux dispositions de la loi électricité. En effet, l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité investit expressément la CREG d'une mission générale de contrôle de l'application du règlement technique. La compétence d'approbation des conditions générales du contrat d'accès, du contrat de responsable d'accès et du contrat de raccordement que l'article 6 du règlement technique accorde à la CREG est une mesure exécutoire (concrète) de cette mission générale de contrôle prévue à l'article 23, §1, 9°, de la loi électricité, c'est-à-dire le contrôle de l'application du règlement technique. Le contrat de raccordement qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est précisément une « application » concrète du règlement technique à l'égard duquel la CREG doit remplir une mission générale de contrôle.

L'interprétation ci-dessus de l'article 6 du règlement technique et du concept de « conditions générales » est dès lors totalement conforme aux dispositions légales en la matière et à la mission légale de la CREG. En outre, cette interprétation est conforme à l'interprétation que la doctrine et la jurisprudence donnent du concept de « conditions générales ». Par conséquent, la CREG ne voit pas pourquoi le législateur aurait voulu lui donner une autre signification dans le règlement technique.

Tout contrat type ou standard se compose systématiquement de conditions générales et de conditions particulières. Les conditions générales sont des dispositions qui sont identiques dans tous les contrats similaires (en l'occurrence, par exemple, pour le calcul du montant de la garantie à constituer) et qui ne peuvent être négociées individuellement en tant que telles avec le cocontractant, tandis que les conditions particulières sont des dispositions qui sont différentes d'un contrat type à l'autre en fonction des particularités/caractéristiques spécifiques du cocontractant concerné (telles que le nom, l'adresse, la date de signature, le montant de la garantie bancaire à constituer, les données techniques spécifiques, d'éventuelles conditions différentes, etc.).

Le contrat de raccordement qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau est un contrat standard qui se compose essentiellement de dispositions parfaitement identiques définies au préalable par Elia et non négociables, à savoir des conditions générales (soumises à l'approbation de la CREG). Pour le reste, ce contrat standard contient quelques dispositions particulières qui doivent être complétées lors de la signature du contrat et qui sont indiquées par des blancs (et qui ne sont dès lors logiquement pas soumises à l'approbation de la CREG). L'énumération (non limitative) à l'article 112, §2, du règlement technique des conditions particulières que le contrat de raccordement doit au moins contenir confirme d'ailleurs ce point de vue puisqu'il énumère uniquement des données propres au cocontractant, à savoir : l'identité et les coordonnées (des contractants et de leurs représentants respectifs), la durée spécifique du contrat (dans la mesure où elle peut changer d'un contrat à l'autre, comme par exemple la date d'entrée en vigueur), la garantie financière à fournir (mais pas la formule du calcul du montant de la garantie à constituer) et les données techniques particulières du raccordement (dans la mesure où ces données sont liées aux caractéristiques particulières du raccordement d'un utilisateur du réseau, mais pas les exigences minimales auxquelles tout raccordement doit satisfaire).

Dans le fond, les dispositions reprises dans le contrat de raccordement en tant que « conditions particulières » sont donc des conditions générales.

7. La compétence pour déterminer quelles dispositions du contrat de raccordement constituent des conditions générales appartient en premier lieu à la CREG (et en dernier lieu aux juridictions compétentes si Elia ou une autre partie intéressée ne partage pas l'avis de la CREG et le conteste devant l'une des juridictions compétentes). Pour pouvoir exercer pleinement sa compétence, la CREG doit avoir accès au contrat de raccordement dans son intégralité. Par conséquent, Elia est tenue de transmettre le contrat de raccordement complet à la CREG. Pour toutes les dispositions du contrat de raccordement que la CREG qualifie de conditions générales, leur remise par Elia sera assimilée à leur communication telle que visée à l'article 6 du règlement technique.

8. A cet égard et par souci d'exhaustivité, il convient de signaler que, conformément à l'article 1.2, alinéa premier, du contrat de raccordement, les titres et intitulés du contrat de raccordement sont purement indicatifs et n'expriment en aucune manière l'intention des parties. L'article 1.2, alinéa premier, du contrat de raccordement stipule en outre qu'ils ne seront pas pris en considération pour l'interprétation des dispositions du contrat de raccordement. Or, Elia qualifie les dispositions de conditions générales ou particulières à l'aide de l'intitulé des parties I et II du contrat de raccordement. Conformément à l'article 1.2,

alinéa premier, du contrat de raccordement, ces intitulés n'expriment dès lors aucunement l'intention des parties et partant, d'Elia et ne doivent pas être prises en considération, par la CREG non plus, dans le cadre de l'interprétation des dispositions du contrat de raccordement. Le seul critère pertinent pour déterminer quelles dispositions sont ou non des conditions générales est donc leur contenu et la question de savoir si elles requièrent une différenciation entre les utilisateurs du réseau pour raisons de non-discrimination.

Compétence d'approbation de la CREG

9. En vertu de l'article 6 du règlement technique, les conditions générales du contrat de raccordement sont soumises à l'approbation de la CREG et le gestionnaire du réseau doit notifier ces conditions générales, de même que toutes les modifications qui y sont apportées à la CREG, afin que la CREG puisse prendre une décision les approuvant ou refusant de les approuver.

Dès lors, la CREG est chargée de veiller à ce que les conditions générales du contrat de raccordement soient en concordance complète avec la législation et à ce que le contrat de raccordement et la législation forment un tout cohérent. La caractéristique des contrats est qu'ils développent ou complètent les règles d'ordre public ou impératives. La CREG est dès lors chargée, en vertu de sa compétence d'approbation, de veiller à ce que le contrat de raccordement contribue au développement du droit d'accès au réseau de transport et à ce que les règles légales régulant ce droit d'accès soient complétées de manière à ce que le droit d'accès au réseau de transport soit effectivement garanti pour chaque utilisateur du réseau.

Critères d'évaluation

10. L'article 6, § 1^{er}, du règlement technique dispose que, dans son examen visant à prendre une décision concernant les contrats de raccordement du gestionnaire du réseau, la CREG doit vérifier si les conditions générales de ces contrats :

- (a) n'entravent pas l'accès au réseau ;
- (b) ne mettent pas en péril la sécurité, fiabilité et efficacité du réseau ;
- (c) sont conformes à l'intérêt général.

La CREG constate que le législateur ne définit pas plus précisément ces trois critères. Par conséquent, c'est à la CREG de donner un contenu concret à ces trois critères, étant donné que le législateur a chargé la CREG de veiller à ce que les conditions générales des contrats visés à l'article 6 du règlement technique répondent à ces trois critères.

Par ailleurs, il est évident que les trois critères d'évaluation précités et formulés de manière large ne peuvent être appliqués de manière automatique mais supposent nécessairement un jugement d'opportunité par la CREG.

11. Une compétence discrétionnaire est dès lors attribuée à la CREG; en effet, celle-ci doit faire usage, dans le cadre de sa mission de contrôle, de notions laissant une grande marge d'appréciation et qui nécessitent d'être complétées et de faire l'objet d'un jugement d'opportunité par la CREG. Avant d'approfondir ces trois critères d'évaluation, la CREG souligne qu'il faut toujours chercher à obtenir un équilibre entre ces principes et les missions et obligations d'Elia en sa qualité de gestionnaire du réseau. Elia est tenue de remplir ses missions et obligations de gestionnaire du réseau telles que fixées à l'article 8 de la loi électricité, ce qui implique entre autres, parallèlement à l'exploitation du réseau de transport, d'assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport ainsi que son développement optimal. A cet égard, Elia doit toujours veiller à ne pas entraver l'accès au réseau de transport et à agir conformément à l'intérêt général.

Dans ce cadre, il convient de tenir compte de la position inégale des parties contractantes. En tant que gestionnaire exclusif du réseau de transport, Elia jouit en effet d'un monopole légal. Pour les utilisateurs du réseau, le réseau de transport est une infrastructure essentielle à laquelle il n'existe aucune alternative ; pour exercer leurs activités, ils sont forcés de conclure des contrats avec Elia afin de pouvoir accéder au réseau de transport et l'utiliser. C'est pourquoi l'article 15 de la loi électricité accorde un droit d'accès formel aux clients éligibles³

Outre les règles générales de droit des obligations et en particulier le principe de la lésion qualifiée, la CREG s'est donc appuyée sur le droit de la concurrence lors de l'examen de ces conditions générales. En effet, aux entreprises jouissant d'une position dominante ou d'une position de monopole incombe une « responsabilité particulière » à l'égard du mécanisme de concurrence sur le marché et leurs comportements doivent à cet égard être raisonnables et proportionnels.

³ Par souci d'exhaustivité, il convient de remarquer que dans le système d'accès régulé tel que prévu dans la loi électricité, les utilisateurs du réseau ont dès lors un droit d'accès sans devoir invoquer la théorie des « *essential facilities* ».

La CREG s'est notamment basée sur la règle prévue dans l'article 3, alinéa 2, 1°, de la loi du sur la protection de la concurrence économique coordonnée le 15 septembre 2006 et sur l'article 82a du Traité instituant la Communauté européenne, lequel prévoit que l'imposition, par des entreprises jouissant d'une position dominante, de conditions de transaction ou de prix non équitables peut constituer un abus de position dominante prohibé. Des conditions de transaction non équitables sont des conditions que les parties contractantes concernées n'accepteraient pas dans des conditions de concurrence normales.

La situation de monopole légal dont bénéficie Elia en conséquence des missions qui lui sont confiées par le gouvernement fédéral dans l'intérêt général, de même que la responsabilité spéciale reposant, conformément au droit de la concurrence, sur chaque entreprise en situation dominante ou de monopole, limitent la liberté du commerce et de l'industrie d'Elia. C'est d'autant plus le cas lorsque l'on prend également en compte, dans ce cadre, l'article 15 de la loi électricité et l'article 6 du règlement technique.

Absence d'entrave à l'accès au réseau de transport

12. En vertu de l'article 15 de la loi électricité, les clients éligibles, producteurs et intermédiaires ont un droit d'accès au réseau de transport aux tarifs fixés conformément à l'article 12 de ladite loi, à savoir les tarifs régulés.

Le paragraphe 1 de la présente décision explique que le libre accès au réseau de transport est essentiel à la libéralisation du marché de l'électricité. Le droit d'accès au réseau de transport est donc un principe de base et un droit fondamental⁴ qui ne peut être interprété de manière restrictive. Toute exception à ce droit ou limitation de celui-ci doit être expressément prévue et interprétée de manière restrictive. Ainsi, l'article 15, §1, deuxième alinéa, stipule que le gestionnaire du réseau peut uniquement refuser l'accès au réseau de transport s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques définies dans le règlement technique. Le refus doit en outre être motivé.

13. La CREG estime que, dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, le seuil d'accès au marché de l'électricité doit être le plus bas possible afin de garantir le droit d'accès au réseau de transport et de n'entraver en aucune façon le (libre) accès au réseau de transport et ce, pour autant bien entendu que la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du

⁴ Cf. notamment l'avis du Conseil d'Etat du 29 décembre 1998 sur l'avant-projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'électricité, *Doc.Parl.*, Chambre, 1998-99, n° 1933/1, p. 50.

réseau de transport ne soient pas mises en péril et qu'il ne soit pas fait obstacle au développement du réseau de transport.

La CREG pense donc qu'il ne peut être admis que le gestionnaire du réseau rende plus difficile, limite ou entrave de quelque façon que ce soit le droit d'accès au réseau de transport en imposant des conditions de transaction inéquitables, déséquilibrées, déraisonnables ou disproportionnées⁵.

14. La CREG souligne également que le gestionnaire du réseau doit non seulement assurer la gestion du réseau d'une manière impartiale, indépendante et non discriminatoire⁶ mais qu'il doit également faire preuve de la plus grande transparence possible. Ces mesures sont nécessaires au bon fonctionnement du marché de l'électricité et à un bon fonctionnement de la concurrence sur ce marché⁷.

Par ailleurs, la CREG estime que, dans l'exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau doit veiller à fournir aux utilisateurs du réseau des informations en temps opportun qui soient les plus claires, exactes et complètes possibles. Ceci s'applique à la phase précontractuelle, au contrat proprement dit et à l'application du contrat. C'est nécessaire si l'on veut assurer une gestion transparente et ainsi garantir un accès optimal au réseau de transport, sans aucune entrave. Ainsi, l'article 9, f), de la directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE (ci-après : « la directive électricité ») stipule aussi expressément que le gestionnaire du réseau de transport a pour tâche de « fournir aux utilisateurs du réseau les informations dont ils ont besoin pour un accès efficace au réseau ».

Une telle fourniture d'informations complètes, exactes et en temps opportun implique notamment que, lorsqu'en exécution de ses missions légales, le gestionnaire du réseau prend une décision qui affecte (directement ou indirectement) le droit d'accès d'un utilisateur du réseau, il doit communiquer cette décision en temps voulu et de façon claire à l'utilisateur du réseau et toujours bien en préciser les motifs. Le cas échéant, l'utilisateur du réseau peut ainsi prendre lui-même des mesures pour sauvegarder son accès au réseau ou en réduire les coûts.

⁵ Cf. article 23.4 de la directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, *J.O.*, L176/37, du 15 juillet 2003.

⁶ Cf. notamment l'article 9, § 2, de la loi électricité et l'article 8 du règlement technique.

⁷ Cf. notamment *Doc. Parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1308/4, page 6, Directive 2003/54 CE concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE – considérant 6.

15. Conformément à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité, le gestionnaire de réseau peut *uniquement* refuser l'accès au réseau de transport s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le client éligible ne satisfait pas aux prescriptions techniques définies dans le règlement technique. Par conséquent, le gestionnaire de réseau peut exclusivement refuser l'accès au transport dans ces deux cas, énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité, et non si le client éligible ne satisfait pas à d'autres « prescriptions » ou obligations (contractuelles).

La CREG estime que l'on peut dès lors en conclure que le gestionnaire de réseau peut de lui-même (c.-à-d. unilatéralement, sans autorisation judiciaire préalable) mettre un raccordement hors service de façon temporaire ou non et/ou suspendre ou résilier le contrat de raccordement en tout ou en partie, exclusivement dans les deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité puisque cela reviendrait de fait à un refus (provisoire ou non) de l'accès au réseau de transport par le gestionnaire de réseau.

16. A cet égard, il convient de souligner que la règle de droit commun selon laquelle les contrats à durée indéterminée peuvent toujours être résiliés unilatéralement moyennant le respect d'un préavis/d'une indemnité raisonnable est annulée par la règle *lex specialis* d'ordre public prévue à l'article 15, §1, de la loi électricité. En effet, il ne peut suffire d'accorder un délai/une indemnité raisonnable pour refuser le droit d'accès à un utilisateur du réseau.

Par ailleurs, il convient de signaler qu'en ce qui concerne la résolution d'un contrat conformément au droit commun, la résolution d'un contrat pour non-exécution grave ou importante doit en principe être demandée devant le juge en vertu de l'article 1184 du Code civil. Dès lors, la CREG estime que le gestionnaire de réseau, lorsqu'il juge dans une situation concrète que le contrat de raccordement doit être résilié pour des raisons autres qu'un manque de capacité ou le non-respect des prescriptions techniques définies dans le règlement technique, doit obtenir une autorisation judiciaire préalable pour résilier le contrat. Il incombe alors au juge de décider concrètement et contradictoirement si les raisons invoquées par le gestionnaire de réseau sont suffisamment graves pour justifier la résiliation du contrat de raccordement. En effet, comme nous l'avons déjà indiqué, le gestionnaire de réseau peut uniquement résilier (ou suspendre) de lui-même (c.-à-d. unilatéralement, sans contrôle ni autorisation judiciaire préalable) le contrat de raccordement dans les deux cas énumérés de manière limitative à l'article 15, §1, de la loi électricité.

Enfin, signalons encore la disposition expresse prévue à l'article 155 du règlement technique qui veut que « la suspension ou la résiliation du contrat de responsable d'accès entraîne le

refus d'accès au réseau ». La disposition prévue à l'article 15, §1, deuxième alinéa, de la loi électricité concerne d'ailleurs le refus d'accès au réseau, qui peut découler aussi bien du refus de conclure un contrat d'accès au réseau que de la dissolution (ou de la suspension) d'un tel contrat en cours. Prétendre l'inverse reviendrait à vider de son sens le contenu de l'article 15, §1, deuxième aliéna, de la loi électricité puisque différentes conditions seraient alors d'application dans deux situations débouchant sur un même résultat, à savoir le refus de l'accès au réseau, ce qui ne peut en aucun cas être considéré comme étant l'intention du législateur.

Sécurité, fiabilité et efficacité du réseau de transport

17. L'une des missions du gestionnaire du réseau consiste à assurer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau de transport et, dans ce contexte, à veiller à la disponibilité des services auxiliaires indispensables et notamment des services de secours en cas de défaillance d'unités de production (article 8, 4°, de la loi électricité). L'examen des conditions générales s'attache donc également à vérifier si ces conditions sont remplies.

Conformité à l'intérêt général

18. La société qui gère le réseau de transport doit le faire dans l'intérêt général, au bénéfice de tous les clients et de tous les fournisseurs⁸. L'article 6, § 1^{er}, du règlement technique traduit cette idée de base dans le critère d'évaluation portant sur la conformité des contrats de raccordement, d'accès et de responsable d'accès avec l'intérêt général.

L'intérêt général est une notion étendue que l'article 6 du règlement technique ne définit pas. Le fait que ce concept ne soit défini ni dans la loi électricité, ni dans le règlement technique, implique nécessairement que la CREG en détermine le contenu de manière discrétionnaire, étant donné qu'il a été fixé en tant que critère d'évaluation pour l'approbation des conditions générales (voir également paragraphe 10bis). Pour l'application de l'article 6 du règlement technique, la CREG interprète cette notion comme faisant référence au moins à toutes les règles de droit qui sont d'ordre public, parmi lesquelles figurent en tout cas la législation propre au secteur, le droit de la concurrence, les règles générales de droit des obligations mentionnées aux paragraphes 24 à 29 et la législation linguistique. Il y a lieu de faire

⁸ Cf. notamment *Doc. Parl. Sénat 1998-99, n° 1308/4, page 22. 22.*

remarquer à cet égard qu'en pratique, certaines de ces règles de droit posent de mêmes exigences vis-à-vis des contrats, comme par exemple l'exigence de conditions de transaction raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles.

La législation spécifique au secteur

19. La législation sectorielle que la CREG comprend sous la notion d'« intérêt général » visée à l'article 6, § 1^{er}, du règlement technique concerne toutes les règles d'ordre public qui ne relèvent pas des deux autres critères d'évaluation renfermés à l'article 6, § 1^{er}, de la loi électricité, à savoir celui relatif à l'absence d'entrave de l'accès au réseau de transport et celui relatif à la garantie de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau de transport.

Par conséquent, cela vise également la régulation des tarifs relatifs au réseau de transport et les règles du règlement technique, pour autant que celles-ci ne relèvent pas des deux critères précités. Comme le démontrent les paragraphes 2 et 3 de la présente décision, cette régulation des tarifs du réseau de transport et ces règles du règlement technique sont d'ordre public.

20. Sans préjudice du caractère d'ordre public de la régulation des tarifs du réseau de transport et du règlement technique, il convient également de souligner que la mission générale de la CREG consiste à surveiller et à contrôler l'application des lois et règlements qui concernent la réglementation sectorielle en matière d'électricité (article 23, § 2, de la loi électricité). La sanction que la CREG peut éventuellement imposer dans le cadre de cette mission de contrôle consiste à infliger des amendes administratives après avoir constaté une infraction aux règles de droit propres au secteur (article 31 de la loi électricité). Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG ne doit pas immédiatement appliquer l'article 31 de la loi électricité mais elle peut, si cela s'avère nécessaire, d'abord rejeter les conditions générales illégales des contrats et inviter le gestionnaire du réseau à y apporter les adaptations nécessaires.

Le droit de la concurrence

21. Dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, la poursuite de l'intérêt général implique notamment la création d'une libre concurrence effective et la sauvegarde du bon fonctionnement du marché (et ce, dans l'intérêt final du consommateur particulier et

des divers concurrents présents sur le marché). Il faut veiller, à cet effet, à ce qu'une entreprise en situation de monopole économique ne viole pas l'intérêt public en imposant à ses cocontractants des conditions déraisonnables, inéquitables, déséquilibrées ou disproportionnées susceptibles d'entraver ou de limiter le fonctionnement normal du marché.

La création et la sauvegarde d'une libre concurrence effective dans l'intérêt général impliquent bien plus que la simple garantie du libre accès au réseau. Le libre accès au réseau est certes une condition essentielle mais elle est insuffisante en soi pour assurer une concurrence effective sur le marché de l'électricité. Il faut donc également veiller à ce qu'aucune des conditions imposées par le gestionnaire du réseau à ses cocontractants n'entrave ou ne limite le fonctionnement normal de la concurrence.

En outre, il convient de souligner que la réalisation d'une telle concurrence effective ne se limite pas au marché de la fourniture d'électricité aux clients mais concerne tous les marchés du secteur de l'électricité auxquels aucun monopole légal n'a été accordé (comme par exemple le marché du trading de l'électricité et le marché de la production d'électricité). Dès lors, il ne peut davantage être admis que le gestionnaire du réseau impose, dans un contrat portant sur des activités exercées sur un marché bien défini, des conditions déraisonnables, inéquitables ou disproportionnées qui entraveraient ou limiteraient le fonctionnement normal de la concurrence sur un marché lié ou voisin.

22. L'examen qui suit analyse donc si les conditions générales imposées par Elia à ses cocontractants sont raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles et donc conformes à l'intérêt général.

23. Pour autant que cela soit nécessaire, la CREG souligne qu'elle s'inspire uniquement du droit de la concurrence afin de donner un contenu au vaste critère de l'intérêt général. Dans cette optique, les conditions générales du contrat sont confrontées aux règles générales du droit de la concurrence qui sont à la base de la libéralisation du marché de l'électricité. Une confrontation préalable aux règles concernées du droit de la concurrence permet en outre d'éviter que la CREG ne doive saisir ultérieurement l'autorité de la concurrence afin de constater des infractions aux dites règles du droit de la concurrence. Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG peut, le cas échéant, rejeter d'abord les conditions générales des contrats qui sont contraires aux critères prévus à l'article 6, §1, du règlement technique, et inviter le gestionnaire du réseau à effectuer les adaptations nécessaires. Par le biais d'une décision d'approbation préalable, la CREG peut travailler de façon préventive et empêcher que les conditions générales de contrats déjà conclus doivent

être modifiées par la suite. Il convient de souligner que la tâche de la CREG en la matière consiste à travailler de façon préventive, c'est-à-dire à empêcher d'éventuels abus, et qu'elle n'entend pas fournir une preuve d'un abus de position dominante dans un cas concret (puisque'il s'agit en l'occurrence d'une proposition de contrat standard qu'Elia souhaite offrir aux utilisateurs du réseau, il n'est pas possible qu'un abus concret ait déjà eu lieu puisque le contrat de raccordement n'avait pas encore été conclu).

Règles générales relevant du droit des obligations

24. Le caractère d'ordre public des règles générales de droit des obligations discutées ci-après, comme la lésion qualifiée, le principe du « *bindende partijbeslissing* » (le principe de droit des obligations selon lequel l'objet de l'obligation ne peut être déterminé par l'une des parties), le caractère licite de l'objet et de la cause du contrat et la prévention des problèmes d'interprétation ou la recherche de clauses contractuelles claires et transparentes, est généralement admis.

La lésion qualifiée

25. Les conditions cumulatives de la lésion qualifiée sont les suivantes :

- il existe un déséquilibre important (manifeste) entre les prestations réciproques ;
- la première partie abuse des circonstances concrètes dans lesquelles le cocontractant se trouve vis-à-vis d'elle pour s'approprier un avantage disproportionné lors de la conclusion du contrat. Cela peut notamment être le cas lorsqu'il est question de supériorité économique de la partie commettant un abus, par exemple en raison d'une position de monopole ;
- le contrat ou une ou plusieurs clauses du contrat n'aurai(en)t pas été conclu(es) ou aurai(en)t été conclu(es) à des conditions moins défavorables pour la partie la plus faible s'il n'avait pas été question d'abus.

Etant donné que le gestionnaire du réseau jouit d'une position de monopole qui lui est accordée par la loi, une évaluation s'impose dès lors par rapport au principe de la lésion qualifiée.

Pour autant que de besoin, la CREG souligne qu'elle s'inspire uniquement du principe de la lésion qualifiée afin de donner une interprétation au vaste critère du contrôle de l'intérêt général. Dans cette optique, les conditions générales du contrat sont confrontées au principe de la lésion qualifiée, lequel relève de l'ordre public. La mission de la CREG consiste, en l'espèce, à agir de manière préventive, en d'autres termes, à éviter les abus. Elle ne vise pas, en l'occurrence, à apporter la preuve d'un abus dans un cas concret ; étant donné qu'il s'agit ici d'un projet de contrat qu'Elia souhaite proposer aux utilisateurs du réseau, il n'est, en effet, pas possible qu'un abus concret ait déjà eu lieu étant donné que le contrat de raccordement n'a pas encore été conclu. Une confrontation préalable à la règle contractuelle en question permet également d'éviter que le juge doive constater a posteriori des infractions à cette règle contractuelle d'ordre public. Grâce à l'article 6 du règlement technique, la CREG peut, si cela s'avère nécessaire, rejeter d'abord les conditions générales des contrats contraires aux critères contenus à l'article 6, §1^{er}, du règlement technique, et inviter le gestionnaire du réseau à faire les adaptations nécessaires. Par le biais d'une décision d'approbation préalable la CREG peut agir de manière préventive, ce qui permet d'éviter que les conditions générales des contrats déjà conclus ne doivent être modifiées a posteriori.

Le « bindende partijbeslissing » (le principe de droit des obligations selon lequel l'objet de l'obligation ne peut être déterminé par l'une des parties)

26. Conformément à l'article 1129 du Code civil, une convention doit notamment avoir un objet déterminé ou au moins déterminable pour être valable. En imposant que les conventions ou mieux encore les engagements contractuels doivent avoir un objet déterminable, le législateur a voulu ne conférer aux conventions d'effets juridiques que dans des limites bien définies. L'accord des volontés ne suffit pas car un certain contrôle social doit encore être exercé sur le contenu du contrat.

Le principe du « *bindende partijbeslissing* » exige que le contrat contienne au minimum les données objectives nécessaires pour pouvoir en déterminer l'objet, sans qu'une nouvelle manifestation de volonté de la part de l'une des parties soit encore nécessaire. Le contenu des droits et obligations découlant d'un contrat ne peut être laissé à une décision totalement arbitraire d'une des parties contractantes.

Objet certain/déterminable

27. Dans l'article 1108 du Code civil, le législateur a clairement spécifié que tout engagement doit, au moment de sa naissance, avoir un objet qui doit en outre être certain. L'objet de l'engagement est l'objectif concret, le résultat concret auquel l'engagement pris doit mener une fois totalement exécuté. L'objet sera l'enjeu de tous les incidents ultérieurs liés à la responsabilité et à l'exécution. D'où la réticence de la jurisprudence à l'égard de clauses qui permettent de neutraliser dans un certain sens ultérieurement l'objet (existant). De telles clauses sont parfois déclarées nulles afin de pouvoir préserver l'objet de l'engagement.

Le caractère licite de l'objet et de la cause

28. Par la méconnaissance de la règle générale de droit des obligations relative au caractère licite de l'objet et de la cause, la CREG entend aussi la méconnaissance d'une règle de droit d'ordre public. Par conséquent, à chaque fois que la CREG estime que l'une des conditions générales du contrat de raccordement (qui concerne, bien entendu, l'objet ou la cause de ce contrat) porte atteinte à l'intérêt général le principe du caractère licite de l'objet et de la cause des conventions est lui aussi violé.

La prévention des problèmes d'interprétation

29. Des clauses contractuelles imprécises entraînent des problèmes d'interprétation, et doivent dès lors être évitées. Dans la mesure où elles ne violent pas la règle générale de droit des obligations relative à la détermination obligatoire de l'objet de l'obligation par une des parties, l'on pourrait soutenir que de telles clauses ne violent aucune règle de droit d'ordre public. Toutefois, il convient de souligner l'exigence de la plus grande transparence possible, laquelle est nécessaire pour garantir le libre accès au réseau de transport et relève du critère d'évaluation concernant l'absence d'entrave de l'accès au réseau de transport et qui, par ce simple fait, est déjà d'ordre public.

Dans la mesure où des clauses contractuelles imprécises ne seraient contraires à aucune règle d'ordre public – ce qui, selon la CREG, est impossible vu le critère de l'absence d'entrave à l'accès au réseau de transport –, elles empêchent en tout cas la CREG d'exercer

dûment sa tâche et, dans ce cas, le gestionnaire du réseau est au minimum tenu de fournir les renseignements complémentaires nécessaires.

Standardisation des conditions générales communes aux contrats d'accès, de responsable d'accès et de raccordement

30. Une standardisation des conditions générales communes aux contrats d'accès, de responsable d'accès et de raccordement est souhaitable, mais pas un objectif absolu en soi. Plus importante que la standardisation des différents contrats est l'exigence que tout contrat soit adapté à son objet précis ainsi qu'aux besoins des parties au contrat.

Il est évident que chacun de ces trois contrats ont un objet propre et spécifique.

Dans la pratique, il s'avère en outre que dans un grand nombre de cas, les utilisateurs du réseau qui concluent un contrat de raccordement avec Elia ne concluent pas eux-mêmes pour ce raccordement un contrat d'accès et/ou un contrat de responsable d'accès avec Elia ; et que le cocontractant d'Elia n'est donc pas le même pour ces différents contrats⁹. Dans la pratique, cela signifie que dans un grand nombre de cas, le cocontractant d'Elia pour le contrat d'accès (et le contrat de responsable d'accès) est un fournisseur d'électricité, tandis que dans ces cas, le cocontractant d'Elia pour le contrat de raccordement est le client final.

Alors que le marché pertinent pour les fournisseurs d'électricité est limité au marché national belge, ceci n'est pas le cas pour les clients finals. La grande majorité des clients finals directement raccordés au réseau de transport sont en effet de grandes entreprises industrielles dont le marché pertinent se situe au moins au niveau européen et en grande partie au niveau mondial. Pour les fournisseurs d'électricité, il est surtout important qu'un traitement équitable soit garanti afin que la concurrence entre les fournisseurs d'électricité ne soit pas faussée. La recherche d'une charge financière la plus réduite possible découlant du contrat leur importe également en ce sens qu'une charge financière trop élevée à assumer peut réduire la marge disponible pour la concurrence sur le marché de la fourniture d'électricité, à tel point que les nouveaux venus ne peuvent survivre sur le marché. Toutefois, cette considération leur importe moins qu'aux grandes entreprises industrielles

⁹ En ce qui concerne la période 2004-2005 par exemple, seulement 15 % du nombre total des utilisateurs de réseau ayant conclu un contrat de raccordement avec Elia étaient également titulaire d'un contrat d'accès et de responsable d'accès. Ce qui signifie que dans 85 % des cas, le cocontractant d'Elia pour le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès était un fournisseur d'électricité, tandis que dans ces cas, le cocontractant d'Elia pour le contrat de raccordement était le client final (ou le producteur).

puisque les fournisseurs d'électricité peuvent répercuter ces coûts sur leurs clients pour autant que ces coûts soient identiques pour chaque fournisseur et pour autant qu'ils ne soient pas élevés à tel point qu'ils réduisent beaucoup trop la marge pour la concurrence. Pour les grands clients finals industriels, la situation est différente. Elle est même inversée : un traitement équitable est évidemment important mais l'essentiel est de réduire la pression de la charge financière découlant du contrat sur leurs épaules. En effet, ils sont surtout en concurrence avec des entreprises établies dans d'autres pays et pour résister à cette concurrence, ils doivent pouvoir réduire les coûts autant que possible. Puisque les coûts du raccordement au réseau de transport sont régulés de façon différente dans chaque pays, ces coûts différeront d'un pays à l'autre. La non-discrimination à l'échelle nationale est en effet moins pertinente lorsque la concurrence est établie dans un autre pays et est donc soumise à d'autres coûts pour le raccordement au réseau de transport. Dès lors, pour les grands clients finals industriels, la non-discrimination est uniquement intéressante dans le sens d'une clause de la nation la plus favorisée, à savoir qu'ils peuvent également profiter des règles contractuelles les plus favorables que le gestionnaire national du réseau de transport a offertes à une autre entreprise.

La différence dans l'approche des contrats qu'Elia propose par les parties au contrat d'accès et au contrat de responsable d'accès d'une part et par les parties au contrat de raccordement d'autre part, est considérable comme en attestent les réactions transmises à la CREG au cours de ses consultations habituelles des utilisateurs du réseau. Tandis que les fournisseurs d'électricité ont une approche plutôt générale des contrats, les grandes entreprises industrielles qui doivent conclure un contrat de raccordement analysent chaque clause au niveau des coûts et profits, quelle que puisse être leur importance. Ce constat répond à l'analyse précédente, à savoir que le coût financier de toute disposition contractuelle entre beaucoup plus en considération pour ces grandes entreprises industrielles qu'une approche plutôt générale qui vise essentiellement un traitement équitable de l'ensemble des utilisateurs du réseau et une influence réduite d'Elia sur la marge concurrentielle sur le marché de la fourniture d'électricité.

L'on peut dès lors conclure que le contrat de raccordement est un contrat particulier qui a un autre objet que le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès, qui a des caractéristiques techniques très spécifiques et qui est conclu dans un grand nombre des cas avec d'autres parties qui ne sont pas détentrices d'accès ou responsables d'accès, de sorte que d'autres dispositions contractuelles que celles utilisées dans le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès peuvent être plus appropriées ou nécessaires.

Développements dans le dossier des contrats de raccordement

31. Depuis que le premier projet de conditions générales du contrat de raccordement a été notifié à la CREG par Elia en application de l'article 6 du règlement technique, une longue période s'est écoulée. Comme il a été exposé dans l'introduction de la présente décision, le contrat de raccordement a connu toute une évolution au cours de cette période : plusieurs projets et avant-projets informels du contrat de raccordement ont été rédigés par Elia, différentes réunions de concertation informelles ont eu lieu entre la CREG et Elia, il y a eu toute une série de consultations, y compris des consultations écrites, des utilisateurs du réseau concernés (voir également pages 3 à 6 inclus de l'introduction de la présente décision). La plupart des dispositions du contrat de raccordement ont également été modifiées à plusieurs reprises au cours de cette période.

Depuis la première décision de la CREG relative aux contrats de raccordement du 28 octobre 2004, ((B) 041028-CDC-385/2), la CREG a donc acquis d'expérience additionnelle dans cette matière et elle a reçu beaucoup de nouvelles informations de la part des utilisateurs du réseau. Ces éléments ont amené la CREG, au cours de ce processus, à devoir formuler des remarques supplémentaires au sujet d'un certain nombre de dispositions contractuelles et, le cas échéant, au sujet de certaines dispositions contractuelles pour lesquelles elle n'avait pas formulé de remarques spécifiques lors de décisions antérieures.

En effet, si de nouveaux éléments apparaissent dans un dossier, comme des informations nouvelles, sous la forme, par exemple, de nouvelles remarques formulées par les utilisateurs du réseau, la CREG doit en tenir compte lors de son examen et dans sa décision. De tels éléments nouveaux pourraient empêcher l'approbation, par la CREG, de certaines conditions générales du contrat de raccordement pour lesquelles elle n'avait pas formulé de remarques spécifiques dans la précédente décision.

EXAMEN DES CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE RACCORDEMENT

32. Dans l'examen qui suit, les conditions générales du contrat de raccordement sont examinées au regard des trois critères renfermés à l'article 6, § 1^{er}, du règlement technique, comme décrits aux paragraphes 9 à 29 de la présente décision.

L'approbation par la CREG des conditions générales ou de certaines conditions générales du contrat de raccordement n'enlève bien évidemment rien au fait qu'indépendamment de celle-ci, Elia doit toujours satisfaire à ses obligations légales en matière de gestion du réseau de transport.

Remarques générales

33. Pour être complet, la CREG remarque que, récemment, dans le cadre du troisième paquet législatif de la Commission européenne relatif au marché intérieur, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté une nouvelle directive relative aux règles communes pour le marché intérieur de l'électricité (ci-après la « troisième directive électricité ») et un nouveau règlement sur les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontalier d'électricité (ci-après le « troisième règlement électricité »)¹⁰. A la date de la présente décision, ces nouveaux troisième directive électricité et troisième règlement électricité n'étaient pas encore publiés ni entrés en vigueur. Les dispositions de cette nouvelle réglementation européenne devront aussi, au besoin, encore être transposées ou élaborées dans la législation belge. Il va de soi qu'il faudra dès lors vérifier en temps opportun si les dispositions du contrat de raccordement sont conformes à cette nouvelle réglementation et si, par conséquent, il faudra éventuellement adapter les dispositions de ce contrat de raccordement.

A ce propos, la CREG signale également que la Commission européenne a lancé une étude relative à la responsabilité des gestionnaires de réseaux de transport (voir notamment le

¹⁰ Directive 2009/72/CE du 13 juillet 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE et le Règlement (CE) n°.../2009 du 13 juillet 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les conditions d'accès au réseau pour le commerce transfrontalier d'électricité et abrogeant le Règlement (CE) n° 1228/2003.

point 34 des conclusions du 16^e *European Electricity Regulatory Forum* à Florence, les 4 et 5 juin 2009)¹¹.

Préambule

34. Dans les décisions précédentes relatives aux conditions générales du contrat de raccordement, la CREG a toujours souligné, par souci de clarté, qu'Elia, en vertu de l'article 9, §1, de la loi électricité, ne peut gérer d'infrastructure dont le niveau de tension est inférieur à 30 kV (cf. paragraphe 29 de la décision du 20 mars 2003) et que la disposition y afférente dans le préambule du contrat de raccordement doit donc être interprétée en ce sens qu'elle concerne uniquement la gestion de réseaux d'une tension au moins égale à 30 kV.

Suite à cette remarque, il a été ajouté dans le premier alinéa du préambule du contrat de raccordement qu'Elia dispose d'un droit de propriété, ou au moins d'un droit d'utilisation ou d'exploitation, sur la plus grande partie du réseau belge d'électricité de « hoge en zeer hoge spanning » (haute et de très haute tension).

Article 1

35. La CREG a toujours affirmé qu'elle estime qu'il faut utiliser un cadre conceptuel cohérent et précis et que les définitions reprises dans le contrat de raccordement doivent dès lors correspondre aux définitions contenues dans la loi électricité et le règlement technique, et qu'elles doivent le cas échéant être identiques aux définitions mentionnées dans le contrat d'accès et le contrat de responsable d'accès, afin d'éviter tout risque de confusion et de conflits éventuels quant à l'interprétation de ces concepts.

Dans cette optique, les conditions générales du contrat de raccordement ont été complétées par quelques définitions qui se trouvent également dans le contrat d'accès, ainsi que par un nombre de nouvelles définitions afin d'éclaircir et de préciser la signification et la portée de certains articles du contrat de raccordement.

En ce qui concerne l'ajout de la nouvelle définition du concept de « *Eigenaar* », (Propriétaire), la CREG souligne que cette définition ne porte que sur les installations

¹¹ Au point 34 des conclusions du 16^e *European Electricity Regulatory Forum* du 4 et 5 juin 2009, il est mentionné que : "The study will look at third party and contractual liability of network operators in case they fail to supply. It will assess whether any differences national liability systems would warrant a uniform approach and/or a harmonisation on EU level."

auxquelles se rapporte le contrat de raccordement et non sur la propriété d'autres objets, comme des terrains par exemple.

Suite à la différence constatée entre le texte néerlandais et le texte français pour ce qui concerne la définition du concept d'« *netgebruiker* » (utilisateur du réseau) fournie dans la loi électricité et le règlement technique, la définition reprise dans les conditions générales du contrat de raccordement a été modifiée et conformée à la définition en français, qui correspond mieux aux définitions utilisées dans la directive électricité.

Dans la précédente décision (B) 051020-CDC-478/1 relative aux conditions du contrat de raccordement, la CREG avait également formulé des remarques au sujet des définitions des concepts de « *aansluitingsvermogen* » (puissance de raccordement) et d'« *installatie van de netgebruiker* » (installation de l'utilisateur du réseau). Suite à ces remarques et aux discussions ultérieures avec Elia, ces définitions ont été adaptées dans le présent projet de contrat de raccordement.

(i) Définition du concept de « *Aansluitingsvermogen* » (Puissance de raccordement) :

Conformément aux remarques formulées par la CREG dans sa décision (B) 051020-CDC-478/1 à propos de la définition du concept de « *Aansluitingsvermogen* », Elia a simplifié la définition en supprimant la phrase « *ingeval het Toegangspunt méér dan één Aansluiting omvat* » (au cas où le Point d'accès comprend plus d'un Raccordement). La puissance de raccordement est définie par point d'accès. Pour la simple raison que le contrat est conclu pour un seul point d'accès. Or, le point d'accès est un point fictif derrière lequel peut se cacher une installation de raccordement complexe avec plusieurs points de raccordement. D'où la référence à l'annexe 1 faite dans la définition, afin que la puissance de raccordement globale du point d'accès fictif puisse être limitée si le point d'accès comprend en réalité plus d'un point de raccordement et si cela s'avère nécessaire pour des raisons techniques.

(ii) Définition du concept d'« *Installatie van de netgebruiker* » (Installation de l'utilisateur du réseau) :

Conformément à la demande faite par la CREG dans sa décision (B) 051020-CDC-478/1, Elia a conformé la définition d'« *installatie van de netgebruiker* » à la définition donnée dans le règlement technique.

Article 2

36. En ce qui concerne les dispositions prévues à l'article 2, 4^{ème} et 5^{ème} alinéas, du contrat de raccordement, la CREG fait remarques, par souci de clarté, que les utilisateurs raccordés au réseau ne peuvent se porter garants d'une bonne exécution des contrats d'accès et des contrats de responsable d'accès lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes parties à ces contrats et que les dispositions précitées ne peuvent dès lors pas signifier que l'utilisateur du réseau raccordé est coresponsable de la bonne exécution de contrats d'accès et de contrats de responsable d'accès auxquels il n'est pas partie lui-même.

Article 3

37. En ce qui concerne l'article 3 du contrat de raccordement, il convient de signaler qu'Elia a déclaré, lors d'une des consultations, suite à une question des utilisateurs du réseau, qu'elle ne demandera ce type de preuve de solvabilité qu'au cas où l'utilisateur du réseau ne paie pas ses factures et/ou n'est pas à même de fournir une garantie bancaire. La CREG souhaite également souligner, à ce propos, que ce contrôle de solvabilité ne peut, bien entendu, pas être réalisé de manière discriminatoire par Elia. Ce type de contrôle de solvabilité n'est dès lors acceptable que s'il est motivé d'une manière valable par Elia. En tout cas, Elia ne peut pas décider unilatéralement de mettre fin au contrat de raccordement en raison d'un manque de solvabilité (prouvée).

Article 4

38. Dans sa décision (B) 051020-CDC-478/1, la CREG a formulé une série de remarques sur les dispositions du contrat de raccordement, tel qu'il a été porté à sa connaissance le 21 septembre 2005, en ce qui concerne les conditions de facturation et de paiement, et a décidé ne pas pouvoir approuver ces dispositions.

Etant donné que les délais stipulés dans ces conditions pour le paiement, la contestation et le recouvrement de sommes impayées (et les conséquences que cela comporte, dont le droit à l'intérêt et à l'indemnisation) commencent à courir à partir de la date de réception de la facture par l'utilisateur du réseau, le souci sous-jacent de la CREG était que la date de réception effective de la facture par l'utilisateur du réseau doit pouvoir être clairement établie

(compte tenu du fonctionnement non optimal de La Poste en raison duquel certaines factures arrivent en retard ou n'arrivent parfois jamais à destination).

Suite à ces remarques de la CREG et aux discussions ultérieures entre Elia et la CREG, Elia a entre-temps mis sur pied un système de facturation électronique qui permet, outre d'envoyer une facture par la poste à l'utilisateur du réseau, d'avertir l'utilisateur du réseau en même temps par courrier électronique qu'une copie électronique de sa facture est également disponible en passant par l'interface « *Contract Viewer* » (et peut donc y être consultée par l'utilisateur du réseau). Elia a fait savoir à la CREG qu'à partir du premier semestre de 2009, ce système sera également appliqué aux factures relatives aux raccordements. Ce double système, défini à l'article 4.2. du contrat de raccordement, permet d'assurer que l'utilisateur du réseau reçoive effectivement et en temps opportun les factures relatives à son raccordement. Compte tenu de ce double système de facturation, la CREG est d'avis que la disposition contenue dans l'article 4.2., selon laquelle la réception de la facture est réputée avoir lieu 3 jours après la date d'envoi, peut être acceptée.

Par ailleurs, suite aux remarques formulées par la CREG, Elia a encore apporté un nombre d'adaptations aux dispositions de l'article 4, dont la reprise, dans l'article 4.4., dernière alinéa, de la disposition selon laquelle si l'utilisateur du réseau paie l'intégralité d'une facture contestée et qu'il s'avère par la suite que la contestation était justifiée, il a droit au remboursement des montants indus dans les 30 jours, après un accord ou un jugement en la matière (par une des instances judiciaires, d'arbitrage ou de médiation prévues à l'article 6), majorés de l'intérêt à compter de la date du paiement indu, ainsi que du droit au remboursement des frais de justice.

Les dispositions relatives aux conditions à respecter pour la contestation de factures ont été adaptées à la suite de remarques formulées par les utilisateurs du réseau et la CREG : dorénavant, une distinction est faite entre la contestation de factures pour des redevances périodiques d'une part, et pour des redevances non périodiques d'autre part, ce qui a donné lieu à la fixation de délais différents pour la contestation.

39. En ce qui concerne l'article 4.4, troisième alinéa, du contrat de raccordement, les utilisateurs du réseau ont demandé, lors des consultations, qui allait déterminer si, et sur la base de quels critères, une contestation était « manifestement fondée » ou non. A ce sujet, la CREG souligne que les deux parties au contrat se trouvent sur un pied d'égalité pour interpréter le contrat et qu'en cas de désaccord à ce sujet entre les deux parties, il appartient, bien entendu, au juge de décider.

Article 5

40. Suite aux remarques formulées par des utilisateurs du réseau et la CREG, Elia a procédé à une limitation substantielle des exceptions au traitement confidentiel des données des cocontractants prévues dans le contrat de raccordement et a prévu une garantie complémentaire.

Selon la nouvelle disposition, les données confidentielles des utilisateurs du réseau ne peuvent désormais être communiquées qu'au détenteur d'accès, qui est cocontractant d'Elia, ou à d'autres personnes concernées par l'exécution du contrat de raccordement (tels que des sous-traitants d'Elia, par exemple) « *voor zover en in de mate dat deze gegevens noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het Toegangscontract door de toegangshouder of voor de uitvoering door deze andere personen van dit Contract, voor zover deze toegangshouder en andere personen minstens tot gelijkwaardige confidentialiteitsverplichtingen zijn gehouden* » (pour autant que et dans la mesure où ces données sont nécessaires pour l'exécution du contrat d'accès par le détenteur d'accès ou pour l'exécution de ce contrat par ces autres personnes, pour autant que ce détenteur d'accès et ces autres personnes soient tenus par des obligations de confidentialité au moins équivalentes).

Comme indiqué dans sa décision (B) 051020-CDC-478/1, la CREG avait également entrepris un examen autre que celui prévu à l'article 6 du règlement technique, au sujet des contrats conclus entre Elia et ses fournisseurs ou sous-traitants, et plus particulièrement sur la manière dont la confidentialité des informations est garantie lorsqu'elles sont communiquées aux sous-traitants d'Elia. Cet examen a été lancé dans le cadre de la procédure d'approbation relative au contrat d'accès et au contrat de responsable d'accès, mais s'étend également aux contrats de raccordement. Faute de réception du dossier complet tel que demandé à Elia, cet examen n'a pas encore pu être finalisé.

L'adaptation susmentionnée des dispositions de confidentialité contenues dans l'article 5 du contrat de raccordement, répond déjà en grande partie – du moins en ce qui concerne le contrat de raccordement – au souci sous-jacent de la CREG en la matière, qui constitue la raison pour laquelle cet examen a été entrepris. La CREG espère dès lors que cet examen pourra être finalisé dans un avenir proche, moyennant la fourniture par Elia de certaines informations complémentaires (notamment sur l'application dans la pratique de ces nouvelles dispositions de confidentialité telles que contenues dans l'article 5 du contrat de raccordement).

Article 7

Article 7.1

41. En ce qui concerne le dernier paragraphe de l'article 7.1., la remarque selon laquelle il n'est pas acceptable qu'Elia puisse (déjà) mettre fin au contrat de raccordement sur base de cette disposition contractuelle lorsqu'elle est incapable de respecter ses obligations essentielles en vertu du contrat suite à un cas de force majeure et/ou une situation d'urgence durant 30 jours consécutifs, a été formulée lors des consultations des utilisateurs du réseau.

A cette occasion, une condition supplémentaire a été ajoutée à l'article 7.1., dernier paragraphe, liant le droit de résilier le contrat de raccordement dans de telles situations à l'absence de [toute] perspective selon laquelle les obligations contractuelles pourront à nouveau être respectées à l'avenir. Cet ajout à l'article 7.1. du contrat de raccordement a pour conséquence qu'Elia peut uniquement mettre un terme au contrat de raccordement dans de telles situations si « *er in verband hiermee geen perspectief meer is dat de[ze] verplichtingen nog wel kunnen worden nagekomen* » (à ce propos, il n'y a plus aucune perspective que ces obligations puissent encore être respectées).

Pour le reste, on remarque que l'énumération des différentes situations d'urgence telles qu'elles figurent à l'article 19 du règlement technique a été supprimée de l'article 7.1. du contrat de raccordement. Par souci de clarté, la CREG fait remarquer que cette énumération (non limitative) de situations d'urgence, telle qu'elle figure à l'article 19 du règlement technique, reste bien entendu pertinente pour l'application de cet article du contrat, comme le précise la mention « *noodsituaties zoals gedefinieerd in het toepasselijk Technisch Reglement* » situations d'urgence telles que définies dans le Règlement technique applicable) figurant à l'article 7.1., 2ème paragraphe, du contrat de raccordement.

Article 7.2

42. Suite aux remarques formulées par les utilisateurs du réseau lors des consultations – dont il ressort que les mesures d'informations existantes à l'égard des utilisateurs du réseau concernant les mesures et procédures d'application en cas de situation d'urgence ou de situation d'incidents multiples n'étaient pas suffisantes – et suite aux discussions avec la CREG, un certain nombre d'adaptations ont été apportées au contrat de raccordement et

des mesures d'informations complémentaires ont été adoptées à l'égard des utilisateurs du réseau.

Avant tout, le code de sauvegarde et le code de reconstitution, dans lesquels sont exposées les procédures opérationnelles en cas de situations d'urgence (y compris le plan de délestage) et les procédures opérationnelles pour la reconstitution, ont été ajoutés en annexe au contrat de raccordement (cf. annexe 10). La CREG signale à ce propos que, comme exposé aux paragraphes 4 et 5 de la présente décision, les dispositions comprises en annexes de ce contrat de raccordement, tel qu'il a été communiqué le 8 juillet 2009, font partie des conditions générales du contrat de raccordement.

Par ailleurs, un paragraphe a été ajouté à l'article 7.2.1., dans lequel une série de prescriptions devant être suivies par les producteurs en cas de situation d'urgence sont détaillées (cf. article 7.2.1., 2ème paragraphe). En ce qui concerne la synchronisation avec le réseau Elia et le fonctionnement en l'îlotage, il est fait référence aux points 2 et 3 du code de reconstitution repris en annexe 10 du contrat de raccordement.

A ce sujet, Elia a fait savoir à la CREG qu'elle a également adressé en juin 2008 un mailing personnalisé à tous les utilisateurs du réseau, dans lequel les liens Extranet utiles leur ont été fournis, leur permettant d'avoir accès aux codes de sauvegarde et aux codes de reconstitution (y compris les informations confidentielles nécessaires en la matière).

La CREG attache énormément d'importance à ce que ces adaptations au contrat de raccordement et les mesures d'informations complémentaires conduisent à une information plus claire et plus complète de l'utilisateur du réseau sur ces procédures d'urgence très importantes.

43. En ce qui concerne l'article 7.2 du contrat de raccordement, la CREG signale, pour être complète, qu'Elia est évidemment tenue de respecter l'obligation prévue à l'article 304, 3°, du règlement technique lorsqu'elle prend des mesures en cas de situations d'urgence ou d'une situation d'incidents multiples. Ledit article 304, 3°, du règlement technique stipule que, les mesures prises en vertu de l'article 303 du règlement technique, en cas de situation d'urgence ou de situation d'incidents multiples, sont notifiées à la CREG dans les meilleurs délais et font l'objet de la part du gestionnaire du réseau d'un rapport spécifique transmis à la CREG et au ministre.

Article 8

44. L'ajout suivant a été fait à l'article 8 du contrat de raccordement qui prévoit une condition suspensive relative à la conformité d'un raccordement nouveau ou modifié, afin de permettre à chaque utilisateur du réseau de pouvoir tester efficacement son installation :
« *Deze opschortende voorwaarde vormt geen obstakel voor de voorafgaande uitvoering van alle tests inzake oplevering, conformiteit of andere tests die noodzakelijk zijn voor en met het oog op de indienststelling van de nieuwe Aansluiting of van een gewijzigde Aansluiting.* »
(Cette condition suspensive ne constitue pas un obstacle à l'exécution préalable de tous les tests relatifs à la réception, la conformité ou d'autres tests nécessaires pour et en vue de la mise en service du nouveau raccordement ou d'un raccordement modifié.)

Article 9

45. En ce qui concerne les possibilités de suspension et de résiliation pour Elia prévues à l'article 9 du contrat de raccordement, la CREG remarque en général que, si une suspension ou une résiliation par Elia s'avère injustifiée par la suite, le détenteur d'accès a droit à une indemnisation.

Pour le reste, il va sans dire que les parties devront exercer leurs droits découlant de ces articles d'une manière prudente et raisonnable.

Article 9.1

46. Les dispositions visées à l'article 9.1 du contrat de raccordement relatives à la suspension en cas d'installations non conformes ou dommageables ont été restructurées et adaptées sur divers plans. Elles ont également été améliorées afin de tenir compte des remarques formulées par les utilisateurs du réseau. L'article est ainsi plus équilibré en ce qui concerne les droits et obligations des deux parties. Toutefois, une réelle symétrie n'est pas atteinte.

Le gestionnaire du réseau est notamment chargé de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau de transmission et il doit pouvoir remplir cette mission en toute autonomie par rapport à l'ensemble des utilisateurs du réseau. Par conséquent, cela implique que l'ensemble des droits et obligations entre un utilisateur individuel du réseau et le gestionnaire du réseau sur ce plan ne peuvent pas être rendus parfaitement symétriques.

Les droits et obligations du gestionnaire du réseau sur le plan de la sécurité, de la fiabilité et de l'efficacité du réseau ont été fixés dans le règlement technique de sorte que l'équilibre entre les droits de l'utilisateur individuel du réseau vis-à-vis du gestionnaire du réseau qui, sur ce plan, est responsable de l'ensemble des utilisateurs du réseau, soit suffisamment garanti.

47. En ce qui concerne les dispositions visées à l'article 9.1 du contrat de raccordement, il faut remarquer en règle générale que si, par la suite, on constatait qu'Elia a indûment mis un raccordement hors service (et a suspendu, entièrement ou partiellement, le contrat de raccordement correspondant), il va de soi que l'utilisateur du réseau a droit à une indemnité pour le préjudice subi.

Article 9.4

48. En ce qui concerne les conséquences de la suspension et/ou de la résiliation du contrat, une ajoute a été apportée à l'article 9.4. Elle implique que, en cas de suspension ou de résiliation anticipée du contrat de raccordement, l'utilisateur du réseau ne sera plus tenu de satisfaire à l'ensemble des obligations de paiement si une des instances (judiciaires, d'arbitrage ou de médiation) visées à l'article 6 a statué qu'Elia reste en défaut et ne respecte pas une de ses obligations. Cette clause du contrat, ainsi que la modification qui y a été apportée, s'applique, selon les termes du contrat, aux deux parties. Toutefois, en pratique, elle est surtout pertinente pour les utilisateurs du réseau. Cette modification entraîne une disposition contractuelle plus équitable et plus équilibrée.

Article 9.5

49. Dans les conditions générales du contrat de raccordement, une nouvelle disposition a été introduite concernant la résiliation par l'utilisateur du réseau du marché durant les travaux d'installation d'un nouveau raccordement ou les travaux de modification d'un raccordement existant. Un nouvel article 9.5 stipule que l'utilisateur du réseau est, dans pareils cas, redevable d'une indemnité de résiliation en faveur d'Elia en guise d'indemnisation de l'ensemble des frais réellement encourus et démontrés (avec un décompte par la suite si certains des travaux déjà exécutés peuvent être utilisés ultérieurement à d'autres fins). Comme l'a invoqué Elia dans sa motivation, une clause

pareille est nécessaire afin de régler les conséquences de tels cas. En effet, il ne serait pas équitable que les frais qu'Elia encourt dans pareils cas soient mis à charge de l'intégralité des utilisateurs du réseau, par le biais des tarifs, plutôt qu'à charge de l'utilisateur individuel du réseau qui prend la décision (pour des motifs économiques ou autres) d'arrêter les travaux qu'il avait commandés (ces frais sont, dans un cas de ce type, manifestement imputables à cet utilisateur individuel unique du réseau).

Article 11

50. Elia a adapté cet article relatif aux droits de propriété et d'utilisation afin de répondre aux remarques formulées dans la décision (B) 051020-CDC-478/1 et aux principales préoccupations des utilisateurs du réseau en explicitant notamment la notion de « propriété ».

Il est néanmoins évident que le contrat de raccordement doit uniquement établir qui est le propriétaire d'installations de raccordement déterminées. Elia ne dispose pas d'un droit de veto à cet effet. Par conséquent, il est loisible à l'utilisateur du réseau de décider de façon autonome (c'est-à-dire sans qu'une quelconque autorisation d'Elia ne soit requise) s'il souhaite devenir propriétaire ou non de cette installation de raccordement ou d'aucune installation et, s'il ne souhaite pas devenir propriétaire d'une ou de plusieurs installations de raccordement, Elia est tenue d'en devenir propriétaire.

Articles 12 et 13

51. Elia a adapté et restructuré ces articles relatifs à la réalisation, à la modification substantielle, à la mise à disposition et à la gestion des installations de raccordement et aux indemnités qui y sont associées afin de répondre aux remarques formulées dans la décision (B) 051020-CDC-478/1 et aux principales préoccupations des utilisateurs du réseau en établissant notamment clairement le lien entre les tâches (article 12) et les redevances dont est redevable l'utilisateur du réseau (article 13).

52. L'article 12.1, alinéa deux, du contrat de raccordement fait référence à l'annexe 8 du contrat de raccordement afin de déterminer les modalités et les délais d'exécution pour la

réalisation et la modification substantielle de l'installation ou des installations de raccordement.

La CREG fait remarquer que, pour les installations de raccordement dont l'utilisateur du réseau deviendra propriétaire et qui sont réalisées par l'utilisateur du réseau en personne ou par un tiers qui n'est pas Elia, les délais d'exécution postulés dans le contrat de raccordement peuvent uniquement être déterminés par l'utilisateur du réseau ; l'accord d'Elia n'est pas requis à cet effet. Ici, il s'agit d'une affaire qui, dans l'hypothèse posée, incombe à l'utilisateur du réseau (seul ou en accord avec les entrepreneurs par qui il fait effectuer les travaux). Toutefois, le contrat de raccordement doit fixer la période durant laquelle Elia utilisera la liaison avec les installations de raccordement ; cette période doit courir à compter de la date à laquelle les installations de raccordement seront réalisées, telle que mentionnée par l'utilisateur du réseau.

A des fins de clarté, il est signalé que, au cas où Elia est propriétaire des installations de raccordement, les délais d'exécution doivent être mentionnés dans le contrat de raccordement ; la période durant laquelle une installation de raccordement est réalisée détermine, en effet, également la période durant laquelle un utilisateur du réseau a accès au réseau de transmission. Le contrat de raccordement doit stipuler la période durant laquelle l'installation de raccordement doit être réalisée, de même que la période durant laquelle Elia utilisera les installations de raccordement.

53. L'article 13.3.1 du contrat de raccordement fixe une période de garantie pour Elia dans la mesure où cette dernière est chargée de la gestion « Full-size » des installations de raccordement. Cette période de garantie est de 20 ans pour la première travée de raccordement dont Elia n'est pas propriétaire ainsi que pour les autres installations haute tension dont Elia est propriétaire ou non. Pour les autres installations dont Elia est propriétaire ou non, cette période est de 10 ans.

Dans la décision (B) 051020-CDC-478/1, la CREG a notamment remarqué à ce propos qu'Elia ne fournit aucune motivation substantielle des raisons pour lesquelles elle opte pour la période de vingt ans pour toutes les installations de raccordement en haute tension et également que le choix de la période de vingt ans tout comme celle de dix ans semble arbitraire.

Elia a fourni la motivation suivante à la CREG.

La garantie de respectivement 10 et 20 ans est accordée sur l'entretien (réparation et remplacement, dénommé « *curatief onderhoud* » (entretien curatif) dans le contrat) pour les installations de raccordement dont les coûts d'investissement sont à charge de l'utilisateur du réseau, bien entendu pour autant que l'utilisateur du réseau n'ait pas opté pour une formule de gestion « *Light* ».

Il est important de noter que la facturation individuelle des frais de réparation et de remplacement sur la base d'un devis est un principe logique conforme au principe selon lequel les frais relatifs à la réalisation et aux modifications substantielles sont à charge de l'utilisateur du réseau de manière individuelle, sur la base d'un devis. Si ce principe n'était pas appliqué, cela aurait des conséquences négatives pour l'intérêt général. Il en résulterait notamment :

- un subventionnement croisé entre les utilisateurs de réseau pour le remplacement des installations via le tarif de gestion de ces installations : l'utilisateur du réseau qui n'a pas besoin d'un remplacement ou qui prend les éventuels remplacements à sa charge sur la base d'un devis (pour la réalisation ou les modifications substantielles) devrait, dans ce cas, payer les prestations analogues d'autres utilisateurs du réseau par le biais du tarif de gestion ;
- une augmentation significative du tarif de gestion, ce qui n'est pas conforme aux hypothèses adoptées dans le dossier des tarifs pluriannuels ;
- un manque de transparence entre les frais de gestion et les composants éventuels d'investissements pouvant faire partie des frais de remplacement ou des frais afférents à de grandes réparations.

D'autre part, lors des discussions concernant les prestations prévues dans le cadre du contrat, les utilisateurs du réseau ont demandé de disposer d'une plus grande assurance, à savoir que lorsqu'ils prennent à leur charge les coûts pour la réalisation et les modifications substantielles des installations, aucun coût supplémentaire pour une grande réparation ou un remplacement ne leur soit compté pendant une certaine période de temps.

En réponse à cette demande, Elia propose d'offrir, par le biais du tarif de gestion « *Full-size* », une garantie pour les prestations relatives à l'entretien de leurs installations, pouvant inclure de grandes réparations et/ou des remplacements (« *het curatieve onderhoud* » (l'entretien curatif), tel que spécifié dans le contrat) durant respectivement 10 et 20 ans pour la haute et la basse tension.

Cette proposition portant sur une garantie de 10 et 20 ans engendre un *incentive* pour Elia afin d'assurer un service de qualité à l'utilisateur du réseau. D'autre part, les conséquences

négligentes mentionnées ci-dessus concernant l'intérêt général (subventionnement croisé, augmentation significative du tarif de gestion, manque de transparence) sont limitées. Elia part, en effet, du principe que, si la gestion est correctement effectuée, l'impact statistique moyen des frais d'une grande réparation ou d'un remplacement durant la période de garantie proposée reste relativement limité.

Certains utilisateurs du réseau ont exprimé le souhait que cette période de garantie soit étendue (par exemple, extension de la période de garantie jusqu'à la période d'amortissement pour la haute tension), voire d'une durée illimitée, alors que d'autres utilisateurs du réseau ont accueilli la mise à disposition d'une garantie de 10-20 ans comme étant positive et avantageuse pour eux.

Elia souligne que les installations de raccordement peuvent avoir une durée de vie plus courte par rapport à la période d'amortissement moyenne des installations haute tension. Une prolongation de la période de garantie impliquerait que le tarif de gestion devrait également inclure les investissements de remplacement (donc des coûts CAPEX), avec toutes les conséquences négatives que cela entraîne pour l'intérêt général (subventionnement croisé, augmentation significative du tarif de gestion, manque de transparence). En outre, cette option ne correspondrait pas aux hypothèses ayant été adoptées en vue de l'établissement des tarifs pluriannuels de 2008 à 2011.

Enfin, il s'est avéré que la durée de la garantie n'avait pas été fixée arbitrairement, mais qu'elle l'avait été sur la base d'un compromis équilibré, après de nombreuses consultations, entre, d'une part, la création d'un *incentive* pour une gestion de confiance technique de la part d'Elia et, d'autre part, la prise en compte des « *drivers* » des composants tarifaires entre la gestion (principalement OPEX) et la réalisation/modification substantielle (principalement CAPEX).

A cet effet, Elia met encore l'accent sur les aspects suivants :

- la disposition de garantie ne s'applique pas à la première travée de raccordement si celle-ci appartient à Elia. Dans ce cas, le tarif général couvre à la fois la gestion et la réalisation ou la modification substantielle et ce, quelle que soit la durée de vie de l'installation ;
- contrairement à certaines remarques, une fois que la période de garantie est arrivée à terme, l'utilisateur du réseau n'est pas confronté à un tarif d'application à la réalisation ou à la modification substantielle de ces installations de raccordement tant qu'une grosse réparation ou un remplacement ne sont pas nécessaires, ce qui est dès lors un avantage pour l'utilisateur du réseau ;

- les garanties accordées par les fabricants et les fournisseurs d'Elia pour les installations sont rarement supérieures à 10 ans.

Article 14

54. La CREG constate que les dispositions du contrat de raccordement relatives aux garanties financières ont été adoptées pour différents points, conformément aux remarques formulées par la CREG dans sa décision (B) 051020-CDC-478/1 relatives aux conditions générales du contrat de raccordement. Ainsi, le montant de la garantie bancaire équivaut-il actuellement à la moitié du solde financé par Elia et Elia accepte que le montant de la garantie bancaire soit réduit à un montant identique à la moitié des engagements en suspens de l'utilisateur du réseau qui découlent du financement à terme en question.

Article 15

55. La CREG constate que les dispositions visées à l'article 15 du contrat de raccordement ont été adaptées pour différents points conformément aux remarques formulées par la CREG dans sa décision (B) 051020-CDC-478/1 concernant les conditions générales du contrat de raccordement et afin de tenir compte du point de vue de la CREG pour ce qui est des « *sites multi-users* » exposé aux paragraphes 72 et 73 de cette décision.

56. En ce qui concerne l'article 15.3 relatif au retrait complet ou partiel de la puissance de raccordement, lors des consultations des utilisateurs du réseau, il a été formulé la remarque selon laquelle ce paragraphe est trop restrictif, tant en termes de timing que pour les exceptions prévues en fonction desquelles la puissance de raccordement ne peut pas être retirée quand un raccordement n'est pas utilisé durant une année. Un des utilisateurs du réseau est notamment d'avis qu'un utilisateur du réseau doit être en mesure de mettre une installation hors service durant une période déterminée, qui peut être supérieure à 1 année, afin de la redémarrer par la suite. Selon cet utilisateur du réseau, l'article 102 du Règlement Technique portant sur le transfert de capacité prévoit que l'utilisateur du réseau qui possède le droit relatif à une capacité déterminée doit donner son accord explicite en cas de transfert. En d'autres termes, la décision appartient à l'utilisateur du réseau qui, pour des motifs spécifiques, peut décider d'arrêter temporairement une unité.

La CREG est néanmoins d'avis que, comme l'indique également Elia dans sa motivation, l'article 102 du Règlement Technique a trait à la capacité inutilisée d'installations de raccordement existantes sur lesquelles l'utilisateur du réseau possède des droits, alors que la puissance de raccordement visée à l'article 15.3 du contrat de raccordement a trait à la puissance ayant été accordée à l'utilisateur du réseau. Cette puissance permet à l'utilisateur du réseau de réclamer l'accès au réseau. Si, conformément au contrat de raccordement, un utilisateur du réseau dispose d'une capacité déterminée et qu'il ne l'utilise pas, il peut entraver l'accès d'autres utilisateurs du réseau car Elia devra réserver cette capacité à l'utilisateur du réseau tant qu'il y a droit. Si la capacité est insuffisante, l'accès d'autres utilisateurs du réseau sera dès lors mis en péril.

La CREG est, par conséquent, d'avis que l'article 15.3 du contrat de raccordement n'est pas contraire à l'article 102 du Règlement Technique et qu'il incite l'utilisateur du réseau à également utiliser effectivement la puissance de raccordement, ce qui est nécessaire pour éviter qu'un utilisateur du réseau n'entrave l'accès d'autres utilisateurs du réseau.

Article 16

Article 16.1 et annexe 4

57. Eu égard aux remarques formulées par la CREG dans la décision (B) 051020-CDC-478/1, différents points relatifs aux comptages et aux mesures ont été développés et précisés, plus particulièrement dans le nouveau titre 5 « *Eigenschappen en conformiteitscriteria voor meetinstallaties* » (Propriétés et critères de conformité d'application aux installations de mesure) de l'annexe 4. Ce titre fixe notamment aussi les normes applicables, la périodicité des valeurs de mesure et la classe de précision des installations de mesure.

Article 16.2 et annexe 5

58. L'article 16.2 « *Power Quality en elektromagnetische compatibiliteit* » (Power Quality et compatibilité électromagnétique) du contrat de raccordement reprend la norme EN 50160 en guise de référence pour la qualité de la tension qu'Elia fournit sur le point de raccordement, en conformité avec l'article 47 du Règlement Technique. Bien que cette norme soit en fait destinée aux réseaux d'une tension de 35 kV ou inférieure, l'article 48 du

Règlement Technique stipule que la norme EN 50160 sert de point de référence pour tous les niveaux de tension prévus dans le Règlement Technique.

Il ressort de la consultation des utilisateurs du réseau que cette norme est déjà considérée comme très large et qu'elle peut uniquement être acceptée en tant que niveau minimum absolu. La CREG regrette dès lors que, dans le contrat de raccordement, Elia ne souhaite pas garantir une qualité supérieure aux utilisateurs du réseau par rapport à la norme minimale préconisée par le règlement technique. La CREG constate toutefois que, en pratique, Elia fournit généralement une qualité supérieure par rapport à la norme EN 50160 que l'article 15, intitulé « *Power Quality en elektromagnetische compatibiliteit* », alinéa deux, du contrat de raccordement propose comme minimum.

La CREG est d'avis que la norme EN 50160 qui, en fait, n'est pas destinée aux niveaux de tension du réseau de transmission mais est prévue réglementairement, ne peut pas avoir pour effet qu'Elia n'utilisera pas tous les moyens dont elle dispose pour fournir une qualité de tension qui soit conforme à la qualité habituelle qu'elle fournit à l'heure actuelle. La qualité moyenne du réseau de transmission ne peut en aucun cas diminuer dans le temps.

En outre, Elia doit, en utilisant tous les moyens raisonnables, veiller à ce que tous les utilisateurs du réseau qui se trouvent dans les mêmes circonstances puissent bénéficier d'une même qualité de tension maximale. En effet, la norme minimale proposée peut uniquement être acceptable dans des circonstances exceptionnelles et à des endroits techniquement moins favorables.

La CREG juge dès lors, dans les conditions particulières du contrat de raccordement, Elia doit prendre des engagements clairs et spécifiques vis-à-vis de l'utilisateur du réseau concernant la power quality en général et les creux de tension en particulier pour lesquels la norme EN 50160 est encore et toujours largement en défaut. En ce qui concerne les creux de tension, les engagements d'Elia vis-à-vis des utilisateurs du réseau doivent imposer des restrictions portant sur la durée, la profondeur et la fréquence de survenance des creux de tension. Ces engagements tiennent compte des circonstances spécifiques du raccordement concerné et si Elia ne satisfait pas à ces engagements, des dommages et intérêts réels et raisonnables doivent être prévus pour l'utilisateur du réseau.

Article 17

59. La CREG constate que les dispositions visées à l'article 17 du contrat de raccordement relatif à la conformité des installations ont été adaptées sur différents points afin de répondre aux remarques formulées par la CREG et les utilisateurs du réseau. Ainsi l'article a-t-il été explicité en le restructurant. Les informations que l'utilisateur du réseau doit fournir à Elia conformément à cette disposition se limitent aux informations relatives aux installations de l'utilisateur du réseau susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité, la fiabilité et/ou l'efficacité du réseau Elia. La partie relative aux installations perturbatrices a été expliquée et le règlement prévoit tous les cas possibles concernant les frais à assumer pour les tests complémentaires. Enfin, cet article est actuellement également plus équilibré pour ce qui est des obligations des parties.

Il convient aussi de remarquer que, du point 17.4 « *Bijkomende testen* » (Tests complémentaires) de cet article, il ressort qu'un tiers peut demander à Elia d'exécuter certains tests des installations qui sont pertinents pour le raccordement de l'utilisateur du réseau qui est partie à ce contrat de raccordement. Il s'ensuit de la phrase introductive contenue au point 17.4.1, alinéa premier, de l'article (« *Overeenkomstig de toepasselijke bepalingen van de Technische Reglementen* ») (Conformément aux dispositions applicables des Règlements Techniques) qu'un tiers doit toujours être un utilisateur du réseau, étant donné que le règlement technique permet uniquement aux utilisateurs du réseau – hormis le gestionnaire du réseau de transmission – de demander à Elia d'effectuer des tests. Dès lors, le point 17.4 « *Bijkomende testen* » de l'article doit également être interprété de façon telle à ce qu'il fasse uniquement référence à un tiers-utilisateur du réseau.

Article 18

60. La CREG constate que les dispositions visées à l'article 18 du contrat de raccordement ont été adaptées sur différents points afin de répondre aux remarques de la CREG. Ainsi le droit des parties à un accès immédiat est-il limité aux installations susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité, la fiabilité et/ou l'efficacité du réseau Elia et il ne s'applique plus à toutes les installations de l'utilisateur du réseau.

A cet effet, la CREG fait remarquer qu'Elia doit toujours respecter les consignes et procédures de sécurité et d'accès d'application sur le site de l'utilisateur du réseau.

Article 19

61. La CREG constate que les dispositions visées à l'article 19 du contrat de raccordement relatives au fonctionnement, à l'exploitation et à l'entretien des installations ont été adaptées sur différents points afin de répondre aux remarques formulées par la CREG. Ainsi a-t-on ajouté au dernier alinéa de cet article, que le local nécessaire pour le placement d'équipements supplémentaires ou complémentaires de raccordement doit être déterminé de commun accord entre l'utilisateur du réseau et Elia.

Article 20

62. Les dispositions visées à l'article 20 du contrat de raccordement relatives à l'échange de données ont été adaptées afin de répondre aux remarques formulées par la CREG et les utilisateurs du réseau. Ainsi le contrat de raccordement stipule-t-il actuellement, avec une précision accrue, les données mises à disposition en vertu de ce contrat aux utilisateurs du réseau à savoir, outre la fréquence de la mise à disposition, les grandeurs des données du réseau. Entre-temps, Elia a également développé un système internet, appelé le système EVMS, soit « *Elia Validated Metering System* ». Par le biais de ce système, Elia fournit aux utilisateurs du réseau les données de mesure auxquelles ils ont droit sur la base du contrat de raccordement.

A cet effet, la CREG réitère sa remarque formulée dans la décision (B) 051020-CDC-478/1 selon laquelle, pour la simple transmission des données contenues dans l'ensemble de base, tel que déterminé dans le contrat de raccordement, des redevances complémentaires ne peuvent pas être facturées en sus des tarifs régulés. Les frais ayant trait à l'acquisition, au rassemblement et au traitement de ces données de mesure et de comptage par Elia sont, en effet, déjà inclus dans les tarifs régulés.

Par ailleurs, la CREG ne voit nullement comment la simple transmission aux utilisateurs du réseau de données (de mesure) dont Elia dispose déjà dans le cadre de sa mission qui consiste à gérer le réseau pourrait entraîner des frais substantiels pour Elia. A son avis, il peut uniquement s'agir de frais complémentaires extrêmement limités.

Depuis fin 2008, Elia fournit également, contre redevance, les données de mesure « *near real time* » (non validées) aux utilisateurs du réseau afin que ceux-ci soient en mesure de

suivre plus rapidement l'évolution de leurs injections et prélèvements. Ce système permet aux utilisateurs du réseau de consulter les données quelques minutes déjà après ces mesurages.

Article 22

Généralités

63. La CREG est d'avis qu'il faut viser à un niveau suffisant et raisonnable de responsabilité des parties. En ce qui concerne les obligations des parties fixées dans le contrat de raccordement, il faut prévoir une responsabilité raisonnable et suffisante en cas de non-respect de ces obligations. Pour ce qui est de la responsabilité des parties dans le cadre du contrat de raccordement, il faut également tenir compte des aspects économiques et financiers (notamment le caractère assurable, et partant, payable de la gestion du réseau, pour ce qui concerne la responsabilité du gestionnaire du réseau). Une limitation de la responsabilité est acceptable dans cette optique, voire recommandée, quand la charge globale (primes d'assurance, gestion des risques, etc. cumulées pour l'ensemble des parties) s'en trouve limitée.

A cet effet, il convient de remarquer que les clauses d'exonération et/ou de limitation de responsabilité qui videraient la convention de sa substance (qui retirent toute signification aux obligations) sont interdites et entraînent – en règle générale – la nullité de clauses de ce type.

Dans le cadre du contrat de raccordement, il faut tenir compte du fait que les obligations des parties reprises dans le contrat et, plus particulièrement celles d'application au gestionnaire du réseau, impliquent dans une mesure importante la contractualisation d'obligations légales qui, selon la CREG, sont d'ordre public. La contractualisation d'obligations légales de ce type ne leur fait pas pour autant perdre leur nature.

64. Lors des consultations publiques organisées en 2007 et en 2008, différentes remarques ont été formulées par les utilisateurs du réseau concernant les dispositions de responsabilité reprises dans les projets de contrat de raccordement en question. Tout comme lors des discussions qui ont suivi, la CREG a formulé de nombreuses remarques. Faisant suite à ces remarques, les dispositions de responsabilité visées à l'article 22 ont été

substantiellement modifiées sur différents points et l'article 22.2 relatif aux limitations de responsabilité a été complètement revu.

Article 22.1. Connexité avec d'autres contrats

Article 22.1., 1^{er} paragraphe

65. Lors des consultations publiques de 2007 et de 2008, les utilisateurs du réseau ont avancé que les engagements qu'Elia a, conformément au règlement technique, vis-à-vis des utilisateurs du réseau en ce qui concerne la qualité et la continuité (sécurité, fiabilité et efficacité du réseau) de la fourniture et que les règles de responsabilité correspondantes devraient être repris dans le contrat de raccordement de telle sorte que le dommage qu'un utilisateur du réseau subirait par suite d'une panne ou de l'indisponibilité du réseau soit réglé directement avec l'utilisateur du réseau en personne. En effet, le contrat de raccordement est le seul contrat qui soit toujours conclu entre Elia et l'utilisateur du réseau en personne. Par contre, le contrat d'accès est conclu entre Elia et le détenteur d'accès qui n'est pas nécessairement l'utilisateur du réseau lui-même. En effet, il s'avère que, dans la pratique, le contrat d'accès n'est souvent pas conclu par l'utilisateur du réseau lui-même mais par son fournisseur, ou un autre tiers, qu'il désigne à cet effet.

En complément à cela, la CREG a toujours déclaré que sa principale préoccupation à ce niveau-là est qu'il faut mettre en place des règles de responsabilité claires et raisonnables concernant la problématique de qualité et d'indisponibilité auquel l'utilisateur du réseau peut directement faire appel et ceci de préférence dans le contrat de raccordement. Elia a toutefois refusé de régler ce point intégralement dans le contrat de raccordement et maintient notamment que le dommage qui trouve son origine dans une interruption de l'accès au réseau doit relever du contrat d'accès.

Selon la CREG, cela implique que les dispositions de responsabilité actuels inclus dans le contrat d'accès devrait être revu. En effet, conformément aux dispositions du contrat actuel d'accès, l'utilisateur du réseau n'a aucune garantie qu'il sera lui-même indemnisé (de manière adéquate) pour le dommage qu'il subirait par suite d'interruptions de l'accès au réseau s'il n'est lui-même pas partie à ce contrat.

La disposition concernée du contrat visée à l'article 22.1, 1^{er} paragraphe, a été modifiée conformément à cette discussion et sa teneur est actuellement la suivante :

« De aansprakelijkheid van Partijen voor schade die haar oorsprong vindt in een onderbreking van de toegang tot het Elia-Net (vanuit het Elia-Net bekeken is dat tot aan het Toegangspunt), is geregeld in het Toegangscontract en is bijgevolg niet geregeld door de hierna volgende aansprakelijkheidsregeling. »

Par conséquent, force est de constater que, eu égard aux remarques formulées à cet effet par les utilisateurs du réseau et la CREG, les cas de dommages qui trouvent leur origine « *in een storing of belemmering* » de l'accès au réseau ont été supprimés et remplacés par « *een onderbreking van de toegang* » (une interruption de l'accès).

Les dommages qui trouvent leur origine dans une perturbation ou dans la qualité de l'onde de tension, concernent ce que l'on appelle la *power quality* qui est régie dans le contrat de raccordement (voir article 16 et annexe 5) et non dans le contrat d'accès ; la responsabilité y afférente d'Elia doit dès lors logiquement être régie également dans le contrat de raccordement.

Cette modification des dispositions de l'article 22.1 ne répond toutefois que partiellement à la préoccupation mentionnée ci-dessus des utilisateurs du réseau et de la CREG. C'est pourquoi la CREG demande que les règles de responsabilité prévu dans le contrat d'accès soit revu et qu'un règlement de responsabilité clair et raisonnable soit prévu auquel l'utilisateur du réseau pourra lui-même directement faire appel afin qu'une indemnité (raisonnable) puisse être garantie à l'utilisateur du réseau en cas de dommages qu'il subirait par suite d'interruptions de l'accès.

A cet effet, il faut également faire référence à l'étude récemment initiée par la Commission européenne concernant la responsabilité des gestionnaires de réseaux dont il est également question au paragraphe 33 de la présente décision. La CREG est d'avis que, au vu des résultats de cette étude, une réévaluation des dispositions de responsabilité visées dans les différents contrats que le gestionnaire du réseau conclut avec les utilisateurs du réseau (notamment également le contrat d'accès) devra avoir lieu et, si besoin est, les dispositions de responsabilité de ces contrats devront être révisées.

66. En ce qui concerne l'article 22.1, 2^e paragraphe, force est de constater que, faisant suite à la remarque formulée par la CREG dans la décision (B) 051020-CDC-178/1, les termes « *op welke grond dan ook (contractueel, buitencontractueel of anderszins)* » (quelque fondement que ce soit (contractuel, extra contractuel ou autre)) ont été supprimés de cet article. Une limitation par le gestionnaire du réseau de sa responsabilité purement extra contractuelle moyennant les limitations de responsabilité visées à l'article 22.2 du contrat de raccordement (hormis les cas de concours avec des dommages contractuels) va, en effet, trop loin et n'est pas acceptable pour les utilisateurs du réseau comme cela est ressorti des consultations.

Dans la mesure où les termes repris à la 2^e phrase de l'article 22.1, 2^e paragraphe, ou d'autres dispositions du contrat de raccordement seraient tout de même encore source de confusion ou d'imprécision à ce propos, il convient de souligner que les dispositions et limitations de responsabilité visées à l'article 22 ont uniquement trait à la responsabilité contractuelle des parties et qu'elles n'entravent en rien la responsabilité extra contractuelle (hormis les cas de concours).

Article 22.2. Limitation de responsabilité

67. Suite aux remarques formulées par les utilisateurs du réseau lors des consultations en 2007 et 2008 et aux discussions qui ont suivi avec la CREG, les dispositions contractuelles relatives aux limitations de responsabilité ont été entièrement revues et la responsabilité a été renforcée tant en ce qui concerne la nature des dommages que les montants maximaux.

Une première modification importante consiste en l'introduction d'une certaine responsabilité en cas de faute ordinaire, laquelle était tout à fait exclue dans les précédentes propositions de contrat d'Elia de 2005 et 2007 : les dommages matériels directs seront désormais indemnisés aux conditions suivantes, moyennant un montant maximum de 1.000.000 d'euros par sinistre et par année :

« [...] *met dien verstande dat:*

- *Deze Materiële Directe Schade enkel vergoed wordt voor zover deze fout aanleiding geeft tot een onderbreking van de Aansluiting van ten minste drie minuten en*

- *De vergoeding van deze Materiële Directe Schade beperkt is tot maximum 300 EUR, voor elke MWh die, als gevolg van een dergelijke onderbreking, niet kon worden geïnjecteerd of afgenomen in het Toegangspunt voor de duur van de onbeschikbaarheid van de Aansluiting als gevolg van deze onderbreking. »*

Un deuxième point important est qu'on prévoit désormais également une certaine indemnisation pour les dommages immatériels directs et ce, en cas de faute lourde, et à concurrence d'un montant maximum de 500.000 euros par sinistre et par année, aux conditions suivantes :

« [...]voor zover deze fout aanleiding geeft tot een onderbreking van de Aansluiting van ten minste drie minuten en voor zover die Immateriële Directe Schade het gevolg is van de Materiële Directe Schade. »

Une troisième modification importante est que le plafond pour l'indemnisation des dommages matériels directs en cas de faute lourde est porté de 1.000.000 d'euros à 2.500.000 euros par sinistre et par année et ce, dans la mesure où cette faute cause une interruption du raccordement d'au moins trente secondes (le délai dans lequel les protections normales de backups devraient fonctionner). Pour les sinistres résultant d'une faute lourde qui entraînent à la fois des dommages immatériels et matériels directs, cela équivaut à un plafond total d'indemnisation de 3.000.000 d'euros par sinistre et par année (pour autant que les conditions susmentionnées stipulées à l'article 22.2, troisième paragraphe, soient remplies).

68. En outre, l'article 22.2, dernier paragraphe, prévoit également un plafond global de 5.000.000 d'euros par sinistre global qui, dans le cadre d'un contrat de raccordement, trouve son origine dans une même cause mais qui a des conséquences pour plusieurs utilisateurs du réseau et ce, pour l'ensemble des contrats de raccordement.

Eu égard aux aspects financiers devant être pris en considération en ce qui concerne la responsabilité du gestionnaire du réseau, notamment sur le plan du caractère assurable, et partant, payable de la gestion du réseau (qui se reflète également sur les utilisateurs du réseau par le biais des tarifs), la CREG estime qu'il est acceptable de prévoir un plafond global d'indemnisation pour de tels sinistres globaux et ce, outre le fait que la probabilité qu'un tel sinistre global se présente ne semble pas très grande.

69. Pour ce qui est de la limitation de responsabilité des parties aux dommages directs conformément au contrat de raccordement, à l'exclusion de l'indemnisation des dommages

indirects, la CREG fait remarquer qu'une telle limitation aux dommages directs est, à son avis, raisonnable et acceptable. Les dispositions du contrat de raccordement dont il a été question ci-dessus prévoient une indemnisation des dommages directs, c'est-à-dire des dommages qui sont en relation causale directe avec le manquement contractuel. Par contre, en cas de dommages indirects, il existe uniquement une relation causale indirecte avec le manquement et, dont la chaîne causale des dommages indirects peut aller très loin. La CREG est d'avis que l'utilisateur du réseau doit, lui aussi, prendre les mesures nécessaires (techniques et en matière d'assurance) afin de se protéger contre de tels risques (y compris les dommages indirects qui en découlent).

70. Avec l'introduction des définitions des notions de « Dommage Direct », de « Dommage Matériel Direct » et de « Dommage Immatériel Direct » à l'article 1 du contrat de raccordement, la signification de ces notions est précisée et clarifiée pour l'application du contrat de raccordement et la portée des dispositions de responsabilité visées à l'article 22.2 est ainsi clarifiée.

En ce qui concerne les dispositions de responsabilité relatives à « *eventuele andere afnemers en/of producenten [die] op de Installaties van de Netgebruiker zijn aangesloten* » (d'éventuels autres consommateurs et/ou producteurs [qui] sont raccordés sur les installations de l'utilisateur du réseau) et l'application pour l'ensemble des requêtes par site de l'utilisateur du réseau, il est fait référence à ce qui est exposé à ce propos aux paragraphes 72 et 73 de la présente décision.

Article 22.4. Notification d'une demande d'indemnisation

71. En ce qui concerne l'obligation de notification d'une demande d'indemnisation visée à l'article 22.4. du contrat de raccordement, il est stipulé, faisant suite à la remarque formulée à ce propos dans la décision (B) 051020-CDC-178/1, que cette notification doit avoir lieu « *zo snel mogelijk* » (le plus rapidement possible) et non plus « *onverwijld* » (immédiatement) et que le fondement de la demande, le montant et le mode de calcul doivent être détaillés de manière raisonnable à ce moment-là, « *in de mate dat ze gekend zijn* » (dans la mesure où ils sont connus). Il doit également être fait référence aux dispositions légales, réglementaires ou contractuelles sur lesquelles la demande serait fondée.

« Sites multi-users » et « sites en aval »

72. En ce qui concerne la problématique des sites dits « *multi-users* » et des « *sites en aval* » et les remarques formulées à ce propos dans la décision (B) 051020-CDC-178/1, la CREG fait référence aux développements exposés ci-dessous qui se sont intervenus depuis cette décision.

En premier lieu, il convient de faire référence à l'arrêt de la Cour de Justice rendu le 22 mai 2008 dans l'affaire C-439/06 Citiworks AG¹², où la Cour a déclaré en droit :

« L'article 20, paragraphe 1, de la directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2003, concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE, doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une disposition telle que l'article 110, paragraphe 1, point 1, de la loi relative à l'approvisionnement en électricité et en gaz, dite «loi sur la gestion rationnelle de l'énergie» [Gesetz über die Elektrizitäts- und Gasversorgung (Energiewirtschaftsgesetz)], du 7 juillet 2005, qui dispense certains gestionnaires de réseaux d'approvisionnement énergétique de l'obligation de laisser aux tiers le libre accès à ces réseaux, au motif que ces derniers sont installés dans une zone d'exploitation présentant une unité fonctionnelle et qu'ils sont principalement affectés au transport d'énergie à l'intérieur de l'entreprise et vers des entreprises liées. »

L'arrêt de la Cour de Justice implique que les réseaux d'entreprises relèvent également du champ d'application de l'obligation à accorder un libre accès à des tiers, visé à l'article 20 de la directive électricité. Par conséquent, un *third party access* doit également être accordé en cas de réseaux d'entreprises.

Faisant suite à cet arrêt de la Cour, une possibilité d'exemption spécifique a entre-temps été prévue au niveau européen, dans le cadre du troisième paquet législatif relatif au marché intérieur de l'énergie, dans la nouvelle directive électricité¹³ (ci-après dénommée : La « troisième directive électricité ») pour les systèmes dits réseaux fermés de distribution dont peuvent ressortir, à certaines conditions, les réseaux d'entreprises et sites industriels. Les dispositions de la troisième directive électricité ont été récemment¹⁴ approuvées par le Parlement européen et le Conseil. Toutefois – à la date de cette décision – cette directive n'a

¹² Arrêt de la Cour européenne de Justice du 22 mai 2008 dans l'affaire C-439/06 relative à une demande de décision préjudicielle introduite par l'Oberlandesgericht Dresden (Allemagne), dans la procédure de gestion d'énergie Citiworks AG en présence de : Sächsisches Staatsministerium für Wirtschaft und Arbeit als Landesregulierungsbehörde, www.curia.eu.

¹³ Article 28 de la Directive 2009/.../CE du Parlement européen concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 2003/54/CE.

¹⁴ La troisième directive électricité a été votée et approuvée par le Parlement européen et le Conseil respectivement le 22 avril 2009 et le 25 juin 2009.

¹⁴ La troisième directive électricité a été votée et approuvée par le Parlement européen et le Conseil respectivement le 22 avril 2009 et le 25 juin 2009.

pas encore été publiée et n'est pas encore entrée en vigueur. En outre, cette possibilité pour les Etats membres de prévoir une exemption spécifique pour les réseaux fermés de distribution, concerne une disposition qui doit être transposée en droit national.

73. Comme, actuellement – à la date de cette décision – la troisième directive électricité n'est pas encore entrée en vigueur et qu'une telle exemption spécifique pour les réseaux d'entreprises n'a pas (encore) été repris dans la réglementation fédérale belge mais que ce sera éventuellement le cas dans le cadre de la transposition de la nouvelle directive électricité en droit national, la CREG est d'avis que, en vue de la sécurité juridique et eu égard aux conséquences probablement importantes pour l'organisation du marché, il est indiqué de n'approuver actuellement aucune réglementation générale pour des situations de ce type de « sites multi-users » et de « sites en aval » dans le contrat de raccordement (cf. modifications de l'article 15 du contrat de raccordement communiqué le 8 juillet 2009).

Comme l'invoque Elia dans sa motivation, il est cependant nécessaire de régler entre-temps les risques (de responsabilité) associés à de tels situations de « sites multi-users et sites en aval ». Dans cette optique, la CREG est disposée à accepter provisoirement les règles de responsabilité proposé par Elia dans le contrat de raccordement en ce qui concerne les sites multi-users, tel que visé à l'article 22 en tant que règles de transition, étant entendu que les dispositions du contrat de raccordement ayant trait à des situations de ce type devront de nouveau être examinées et, le cas échéant, revues, conformément à une des situations suivantes :

- si, lors de la transposition de la troisième directive électricité, une possibilité d'exemption spécifique de ce type pour les réseaux fermés de distribution est prévue dans la législation belge ; ou
- si, à l'issue du délai en vue de la transposition de la troisième directive électricité, aucune possibilité d'exemption de ce type n'est reprise dans la législation belge.

A cet effet, à l'article 24.1, dernier paragraphe du contrat de raccordement, intitulé « Modification du Contrat », Elia a repris une disposition spécifique qui prévoit la modification des dispositions contractuelles pertinentes du contrat de raccordement si la future réglementation belge portant transposition de la troisième directive électricité, et plus précisément les éventuelles dispositions légales relatives à la possibilité d'exemption pour les réseaux fermés de distribution, y donnaient lieu.

Informers les utilisateurs du réseau qui subissent un préjudice, de l'origine des incidents sur le réseau (ajout à l'article 16.1.)

74. A cet effet, à la demande de la CREG, le contrat de raccordement (à l'article 16.1, dernier paragraphe) prévoit actuellement également que, en cas d'incidents électriques sur le réseau, Elia transmettra un rapport concernant l'incident à l'utilisateur du réseau qui le demande. Comme Elia l'a précisé à la CREG, dans ce rapport, elle fera également état de l'origine de l'incident.

Ce point a été ajouté à la demande de la CREG eu égard à la préoccupation selon laquelle, dans la pratique, c'est souvent uniquement le gestionnaire du réseau qui est en mesure de constater quels sont les éléments à l'origine d'un incident dommageable alors que cela est extrêmement difficile pour l'utilisateur du réseau. C'est la raison pour laquelle il a été demandé à Elia de prévoir, dans le contrat de raccordement, qu'elle établira pour chaque incident au niveau du réseau un rapport faisant également état de l'origine de l'incident et dont chaque utilisateur du réseau ayant subi un préjudice pourra demander une copie. Un tel rapport devrait permettre à l'utilisateur du réseau de savoir contre qui il peut éventuellement se retourner quand il a subi un préjudice résultant d'un incident et qui l'aidera à apporter la preuve concernant sa demande d'indemnisation. L'examen de tous les incidents qui se produisent sur le réseau et pour lesquels un rapport sera établi est par ailleurs une tâche qui s'inscrit parfaitement dans le cadre d'une bonne gestion de réseau.

Conclusion

75. Bien que, durant les discussions avec Elia, la CREG ait, dans le cadre du dossier du contrat de raccordement, insisté sur différents points en vue d'une responsabilité encore plus large dans le chef du gestionnaire du réseau (en particulier en cas de faute lourde), eu égard à :

- l'amélioration substantielle des dispositions de responsabilité et au renforcement de la responsabilité telle qu'exposée ci-dessus ;
- aux aspects financiers dont il faut tenir compte, à savoir le caractère assurable, et partant, payable de la gestion du réseau ;

la CREG peut accepter les dispositions de responsabilité visées à l'article 22 du présent contrat de raccordement, étant entendu que :

- si des problèmes réels se produisent dans la pratique concernant l'application de ces dispositions de responsabilité et/ou si la CREG enregistre des plaintes (fondées) émanant des utilisateurs du réseau à cet effet, une réévaluation des dispositions de responsabilité du contrat de raccordement devra avoir lieu et ces dispositions devront être revues le cas échéant ;
- si les résultats de l'étude récemment initiée par la Commission européenne relative à la responsabilité des gestionnaires du réseau paraissent une réévaluation des dispositions de responsabilité du contrat de raccordement (et également du contrat d'accès et du contrat de responsable d'accès) devra en tout cas avoir lieu au vu des résultats de cette étude et, le cas échéant, une révision des dispositions de responsabilité de ces contrats ;

la CREG, conformément à ce qui a été exposé au paragraphe 65 de cette décision, demande que les règles de responsabilité visé dans le contrat d'accès soit revu de sorte telle à ce qu'une indemnisation (raisonnable) pour l'utilisateur du réseau qui subit un préjudice résultant d'interruptions de l'accès soit garantie dans ce contrat.

Article 24

Article 24.1. Modifications du contrat

76. En ce qui concerne l'article 24.1, alinéa premier, du contrat de raccordement, il convient de remarquer que, de cette disposition, il ressort *a contrario* que les conditions particulières du contrat de raccordement ne peuvent pas être modifiées unilatéralement – c'est-à-dire sans l'autorisation de l'utilisateur du réseau ou des utilisateurs du réseau concernés – par Elia.

77. Les dispositions de l'article 24.1 ont, eu égard à la remarque formulée à ce propos dans la décision (B) 051020-CDC-478/1, été complétées d'une notification par Elia à l'utilisateur du réseau, par lettre recommandée avec accusé de réception, de toute modification apportée aux conditions générales du contrat de raccordement (ces modifications entrent en vigueur au plus tôt 14 jours après cette notification).

Pour être complet, il convient également de remarquer que l'obligation imposée au gestionnaire du réseau en vertu de l'article 26, §2 du règlement technique, qui est tenu de publier les conditions générales sur un serveur accessible via l'internet et disponible pour les utilisateurs du réseau ou pour toute autre personne intéressée, vaut bien entendu également pour toutes les modifications apportées aux conditions générales.

Alors que l'article 24.1 stipule que les « *aanpassingen [aan de algemene voorwaarden van het aansluitingscontract] zullen worden toegepast voor het geheel van de lopende Aansluitingscontracten met Elia* », il convient de remarquer que, dans sa motivation, Elia explique que, par « Contrat de raccordement », il faut ici entendre un contrat qui a été approuvé par le régulateur compétent.

Article 24.2. Notification

78. L'article 24.2 relatif aux modes de notification dans le cadre du contrat de raccordement a été complété d'un troisième paragraphe qui a trait à l'enregistrement d'échanges oraux d'informations. Cette disposition vise à garantir que les communications qui pouvaient uniquement être adressées oralement, par exemple en cas de situations d'urgence, peuvent également être prouvées au moyen d'un enregistrement, ce qui peut s'avérer nécessaire si un litige survient concernant ce que les parties se sont communiquées dans pareilles situations.

Article 24.7. Priorité sur une convention existante

79. Eu égard aux remarques formulées à ce propos dans les décisions (B) 041028-CDC-358/2 et (B) 051020-CDC-478/1, la priorité que ce contrat de raccordement prévoit, est limitée aux « *de bepalingen uit het Toegangscontract met betrekking tot conformiteit en vergoedingen betreffende de Aansluiting voorwerp van dit Contract, afgesloten respectievelijk door de Netgebruiker en/of de door hem aangeduide toegangshouder (zijnde de medecontractant van Elia van het Toegangscontract, voor het Toegangspunt voorwerp van dit Contract)* »

A cet effet, il convient de faire référence à l'article 15.2, §1, de ce contrat d'accès qui stipule déjà que l'utilisateur du réseau s'engage, le cas échéant par l'entremise du détenteur d'accès, à accorder priorité au contrat de raccordement. Par conséquent, le contrat de

raccordement et le contrat d'accès sont conformes sur ce point et la priorité accordée au contrat de raccordement ne pose dès lors aucun problème, bien que les utilisateurs du réseau qui sont parties au contrat de raccordement et au contrat d'accès ne soient pas nécessairement les mêmes.

Article 24.8. Continuité

80. Eu égard aux remarques relatives à cette disposition contractuelle formulées dans la décision (B) 051020-CDC-478/1 et lors des consultations des utilisateurs du réseau, cet article du contrat de raccordement a été modifié intégralement. Conformément à cet article, les obligations des parties se limitent désormais à un engagement d'effort afin que, dans les cas où « *via aannemings-, koop-, huur- en/of andere overeenkomsten, een beroep doet, of moet doen, op een of meerdere derden voor de uitvoering van het geheel of een deel van haar verplichtingen krachtens dit Contract* », elles consentent tous les efforts raisonnables nécessaires « *opdat de tussenkomst van deze derde(n) geen hinderpaal of beletsel vormt voor de uitoefening door de andere Partij van haar rechten en plichten* » en vertu du contrat de raccordement (et ce, sans préjudice de dispositions spécifiques plus strictes du contrat de raccordement).

CONCLUSION

Vu les raisons exposées ci-dessus, la CREG décide, en application de l'article 6 du règlement technique, d'approuver les conditions générales du contrat de raccordement ci-jointe qui lui ont été soumises par Elia le 8 juillet 2009.

En se référant à ce qui est exposé aux paragraphes 65, 73 et 75, les conditions générales du contrat de raccordement ainsi approuvées devront être réévaluées et, le cas échéant, revues :

(i) en ce qui concerne les conditions générales du contrat de raccordement relatives à la responsabilité des parties :

- si des problèmes réels relatifs à l'application des dispositions de responsabilité devaient se poser dans la pratique et/ou si la CREG recevait des plaintes (fondées) de la part d'utilisateurs du réseau à ce sujet ;
- lorsque les résultats de l'étude récemment lancée par la Commission européenne concernant la responsabilité des gestionnaires du réseau seront publiés, à la lumière des résultats de cette étude (cf. paragraphe 65 de la présente décision) ;

(ii) en ce qui concerne les dispositions du contrat de raccordement relatives aux situations des sites dits *multi-users*, conformément à l'une des situations suivantes :

- lorsque lors de la transposition de la troisième directive électricité, une possibilité d'exemption spécifique desdits « réseaux fermés de distribution » soit prévue dans la législation belge ; ou
- lorsqu'à l'expiration du délai de transposition de la troisième directive électricité, aucune possibilité d'une telle exemption n'est reprise dans la législation belge.

Conformément à ce qui est exposé au paragraphe 65 de la présente décision, la CREG demande également que les règles de responsabilité repris dans les conditions générales du contrat d'accès qu'Elia propose aux utilisateurs du réseau, soit réévalué et revu, et souligne également qu'une réévaluation, et le cas échéant une révision, devra également avoir lieu à la lumière des résultats de l'étude de la Commission européenne susmentionnée concernant la responsabilité des gestionnaires de réseau.

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :



Dominique WOITRIN
Directeur



François POSSEMIERS
Président du Comité de direction

AANSLUITINGSCONTRACT

Contractreferentie: [●]

Tussen : [●], een vennootschap naar [●] recht met maatschappelijke zetel te [●], met het ondernemingsnummer [●], □
rechtsgeldig vertegenwoordigd door [●], respectievelijk in de hoedanigheid van [●],
hierna de "**Netgebruiker**" genoemd, □

En : Elia System Operator N.V., een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, met het ondernemingsnummer B.T.W.-BE-0476.388.378-RPR Brussel,
rechtsgeldig vertegenwoordigd door [●], respectievelijk in de hoedanigheid van [●],
hierna "**Elia**" genoemd, □

Elia en/of de Netgebruiker kunnen ook elk aangeduid worden als "Partij" of gezamenlijk als "Partijen".

Wordt voorafgaand uiteengezet:

Elia heeft het eigendomsrecht op, of tenminste het gebruiks- of exploitatierecht voor, het grootste deel van het Belgisch elektriciteitsnet op hoge en zeer hoge spanning.

Elia werd aangeduid als netbeheerder op federaal en gewestelijk niveau.

Overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, leggen de Partijen hun contractuele rechten en verplichtingen in verband met de Aansluiting op het Elia-Net, vast in dit Contract.

Wordt overeengekomen wat volgt:

INHOUD

DEEL I : ALGEMENE VOORWAARDEN.....	6
ARTIKEL 1: DEFINITIES EN INTERPRETATIE.....	6
1.1 DEFINITIES.....	6
1.2 AANVULLENDE INTERPRETATIETREGELS.....	9
ARTIKEL 2: VOORWERP VAN HET CONTRACT.....	10
ARTIKEL 3: SOLVABILITEIT.....	11
ARTIKEL 4: FACTURATIE- EN BETALINGSVOORWAARDEN.....	11
4.1 VERGOEDINGEN.....	11
4.2 FACTUREN.....	11
4.3 BETALINGSTERMIJN.....	11
4.4 BEZWAAR.....	12
4.5 MODALITEITEN VOOR HET INVORDEREN VAN ONBETAALDE SOMMEN.....	12
ARTIKEL 5: VERTROUWELIJKHEID EN BESCHERMING VAN COMMERCIËLE GEGEVENS.....	13
ARTIKEL 6: GESCHILLENBESLECHTING.....	13
ARTIKEL 7: OVERMACHT EN/OF NOODSITUATIE.....	14
7.1 DEFINITIES EN GEVOLGEN VAN OVERMACHT EN NOODSITUATIE.....	14
7.2 MAATREGELEN.....	15
ARTIKEL 8: OPSCHORTENDE VOORWAARDE MET BETREKKING TOT DE CONFORMITEIT VAN EEN NIEUWE OF GEWIJZIGDE AANSLUITING.....	16
ARTIKEL 9: SCHORSING EN/OF BEËINDIGING VAN HET CONTRACT.....	17
9.1 SCHORSING IN GEVAL VAN NIET-CONFORME OF SCHADEVERWEKKENDE INSTALLATIES.....	17
9.2 BEËINDIGING DOOR BEIDE PARTIJEN VAN DIT CONTRACT.....	19
9.3 OPZEGGING DOOR DE NETGEBRUIKER.....	19
9.4 GEVOLGEN VAN DE SCHORSING EN/OF BEËINDIGING VAN DIT CONTRACT.....	19
9.5 BEËINDIGING VAN DE OPDRACHT TIJDENS DE WERKEN.....	20
ARTIKEL 10: DUUR EN INWERKINGSTREDING VAN HET CONTRACT.....	21
ARTIKEL 11: EIGENDOMS- EN GEBRUIKSRECHTEN.....	21
ARTIKEL 12: TOT STAND BRENGEN, AANBRENGEN VAN EEN SUBSTANTIËLE WIJZIGING, TER BESCHIKKING STELLEN EN BEHEER VAN DE AANSLUITINGSINSTALLATIE(S).....	21
12.1. HET TOT STAND BRENGEN, HET AANBRENGEN VAN EEN SUBSTANTIËLE WIJZIGING EN HET TER BESCHIKKING STELLEN VAN DE AANSLUITINGSINSTALLATIE(S).....	21
12.2. BEHEER VAN DE AANSLUITINGSINSTALLATIE(S).....	22
12.2.1. «LIGHT»-BEHEER VAN DE AANSLUITINGSINSTALLATIE(S).....	22
12.2.2. «FULL-SIZE»-BEHEER VAN DE AANSLUITINGSINSTALLATIE(S).....	22
12.2.3. AANWIJZING VAN DE PARTIJ BELAST MET DE TAKEN BESCHREVEN IN ARTIKEL 12.2.2 ("FULL-SIZE"-BEHEER) 23	
12.2.4. KEUZE TE BEPALEN IN BIJLAGE 3:.....	23
ARTIKEL 13: VERGOEDINGEN.....	23
13.1 ALGEMEEN.....	23
13.2 VERGOEDINGEN VOOR HET TOT STAND BRENGEN, HET AANBRENGEN VAN EEN SUBSTANTIËLE WIJZIGING EN HET TER BESCHIKKING STELLEN VAN DE AANSLUITINGSINSTALLATIE(S).....	24
13.2.1 Voor het eerste Aansluitingsveld.....	24
13.2.2 Voor de overige Aansluitingsinstallaties.....	24
13.3 VERGOEDING VOOR BEHEER VAN DE AANSLUITINGSINSTALLATIE(S).....	25

ARTIKEL 14: FINANCIËLE WAARBORGEN	25
ARTIKEL 15: OMSCHRIJVING VAN DE AANSLUITING, DE INSTALLATIES VAN DE NETGEBRUIKER DIE EEN INVLOED KUNNEN HEBBEN OP DE VEILIGHEID, BETROUWBAARHEID EN/OF EFFICIËNTIE VAN HET ELIA-NET, EN DE MEETINSTALLATIES .	26
15.1 ALGEMEEN	26
15.2 IDENTIFICATIE.....	28
15.3 GEHELE OF GEDEELTELIJKE INTREKKING VAN HET AANSLUITINGSVERMOGEN	28
ARTIKEL 16: METINGEN EN TELLINGEN, POWER QUALITY, BEVEILIGINGEN EN AANSLUITING VAN PRODUCTIE-EENHEDEN	29
16.1 METINGEN EN TELLINGEN	29
16.2 POWER QUALITY EN ELEKTROMAGNETISCHE COMPATIBILITEIT	29
16.3 BEVEILIGINGEN	29
16.4 BIJKOMENDE TECHNISCHE VOORSCHRIFTEN VOOR DE AANSLUITING VAN PRODUCTIE-EENHEDEN	30
ARTIKEL 17: CONFORMITEIT VAN DE INSTALLATIES	30
17.1 ALGEMEEN	30
17.2 BEHOUD VAN VERPLICHTINGEN VAN DE NETGEBRUIKER EN ELIA NIETTEGENSTAANDE KENNISGEVING VAN CONFORMITEIT	31
17.3 STORENDE INSTALLATIES	31
17.4 BIJKOMENDE TESTEN.....	31
ARTIKEL 18: BESCHERMING VAN EN TOEGANG TOT DE INSTALLATIES DIE EEN INVLOED KUNNEN HEBBEN OP DE VEILIGHEID, BETROUWBAARHEID EN/OF EFFICIËNTIE VAN HET ELIA-NET.....	33
18.1 BESCHERMING VAN DE INSTALLATIES DIE EEN INVLOED KUNNEN HEBBEN OP DE VEILIGHEID, BETROUWBAARHEID EN/OF EFFICIËNTIE VAN HET ELIA-NET, OP EEN TERREIN IN EIGENDOM EN/OF GEBRUIK VAN DE NETGEBRUIKER.....	33
18.2 ALGEMENE REGELS INZAKE TOEGANG	33
ARTIKEL 19: WERKEN, EXPLOITATIE EN ONDERHOUD VAN DE INSTALLATIES DIE EEN INVLOED KUNNEN HEBBEN OP DE VEILIGHEID, BETROUWBAARHEID EN/OF EFFICIËNTIE VAN HET ELIA-NET	34
ARTIKEL 20: GEGEVENSUITWISSELING.....	35
ARTIKEL 21: ADMINISTRATIEVE TOELATINGEN.....	36
ARTIKEL 22: AANSPRAKELIJKHEID VAN DE PARTIJEN IN HET KADER VAN HET CONTRACT	37
22.1 SAMENHANG MET ANDERE CONTRACTEN.....	37
22.2 AANSPRAKELIJKHEIDSBEPERKING.....	38
22.3 VERPLICHTING TOT SCHADEBEPERKING	39
22.4 KENNISGEVING VAN AANSPRAAK OP SCHADEVERGOEDING	39
ARTIKEL 23: VERZEKERING	39
ARTIKEL 24: OVERIGE BEPALINGEN.....	39
24.1 WIJZIGINGEN VAN HET CONTRACT	39
24.2 KENNISGEVING.....	40
24.3 OVERDRACHT VAN VERBINTENISSEN.....	40
24.4 VOLLEDIG CONTRACT	41
24.5 VERZAKING	41
24.6 SCHEIDBAARHEID.....	41
24.7 VOORRANG OP BESTAANDE OVEREENKOMST	41
24.8 DOORWERKING	42
24.9 TOEPASSELIJK RECHT.....	42

DEELII : BIJZONDERE VOORWAARDEN

- Bijlage 1: Omschrijving van de Aansluitingsinstallatie(s), de Installatie(s) van de Netgebruiker die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, en de meetinstallaties alsook de beveiligingen
- Bijlage 2: Procedures inzake exploitatie van de Aansluitingsinstallaties en de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, alsook de contacten in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode
- Bijlage 3: Afspraken betreffende het onderhoud en andere interventies op de Aansluitingsinstallaties en de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net
- Bijlage 4: Tellingen en metingen alsook gegevensuitwisseling.
- Bijlage 5: Power Quality & Elektromagnetische compatibiliteit
- Bijlage 6: Vergoedingen
- Bijlage 7: Contactgegevens Netgebruiker en Elia
- Bijlage 8: Uitvoeringsmodaliteiten en uitvoeringstermijnen inzake de verwezenlijking van een nieuwe Aansluiting of substantiële wijziging van een bestaande Aansluiting
- Bijlage 9: Plannen en schema's
- Bijlage 10: Reddings- en Heropbouwcodes

DEEL I : ALGEMENE VOORWAARDEN

Artikel 1: Definities en interpretatie

1.1 Definities

Behoudens een verdere specificatie met oog op toepassing voor doeleinden van dit Contract, zonder daarbij evenwel de bepalingen van openbare orde te miskennen, worden de begrippen gedefinieerd in de Elektriciteitswet, de Elektriciteitsdecreten en/of –ordonnanties in verband met de organisatie van de elektriciteitsmarkt en/of de verschillende toepasselijke Technische Reglementen (zoals hieronder gedefinieerd) ook voor doeleinden van dit Contract begrepen in de zin van deze wettelijke of reglementaire definities.

Bijgevolg gelden volgende definities voor doeleinden van dit Contract:

“Aansluiting”: het geheel van de Aansluitingsinstallaties dat tenminste het eerste Aansluitingsveld vanaf het Elia-Net inhoudt;

“Aansluitingscontract”: het contract gesloten tussen een netgebruiker en Elia dat de wederzijdse rechten en plichten bepaalt met betrekking tot een bepaalde Aansluiting, met inbegrip van de relevante technische specificaties, ook nog “Contract” genoemd;

“Aansluitingsinstallatie”: elke uitrusting die nodig is om de Installatie van de Netgebruiker te verbinden met het Elia-Net;

“Aansluitingspunt”: de fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar de Aansluiting is verbonden met het Elia-Net en die het Elia-Net scheidt van de Installaties waarvan de uitschakeling slechts gevolgen heeft voor de Netgebruiker aangesloten op dat punt;

“Aansluitingsveld”: het geheel van componenten van een Aansluitingsinstallatie die in het bijzonder volgende functies waarborgen:

- het onder spanning brengen van de Installaties van de Netgebruiker vanuit het Elia-Net;
- het uitschakelen en/of inschakelen van deze Installaties;
- het fysiek scheiden van deze Installaties van het Elia-Net;

“Aansluitingsvermogen”: het maximaal schijnbaar vermogen, uitgedrukt in megavoltampère (MVA) per Toegangspunt; het Aansluitingsvermogen per Aansluiting is vastgelegd in Bijlage 1;

“Afname”: de afname van vermogen vanaf het Elia-Net zoals gedefinieerd in het Technisch Reglement Transmissie;

“Afnamepunt”: de fysieke plaats en het spanningsniveau van elk punt van waar het vermogen vanuit het Elia-Net wordt afgenomen en waarvoor toegang tot het Elia-Net aan de toegangshouder wordt toegekend conform het Toegangscontract;

“ARAB”: het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming van 11 februari 1946, zoals aangepast van tijd tot tijd;

"AREI": het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties van 10 maart 1987, zoals aangepast van tijd tot tijd;

"Bijlage": een bijlage van dit Contract;

"Black-out": een gehele of gedeeltelijke ineenstorting van het synchroon uitgebaat elektrisch systeem;

"Contract": dit Aansluitingscontract;

"Contract van toegangsverantwoordelijke": het contract tussen Elia en de Toegangsverantwoordelijke dat de rechten en verplichtingen van Elia en de Toegangsverantwoordelijke bepaalt met betrekking tot het evenwicht op het Elia-Net, en dit overeenkomstig Hoofdstuk I van Titel IV van het Technisch Reglement Transmissie of de overeenstemmende bepalingen in de andere toepasselijke Technische Reglementen;

"CREG": de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;

"Dag": een kalenderdag;

"Directe Schade" : de schade die als rechtstreeks en onmiddellijk resultaat van de fout van de ene Partij, alsmede van de eventuele andere afnemers en/of producenten op de Installaties van de Netgebruiker zijn aangesloten, wordt toegebracht aan een vermogensbestanddeel van

- o de andere Partij en/of
- o van de andere afnemers en/of producenten die eventueel op de Installaties van de Netgebruiker zijn aangesloten en gekend zijn aan Elia en voor hun Directe Materiële Schade verhaal hebben uitgeoefend tegen de Netgebruiker,

met uitsluiting van indirecte schade, zoals schade die voortvloeit uit bijzondere verbintenissen opgenomen door die ene Partij jegens derden (schadebedingen, forfaitaire boetes, "take or pay" clausules, ...);

"Eigenaar": de Partij die beschikt over het eigendomsrecht of, indien een derde met wie deze Partij een contractuele relatie heeft over dat eigendomsrecht beschikt, over een gebruiksrecht met betrekking tot de Aansluitingsinstallaties of de Installaties die een invloed hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net. Als gedefinieerd begrip in het kader van het Contract, beoogt het begrip "Eigenaar" deze Partij louter en alleen in de onderlinge relatie tot de andere Partij een hoedanigheid te geven, waaraan een aantal rechten en plichten, zoals bepaald in dit Contract, gekoppeld zijn, en doet het geen afbreuk aan de rechtmatige rechten van derden.

"Eilandbedrijf": situatie waarin een Productie-eenheid, na plotse uitschakeling van het Elia-Net, kan blijven instaan voor de voeding van een deel of het geheel van het eigen elektrische systeem en waarbij minstens de hulpdiensten van de betrokken Productie-eenheid gevoed worden, zodat deze beschikbaar kan zijn voor de heropbouw van het Elia-Net;

"Elia-Net": het elektriciteitsnet waarop Elia het eigendomsrecht of tenminste het gebruiks- of exploitatierecht heeft, en waarvoor Elia is aangeduid als netbeheerder;

"Elektriciteitsdecreten en/of -ordonnanties": het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 juli 2000 houdende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, het Decreet van het

Waalse Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en de Brusselse ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals aangepast van tijd tot tijd;

"Elektriciteitswet": de Wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, zoals aangepast van tijd tot tijd;

"Immateriële Directe Schade" : de Directe Schade die immaterieel is, in de betekenis dat er een aantasting is van ontastbare bestanddelen van het vermogen van een Partij, zoals winstderving, verlies van inkomsten, verlies van softwareapplicaties en -bestanden, verliezen wegens gebruikserving, verlies van goodwill of onderbreking van activiteiten;

"Injectiepunt": de fysieke plaats en het spanningsniveau van elk punt van waar het vermogen in het Elia-Net wordt geïnjecteerd en waarvoor toegang tot het Elia-Net aan de toegangshouder wordt toegekend conform het Toegangscontract;

"Installatie van de Netgebruiker": elke uitrusting, in eigendom en/of gebruik, van de Netgebruiker die door een Aansluiting op het Elia-Net is aangesloten;

"Installatie": elke Aansluitingsinstallatie, Installatie van de Netgebruiker of directe lijn;

"KB Tariefstructuur": Koninklijk Besluit van 8 juni 2007 betreffende de regels met betrekking tot de vaststelling van en de controle op het totaal inkomen en de billijke winstmarge, de algemene tariefstructuur, het saldo tussen kosten en ontvangsten en de basisprincipes en procedures inzake het voorstel en de goedkeuring van de tarieven, van de rapportering en kostenbeheersing door de beheerder van het nationaal transmissienet, zoals gewijzigd van tijd tot tijd;

"Materiële Directe Schade" : de Directe Schade die materieel is, in die zin dat er een aantasting is van de fysieke tastbare kenmerken van een zaak;

"Netgebruiker": de natuurlijke of rechtspersoon die krachtens dit Contract levert aan of afneemt van het Elia-Net;

"Partijen": Elia en de Netgebruiker, waarbij naar elk individueel wordt verwezen als een Partij;

"Productie-eenheid": een fysieke eenheid die een generator omvat die elektriciteit produceert;

"Punt van Interface": De fysieke plaats en het spanningsniveau van het punt waar de Installaties van de Netgebruiker verbonden zijn met de Aansluiting. Dit punt bevindt zich op de site van de Netgebruiker en in ieder geval na het eerste Aansluitingsveld vanaf het Elia-Net aan de zijde van de Netgebruiker;

"Schijnbaar vermogen": de waarde gelijk aan $3 U I$ waarbij U en I de effectieve waarden zijn van de fundamentele componenten van de spanning en de stroom;

"Tarief voor de Aansluiting": de voor een regulatoire periode door de CREG goedgekeurde tarieven met betrekking tot de Aansluiting op het Elia-Net, vastgesteld overeenkomstig het KB Tariefstructuur, of, indien de CREG heeft beslist tot weigering van het tariefvoorstel met budget of van het aangepast tariefvoorstel met budget, de voorlopige tarieven die van kracht zijn tot alle rechtsmiddelen van Elia of van de CREG zijn uitgeput of totdat over de twistpunten tussen de CREG en Elia een akkoord werd bereikt;

"Technisch(e) Reglement(en)": het Technisch Reglement Transmissie en de Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie;

"Technisch(e) Reglement(en) Distributie, Lokale of Gewestelijke Transmissie": het technisch reglement voor regionale transmissie van elektriciteit in het Brussels hoofdstedelijk gewest, het technisch reglement voor het beheer van het lokale net voor elektriciteitstransmissie in het Waals gewest en de toegang ertoe en het technisch reglement distributie elektriciteit Vlaams gewest, zoals aangepast van tijd tot tijd;

"Technisch Reglement Transmissie": het Koninklijk Besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe, zoals aangepast van tijd tot tijd;

"Toegangscontract": het contract tussen Elia en de Netgebruiker of de door hem aangeduide toegangshouder, dat de voorwaarden bepaalt in verband met het verlenen van toegang tot het Elia-Net;

"Toegangspunt": een injectiepunt en/of een afnamepunt; het Toegangspunt wordt vastgelegd in Bijlage 1;

"Toegangsverantwoordelijke": elke natuurlijke of rechtspersoon ingeschreven in het register van toegangsverantwoordelijken overeenkomstig het Technisch Reglement Transmissie; in de Technische Reglementen Distributie, Lokale en Gewestelijke Transmissie soms ook nog aangeduid met de term evenwichtsverantwoordelijke;

"Werkdagen": de werkdagen bij Elia in jaar N, zoals vastgelegd en meegedeeld aan de Netgebruiker in jaar N-1;

"Wet van 2 augustus 2002": de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties, zoals aangepast van tijd tot tijd.

1.2 Aanvullende interpretatieregels

De titels en hoofdingen opgenomen in dit Contract zijn enkel opgenomen voor de eenvoud van verwijzing en drukken op geen enkele wijze de bedoeling van Partijen uit. Zij zullen niet in overweging worden genomen bij de interpretatie van de bepalingen van dit Contract.

De Bijlagen van dit Contract maken integraal deel uit van dit Contract. Elke verwijzing naar dit Contract omvat de Bijlagen en vice versa. In geval van interpretatieconflict tussen een Bijlage van dit Contract en één of meerdere bepalingen van dit Contract, zullen de bepalingen van dit Contract voorrang hebben.

De concretisering in dit Contract van een specifieke verplichting of bepaling opgenomen in de Technische Reglementen, zal op geen enkele wijze worden geacht afbreuk te doen aan de verplichtingen of bepalingen die, krachtens de Technische Reglementen, toepassing dienen te vinden op de relevante situatie.

Artikel 2: Voorwerp van het Contract

Dit Contract omschrijft de Aansluiting op het Elia-Net, en de Installaties van de Netgebruiker die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, omschrijft de meetinstallaties, bepaalt het Aansluitingsvermogen en legt de eigendoms- en gebruiksrechten van Partijen vast.

Dit Contract bepaalt tevens de wederzijdse rechten en verplichtingen van de Partijen inzake enerzijds het beheer van de Aansluitingsinstallatie(s), en anderzijds de verwezenlijking en substantiële wijziging van Aansluitingsinstallatie(s) in eigendom van Elia.

Voor zoveel als nodig erkennen de Partijen dat dit Contract alsook hun wederzijdse rechten en verplichtingen inzake de Aansluiting op het Elia-Net volledig onderworpen zijn aan de toepasselijke wetten en reglementen, inzonderheid de Technische Reglementen, het AREI, het ARAB en het KB Tariefstructuur.

Elke Partij is zich bewust van de onderlinge samenhang die bestaat tussen dit Contract, het Contract van toegangsverantwoordelijke en het Toegangscontract die elk ten aanzien van elkaar een noodzakelijk accessorium zijn voor de veiligheid, betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het Elia-Net en die derhalve onmisbaar zijn voor de uitvoering van de huidige contractuele relatie.

De Partijen zorgen ervoor dat hun contractuele relaties ten aanzien van elkaar steeds steunen op het bestaan van de nodige contractuele afspraken met de relevante partijen die een Toegangscontract en/of een Contract van toegangsverantwoordelijke hebben afgesloten met Elia.

Artikel 3: Solvabiliteit

De solvabiliteit van de Netgebruiker tijdens de uitvoering van dit Contract is een essentieel bestanddeel van dit met Elia afgesloten Contract en van de door Elia aangegane verbintenissen.

Tijdens de duur van dit Contract is de Netgebruiker ertoe gehouden om, op eerste gemotiveerd verzoek van Elia, voor de niet-naleving van de financiële verplichtingen die voortvloeien uit dit Contract aan Elia het bewijs te leveren van zijn solvabiliteit, onder meer aan de hand van een recente staat van zijn financiële situatie.

Artikel 4: Facturatie- en betalingsvoorwaarden

4.1 Vergoedingen

Inzake de Aansluiting op het Elia-Net zoals bepaald in dit Contract, zal de Netgebruiker de vergoedingen voor de Aansluiting betalen overeenkomstig artikel 13 van dit Contract.

4.2 Facturen

Facturen worden verzonden naar het facturatieadres van de Netgebruiker zoals aangeduid in **Bijlage 7**.

Voor de periodieke vergoedingen voor de Aansluiting op het Elia-Net stuurt Elia in het begin van elk trimester een factuur voor het lopende trimester naar de Netgebruiker.

Tegelijkertijd met de versturing van de factuur per gewone post, wordt de Netgebruiker via elektronische post in kennis gesteld van het versturen van deze factuur en het ter beschikking stellen ervan in een elektronische database, alwaar een kopie van de factuur kan worden geconsulteerd door de Netgebruiker.

4.3 Betalingstermijn

Facturen moeten, netto zonder korting, door de Netgebruiker aan Elia betaald worden binnen de 30 Dagen volgend op ontvangst, die geacht wordt plaats te vinden 3 Dagen na de verzendingsdatum..

Bij gebrek aan betaling binnen de gestelde termijn van 33 Dagen na de verzendingsdatum heeft Elia, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, recht op de interest bepaald overeenkomstig artikel 5 van de Wet van 2 augustus 2002. De interest zal verschuldigd zijn vanaf de 34^e Dag na verzendingsdatum tot op de datum van gehele betaling. De verzending van herinneringsbrieven of ingebrekestellingen doet geen afbreuk aan de betalingstermijn die in dit artikel wordt bepaald.

Bovendien heeft Elia bij gebrek aan betaling binnen de gestelde termijn van 33 Dagen na de verzendingsdatum, onverminderd haar recht op vergoeding van de gerechtskosten overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek, recht op de schadeloosstelling voorzien in artikel 6 van de Wet van 2 augustus 2002. De hierboven opgenomen bepalingen doen geen afbreuk aan de overige rechten van Elia overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen en de bepalingen van dit Contract.

4.4 Bezwaar

Elk bezwaar betreffende een factuur van de periodieke vergoedingen moet, om ontvankelijk te zijn, door de Netgebruiker worden geformuleerd zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen de 15 Dagen volgend op het laatste van de volgende twee momenten, te weten ofwel het einde van het trimester waarop de factuur betrekking heeft ofwel de datum na de ontvangst van de factuur, per aangetekend schrijven gericht aan Elia, waarin de Netgebruiker zo omstandig en gedetailleerd als redelijkerwijs mogelijk is de redenen aangeeft die zijn bezwaar verantwoorden.

Elk bezwaar betreffende een factuur van de niet-periodieke vergoedingen moet, om ontvankelijk te zijn, door de Netgebruiker worden geformuleerd uiterlijk binnen de 30 Dagen volgend op de ontvangst van de factuur.

Een bezwaar heft geenszins de verplichting op om de factuur te betalen volgens de bepalingen van artikel 4.3 van dit Contract, behoudens ingeval het bezwaar van de Netgebruiker manifest gegrond is, zoals in geval van een vergissing omtrent het verschuldigde bedrag.

Indien de Netgebruiker overeenkomstig deze bepaling een betwiste factuur volledig heeft betaald en achteraf blijkt dat het overeenkomstig deze bepaling geformuleerde bezwaar gegrond is, heeft de Netgebruiker, onverminderd de andere rechten van de Partijen, waaronder hun recht op vergoeding van de gerechtskosten overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek, recht op de terugbetaling binnen de 30 Dagen na het akkoord of de uitspraak ter zake van de in voorkomend geval onverschuldigd betaalde bedragen, vermeerderd met de interest bepaald overeenkomstig artikel 5 van de Wet van 2 augustus 2002 vanaf de datum van deze onverschuldigde betaling.

4.5 Modaliteiten voor het invorderen van onbetaalde sommen

Bij gebrek aan betaling van de factuur binnen de 5 Werkdagen na de ontvangst door de Netgebruiker van een ingebrekestelling per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs vanwege Elia, onverminderd de toepassing van de voorgaande bepalingen, en zonder bijkomende ingebrekestelling, kan Elia alle nodige juridische stappen ondernemen met het oog op de invordering van de niet-betaalde sommen.

De maatregelen voor het invorderen van onbetaalde sommen zullen door Elia op niet-discriminerende en redelijke wijze worden toegepast.

Artikel 5: Vertrouwelijkheid en bescherming van commerciële gegevens

Partijen verbinden zich er toe om de informatie die zij, in het kader en naar aanleiding van dit Contract met elkaar uitwisselen en van elkaar bekomen en die de mededelende Partij als vertrouwelijk bestempelt en/of die moet worden beschouwd als vertrouwelijk overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen, vertrouwelijk te behandelen en niet mee te delen aan derden behoudens wanneer aan minstens één van de volgende voorwaarden voldaan is:

1° indien Elia en/of de Netgebruiker werd opgeroepen om in rechte te getuigen of in hun verhouding met de controleautoriteiten voor de elektriciteitsmarkt of andere administratieve overheden;

2° in het geval van een voorafgaand schriftelijk akkoord van diegene van wie de vertrouwelijke informatie uitgaat;

3° wat betreft Elia, in overleg met beheerders van andere netten of in het kader van contracten en/of regels met de buitenlandse netbeheerders en voor zover de bestemming van deze informatie er zich toe verbindt aan deze informatie dezelfde graad van vertrouwelijkheid te geven als deze gegeven door Elia;

4° indien deze informatie gemakkelijk en gewoonlijk toegankelijk is of voor het publiek beschikbaar is;

5° wanneer de mededeling door Elia en/of de Netgebruiker onmisbaar is voor technische of veiligheidsredenen, onder meer aan de onderaannemers en/of hun werknemers en/of hun vertegenwoordigers, voor zover deze bestemming(en) gebonden zijn door regels van vertrouwelijkheid die op gepaste wijze de bescherming van de vertrouwelijkheid van de informatie waarborgen.

Partijen aanvaarden dat de vertrouwelijkheid van gegevens niet tussen hen kan worden ingeroepen, noch ten aanzien van de toegangshouder, zijnde de medecontractant van Elia van het Toegangscontract, voor het Toegangspunt voorwerp van dit Contract, en van andere personen, betrokken bij de uitvoering van dit Contract, voor zover en in de mate dat deze gegevens noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het Toegangscontract door de toegangshouder of voor de uitvoering door deze andere personen van dit Contract, voor zover deze toegangshouder en andere personen minstens tot gelijkwaardige confidentialiteitsverplichtingen zijn gehouden..

Onverminderd de toepasselijke wetten en reglementen blijft deze bepaling in ieder geval geldig tot 5 jaar na de beëindiging van dit Contract.

Artikel 6: Geschillenbeslechting

De Netgebruiker verklaart hierbij dat hij door Elia, voorafgaand het ondertekenen van dit Contract, op de hoogte werd gebracht van zijn rechten en onder meer dat de geschillen betreffende de Aansluiting tot het Elia-Net, de toepassing van het Technisch Reglement Transmissie of de tarieven bedoeld in artikel 12 van de Elektriciteitswet mogen worden

voorgelegd, naargelang zijn keuze, aan bemiddeling of arbitrage overeenkomstig het reglement bedoeld in artikel 28 van de Elektriciteitswet.

In voorkomend geval verklaart de Netgebruiker hierbij ook dat Elia hem, voorafgaand aan het ondertekenen van dit Contract, op de hoogte heeft gebracht van de bepalingen in verband met geschillenregeling zoals bepaald in de gewestelijke wetten en reglementen.

Onverminderd het voorgaande, zal elk geschil met betrekking tot het afsluiten, de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van dit Contract of van latere contracten of operaties die er zouden kunnen uit voortvloeien, alsook elk ander geschil betreffende of verband houdend met dit Contract naar keuze van de meest gerede Partij:

- tot de bevoegdheid behoren van de Rechtbank van koophandel te Brussel;
- worden voorgelegd aan de door de bevoegde reguleringsinstantie georganiseerde bemiddelings- of arbitrage dienst of geschillenkamer overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen; of
- worden voorgelegd aan een ad hoc arbitrage overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Gelet op de complexe verhoudingen, aanvaarden Partijen bij deze, teneinde de toepassing van de regels inzake samenhang of tussenkomst mogelijk te maken, hetzij om in geval van samenhangende geschillen afstand te doen van elk arbitragebeding teneinde in een andere gerechtelijke procedure tussen te komen, hetzij, omgekeerd, om afstand te doen van een gerechtelijke procedure teneinde deel te nemen aan een meerpartijen arbitrage. In geval van verdeeldheid wordt de voorkeur gegeven aan de eerst ingeleide procedure.

Artikel 7: Overmacht en/of noodsituatie

7.1 Definities en gevolgen van overmacht en noodsituatie

De uitvoering van de verplichtingen voorwerp van dit Contract, waarvoor overmacht en/of een noodsituatie zoals gedefinieerd in de Technische Reglementen wordt ingeroepen, wordt tijdelijk opgeschort voor de duur van de gebeurtenis die aanleiding geeft tot overmacht en/of noodsituatie.

Onder overmacht dient te worden begrepen alle redelijkerwijs niet te voorziene voorvallen, voorgekomen na de afsluiting van dit Contract en niet te wijten aan een fout van één van de Partijen, die de uitvoering van dit Contract tijdelijk, of definitief, onmogelijk maken. Situaties van overmacht zijn onder meer de volgende noodsituaties zoals gedefinieerd in het toepasselijk Technisch Reglement.

De Partij die een situatie van overmacht en/of een noodsituatie inroept, zal zo snel mogelijk de andere Partij op de hoogte brengen per telefoon en/of e-mail en/of fax van de reden waarom zij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet kan uitvoeren en welke de redelijkerwijze voorzienbare termijn van de niet-uitvoering zal zijn.

De Partij die een situatie van overmacht en/of noodsituatie inroept, stelt niettemin alles in het werk om de gevolgen van de niet-uitvoering van haar verplichtingen t.a.v. de andere Partij, het Elia-Net en derden te beperken en haar verplichtingen opnieuw te vervullen.

Indien de periode van overmacht en/of noodsituatie een duur heeft van 30 opeenvolgende Dagen of meer (welke termijn op zich niet samenvalt met de termijn nodig om opnieuw aan de verplichtingen te voldoen), een Partij, als gevolg van de situatie van overmacht en/of noodsituatie, niet in staat is om de essentiële verplichtingen van dit Contract na te komen en er in verband hiermee geen perspectief meer is dat de verplichtingen nog wel kunnen worden nagekomen, mag deze Partij dit Contract vroegtijdig beëindigen met onmiddellijke ingang via een gemotiveerd aangetekend schrijven.

7.2 Maatregelen

7.2.1. Ingeval zich een noodsituatie of een meervoudige incidentsituatie, zoals gedefinieerd in de Technische Reglementen, voordoet of ingeval Elia meent dat een noodsituatie zich redelijkerwijze zou kunnen voordoen, kan Elia de nodige maatregelen, eventueel preventief, treffen die beschreven staan in de Technische Reglementen, waaronder het hanteren van de reddingscode en de heropbouwcode.

Voor zover de Netgebruiker een producent is, dient hij, in geval van een noodsituatie, zijn productie-eenheden ter beschikking te stellen van Elia. Deze situatie wordt aangekondigd via alarmsignalen die bij de Netgebruiker toekomen en beschreven staan in **Bijlage 1**. De productie-eenheden zullen maximaal gekoppeld blijven met het Elia-Net, voor zover de frequentie en de spanning zich bevinden binnen de reglementaire en desgevallend overeengekomen limieten. Deze limieten worden opgenomen in de stabiliteitsstudie (opgenomen in **Bijlage 8**), aangeleverd door de Netgebruiker, en goedgekeurd door Elia. De limieten zijn minstens deze zoals vermeld in artikel 62 van het Technische Reglement Transmissie of van de overeenstemmende bepaling van een ander toepasselijk Technisch Reglement.

De reddingscode bepaalt de operationele procedures in het kader van een noodsituatie en omvat ook het afschakelplan, dat onder meer de procedures en prioriteiten inzake het afschakelen van de Netgebruikers bepaalt.

De heropbouwcode bevat de operationele procedures voor de heropbouw van het elektrisch systeem.

De reddingscode en de heropbouwcode worden opgesteld door Elia volgens de wettelijke en reglementaire bepalingen en worden ter kennisgeving aan de Netgebruiker opgenomen in **Bijlage 10**. Zij kunnen van tijd tot tijd door Elia worden gewijzigd volgens de wettelijke en reglementaire bepalingen. Dergelijke wijzigingen zullen slechts uitwerking hebben op het moment van de kennisgeving door Elia aan de Netgebruiker. De kennisgeving gebeurt via e-mail gericht aan de contactpersoon vermeld in **Bijlage 7**. Indien daarentegen dergelijke wijzigingen een aanpassing inhouden van de algemene en specifieke maatregelen die de Netgebruiker dient te nemen ingeval van een noodsituatie in het kader van de reddingscode en heropbouwcode gebeurt de kennisgeving dan ook via een aangetekend schrijven gericht aan de Netgebruiker.

De Netgebruiker verbindt zich ertoe zo spoedig mogelijk alle maatregelen overeenkomstig de voorafgaande bepalingen na te leven die hem door Elia per telefoon en/of e-mail en/of fax en/of brief worden meegedeeld teneinde noodsituaties te voorkomen en/of te verhelpen.

De Netgebruiker staat in voor de vorming van zijn personeel conform de procedures van de heropbouwcode zodat de voorziene acties uitgevoerd kunnen worden door de betrokken personen binnen de vastgestelde termijnen en op een efficiënte manier.

7.2.2. In toepassing van de heropbouwcode bevat de **Bijlage 7** de contactgegevens voor de Aansluiting van de Afnames en van de Productie-eenheden.

Artikel 8: Opschortende voorwaarde met betrekking tot de conformiteit van een nieuwe of gewijzigde Aansluiting

De indienststelling van een nieuwe of gewijzigde Aansluiting is onderworpen aan de vervulling van de opschortende voorwaarde van conformiteit van de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, zoals nader bepaald in artikel 17 van dit Contract. Deze opschortende voorwaarde vormt geen obstakel voor de voorafgaande uitvoering van alle tests inzake oplevering, conformiteit of andere tests die noodzakelijk zijn voor en met het oog op de indienststelling van de nieuwe Aansluiting of van een gewijzigde Aansluiting.

Artikel 9: Schorsing en/of beëindiging van het Contract

9.1 Schorsing in geval van niet-conforme of schadeverwekkende Installaties

9.1.1 Elke Partij kan de andere Partij, met betrekking tot de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net en waarvan deze andere Partij Eigenaar is of waarvoor deze andere Partij, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 12.2.4.2, belast is met het geheel van de taken vermeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), in gebreke stellen om de nodige aanpassingen of vernieuwingen uit te voeren om deze Installaties conform te maken, indien blijkt dat

- de Installaties niet conform zijn overeenkomstig artikel 17 van dit Contract, en/of;
- indien de Installaties van die aard zijn dat ze schade kunnen berokkenen aan:
 - de veiligheid, betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het Elia-Net zoals bepaald in de Technische Reglementen en in dit Contract en/of;
 - de veiligheid betreffende personen en goederen, zoals bepaald in de Technische Reglementen, in het AREI en het ARAB en in dit Contract en/of
 - de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van de Aansluiting van de Netgebruiker zoals bepaald in de Technische Reglementen en in dit Contract en/of
 - de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van de aansluiting van een andere netgebruiker zoals bepaald in de Technische Reglementen,

Deze ingebrekestelling moet worden gemotiveerd en via een eerste aangetekend schrijven worden verstuurd. Daaropvolgend zullen Partijen overleggen over de nodige aanpassingen of vernieuwingen die moeten worden uitgevoerd, hiervoor een realistische termijn overeenkomen, en deze te goeder trouw en volgens de regels van goed vakmanschap conform de overeengekomen termijn uitvoeren.

Deze ingebrekestelling kan de gemotiveerde beslissing bevatten dat in geval van niet-uitvoering binnen de aldus overeen te komen termijn,

- alnaargelang de ingebrekestelling uitgaat van Elia: Elia de Aansluiting geheel of gedeeltelijk buiten dienst kan stellen en dit Contract zo nodig geheel of gedeeltelijk kan schorsen, met ingang van 5 Werkdagen na de kennisgeving, met een tweede aangetekend schrijven, aan de Netgebruiker van zijn in gebreke blijven, voor zover dit in gebreke blijven niet is beëindigd op de 4^{de} Werkdag na deze kennisgeving..
- alnaargelang de ingebrekestelling uitgaat van de Netgebruiker: de Netgebruiker dit Contract geheel of gedeeltelijk wil schorsen met de eventuele vraag dat Elia de Aansluiting geheel of gedeeltelijk buiten dienst zal stellen, met ingang van 5 Werkdagen na de kennisgeving, met een tweede aangetekend schrijven, aan de Netgebruiker van zijn in gebreke blijven, voor zover dit in gebreke blijven niet is beëindigd op de 4^{de} Werkdag na deze kennisgeving.

Deze gemotiveerde beslissing zal melden dat zij het voorwerp kan uitmaken van een verhaal overeenkomstig artikel 6 van dit Contract. Het instellen van het verhaal heeft echter geen schorsende werking.

9.1.2 Onverminderd artikel 7 en artikel 9.1.1 van dit Contract en rekening houdend met de automatische werking van de beveiligingen, kan Elia beslissen, al dan niet op verzoek van de Netgebruiker, de Aansluiting geheel of gedeeltelijk buiten dienst te stellen en dit Contract zo nodig geheel of gedeeltelijk te schorsen indien de Installaties een acuut en dreigend gevaar inhouden voor:

- de veiligheid, betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het Elia-Net zoals bepaald in de Technische Reglementen en in dit Contract en/of
- de veiligheid betreffende personen en goederen, zoals bepaald in de Technische Reglementen, in het AREI en het ARAB en in dit Contract en/of
- de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van de Aansluiting van de Netgebruiker zoals bepaald in de Technische Reglementen en in dit Contract en/of
- de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van de aansluiting van een andere netgebruiker zoals bepaald in de Technische Reglementen.

In de mate van het mogelijke zal Elia daartoe voorafgaandelijk een ingebrekestelling sturen. In voorkomend geval zal Elia de Netgebruiker zo spoedig mogelijk van haar gemotiveerde beslissing in kennis stellen, zullen Partijen overleggen over de nodige aanpassingen die dienen te worden uitgevoerd, hiervoor een realistische termijn overeenkomen en deze te goeder trouw en volgens de regels van goed vakmanschap conform de overeengekomen termijn uitvoeren. De gemotiveerde beslissing zal melden dat zij het voorwerp kan uitmaken van een verhaal overeenkomstig artikel 6 van dit Contract. Het instellen van het verhaal heeft echter geen schorsende werking.

9.1.3 Een gehele buitendienststelling van de Aansluiting onder voormelde omstandigheden heeft een schorsing van dit Contract in zijn geheel tot gevolg.

Na het uitvoeren van de nodige aanpassingen, al dan niet gepaard gaande met een buitendienststelling van de Aansluiting, dienen testen te worden uitgevoerd, op kosten van de Partij ten laste van wie de niet-conformiteit werd vastgesteld, overeenkomstig artikel 17.4 van dit Contract.

Een eventuele gehele of gedeeltelijke buitendienststelling van de Aansluiting en schorsing van dit Contract zal worden opgeheven indien uit de testen bedoeld in artikel 17 van dit Contract opnieuw de conformiteit van de, in voorkomend geval aangepaste, Installaties blijkt, dan wel blijkt dat zij niet meer van aard zijn schade te berokkenen aan:

- de veiligheid, betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het Elia-Net zoals bepaald in de Technische Reglementen en in dit Contract en/of;
- de veiligheid betreffende personen en goederen, zoals bepaald in de Technische Reglementen, in het AREI en het ARAB en in dit Contract en/of

- de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van de Aansluiting van de Netgebruiker zoals bepaald in de Technische Reglementen en in dit Contract en/of
- de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van de aansluiting van een andere netgebruiker zoals bepaald in de Technische Reglementen,

9.2 Beëindiging door beide Partijen van dit Contract

Onverminderd de overige gevallen van schorsing en/of beëindiging overeenkomstig de toepasselijke wetten en reglementen en/of dit Contract, kan elke Partij dit Contract ten laste van de andere Partij beëindigen mits voorafgaande rechterlijke machtiging indien:

- de andere Partij in gebreke blijft één van haar verbintenissen na te leven;
- een belangrijke en nadelige wijziging plaatsvindt in het juridisch statuut, de juridische structuur, de activiteiten, het bestuur of de financiële toestand van de andere Partij, die redelijkerwijze tot de conclusie voert dat de bepalingen en voorwaarden van dit Contract door deze Partij niet zullen kunnen worden nageleefd.

De beëindiging van dit Contract door Elia overeenkomstig deze bepaling doet geen afbreuk aan het recht voor de Netgebruiker om een nieuw Aansluitingscontract af te sluiten met Elia wanneer hij opnieuw in staat is de bepalingen en voorwaarden van het Aansluitingscontract na te leven.

9.3 Opzegging door de Netgebruiker

Onverminderd de overige gevallen van beëindiging overeenkomstig de geldende wetten of reglementen en/of dit Contract, kan de Netgebruiker dit Contract met een opzeggingstermijn van 3 maanden beëindigen door het louter versturen van een aangetekend schrijven gericht aan Elia voor zover er ten laatste op het einde van deze opzeggingstermijn van drie maanden door de Netgebruiker geen gebruik meer gemaakt wordt van de Aansluiting en deze uit dienst kan genomen worden of buiten dienst werd gesteld overeenkomstig dit Contract.

9.4 Gevolgen van de schorsing en/of beëindiging van dit Contract

In geval van schorsing en/of vervroegde beëindiging van dit Contract zoals bepaald in de artikelen 9.1 en 9.2 of opzegging van dit Contract overeenkomstig artikel 9.3, en om welke reden ook, zullen Partijen gehouden blijven tot voldoening van alle betalingsverplichtingen ontstaan tijdens de duur of naar aanleiding van de schorsing of beëindiging van dit Contract, tenzij een instantie bedoeld in artikel 6 heeft aangenomen dat de andere Partij in gebreke blijft één van haar verplichtingen na te leven.

Niettegenstaande artikel 22 vallen de kosten betreffende de noodzakelijke ingrepen voor buitendienststelling volledig ten laste van de Partij bij wie de niet-conformiteit werd vastgesteld.

Indien de schorsing en/of beëindiging van dit Contract te wijten is aan een tekortkoming van de Netgebruiker, zijn deze betalingsverplichtingen onmiddellijk opeisbaar, niettegenstaande enige andersluidende bepaling. In alle andere gevallen van schorsing of beëindiging zullen de

Partijen gehouden zijn tot de voormelde betalingsverplichting volgens de toepasselijke termijnen. De Partij zal zich in voorkomend geval niet kunnen beroepen op de schorsing en/of beëindiging om zijn eigen verbintenissen op te schorten en/of te beëindigen.

9.5 Beëindiging van de opdracht tijdens de werken

Voor zover de Netgebruiker beslist de installatiewerken van een nieuwe Aansluiting of de werken tot wijziging van een bestaande Aansluiting te beëindigen, is de Netgebruiker aan Elia een verbrekingsvergoeding verschuldigd, ter vergoeding van alle kosten die Elia overeenkomstig **Bijlage 8** werkelijk heeft opgelopen, door het niet kunnen uitvoeren van deze werken, zoals maar niet beperkt tot meerkosten verbonden aan nutteloos geworden aankopen en verbrekingsvergoedingen vanwege leveranciers en aannemers, en die zij aantoonbaar aan de hand van boekhoudkundige en andere documenten. Voor zover achteraf blijkt dat bepaalde van de reeds uitgevoerde werken vooralsnog kunnen worden gebruikt voor andere doeleinden, vindt een verrekening plaats.

Artikel 10: Duur en inwerkingtreding van het Contract

Onverminderd de toepassing van artikel 8 van dit Contract, komen Partijen overeen dat dit Contract in werking treedt op [•] en is aangegaan voor onbepaalde duur, zonder afbreuk te doen aan de schorsing en/of beëindiging of opzegging overeenkomstig artikel 9 van dit Contract.

Artikel 11: Eigendoms- en gebruiksrechten

Partijen komen overeen dat de eigendoms- en/of gebruiksrechten op de Aansluitingsinstallatie(s) worden weergegeven in **Bijlage 1** van dit Contract, in voorkomend geval overeenkomstig de akten waarin deze rechten worden geregeld.

Artikel 12: Tot stand brengen, aanbrengen van een substantiële wijziging, ter beschikking stellen en beheer van de Aansluitingsinstallatie(s)

12.1 Het tot stand brengen, het aanbrengen van een substantiële wijziging en het ter beschikking stellen van de Aansluitingsinstallatie(s)

Elke Partij staat in voor:

- het tot stand brengen van de Aansluitingsinstallatie(s) waarvan zij Eigenaar is
- het aanbrengen van de substantiële wijzigingen aan de Aansluitingsinstallatie(s) waarvan zij Eigenaar is (met inbegrip van de aanpassingen van de functionaliteiten, de verplaatsingen en technische aanpassingen op vraag van bevoegde overheden of derden overeenkomstig de reglementaire voorwaarden terzake of om veiligheidsredenen en de ontmanteling)

met dien verstande dat de uitvoering ervan gebeurt volgens de modaliteiten en de termijnen gevoegd in **Bijlage 8** van dit Contract, in voorkomend geval, overeenkomstig de vergoedingen bepaald in artikel 13. Om de compatibiliteit tussen hun respectieve Installaties te verzekeren, werken Partijen samen en coördineren ze hun werkzaamheden, zowel wat betreft hun ontwerp als hun uitvoering.

De Netgebruiker die Eigenaar is van op het Eerste Aansluitingsveld stemt ermee in om op zijn kosten substantiële wijzigingen aan te brengen aan dit Eerste Aansluitingsveld, die het gevolg zijn van een vraag van Elia in het kader van de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van het Elia-Net.

In het geval de Partijen overeenkomen dat het tot stand brengen of het aanbrengen van de substantiële wijzigingen wordt uitgevoerd, geheel of gedeeltelijk, door Elia, wordt de Aansluiting, geheel of gedeeltelijk, ter beschikking gesteld van de Netgebruiker.

12.2 Beheer van de Aansluitingsinstallatie(s)

12.2.1 «Light»-beheer van de Aansluitingsinstallatie(s)

In elk geval, doch onverminderd haar andere bevoegdheden en taken uit hoofde van de Technische Reglementen of dit Contract, staat Elia in voor het beheer van de Aansluiting, inzoverre het gaat om:

- het toezicht op de Aansluiting, met inbegrip van het ter beschikking stellen van wachtdiensten;
- de exploitatie van de Aansluiting, met inbegrip van:
 - het activeren en desactiveren van de Aansluiting door middel van de bediening van het Aansluitingsveld;
 - het beheer van exploitatieprocedures;
 - de melding bij alarm of schade;
 - de vrijgave en de indienstname na werken, met dien verstande dat de bediening van de vermogenschakelaar bedoeld voor de synchronisatie van de Injectie door de Netgebruiker gebeurt, overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd in dit Contract..

Met betrekking tot de wachtdienst, wendt Elia alle redelijke technische en economische middelen aan om de eerste vaststellingen en controles uit te voeren binnen de twee uur vanaf de melding van een elektrisch incident.

12.2.2 «Full-size»-beheer van de Aansluitingsinstallatie(s)

Het «full-size»-beheer omvat de volgende taken van instandhouding:

- het administratief beheer van de Aansluitingsinstallatie(s), met inbegrip van het beheer van de liggingplannen en andere plannen, schema's en wettelijke documenten;
- het normale periodieke onderhoud van de Aansluitingsinstallatie(s), met inbegrip van de bepaling van de onderhoudspoliteiken en het administratief beheer van het onderhoudsproces;
- het curatieve onderhoud van de Aansluitingsinstallatie(s) in geval van defect door middel van herstellingen en vervangingen, in de mate dat deze ingrepen een noodzakelijke voorwaarde vormen voor het behouden van de bestaande functionaliteiten en specificaties van deze Aansluitingsinstallaties, met dien verstande dat de functionaliteiten of specificaties van de Aansluitingsinstallatie(s) niet gewijzigd worden;

De interventies bedoeld in de laatste twee opsommingstekens worden uitgevoerd binnen de termijnen die de Partijen onderling overeenkomen, onverminderd andere verbintenissen ten overstaan van de overheden en/of derden.

De algemene regels die op het vlak van periodiek onderhoud moeten worden nageleefd, zijn opgenomen in de **Bijlage 3**. Ook al zijn ze onderworpen aan de continue evolutie van de onderhoudsregels, beschrijven deze regels het type onderhoud en hun frequentie volgens het te onderhouden materieel.

12.2.3 Aanwijzing van de Partij belast met de taken beschreven in Artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer)

Voor het eerste Aansluitingsveld of de andere Aansluitingsinstallaties waarvan Elia Eigenaar is, is Elia belast met de taken van «full-size»-beheer die in Artikel 12.2.2 worden beschreven.

Voor het eerste Aansluitingsveld waarvan Elia geen Eigenaar is en rekening houdend met de nabijheid van het Elia-net, heeft Elia na overleg met de Netgebruiker de keuze tussen de artikelen 12.2.4.1 en 12.2.4.2.

Voor de overige Aansluitingsinstallaties waarvan Elia geen Eigenaar is, heeft de Netgebruiker de keuze tussen de artikelen 12.2.4.1 en 12.2.4.2.

12.2.4. Keuze te bepalen in Bijlage 3:

12.2.4.1. Ofwel staat de Netgebruiker, onverminderd artikel 12.2.1, in voor de uitoefening van de beheersprestaties beschreven onder 12.2.2 ("Full-size"-beheer), conform de voorwaarden die daar worden beschreven. Bij de uitoefening van deze beheersprestaties, respecteert de Netgebruiker de minimaal na te leven voorschriften zoals overeengekomen door de Partijen en zoals opgenomen in **Bijlage 2** en **Bijlage 3**.

12.2.4.2. Ofwel staat Elia in voor de uitvoering van de beheersprestaties beschreven onder artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), conform de voorwaarden die daar worden beschreven en overeenkomstig de voorschriften overeengekomen door de Partijen en opgenomen in Bijlage 2 en Bijlage 3. Elia kan hiertoe echter niet verplicht worden, onder andere indien de Installaties niet of niet meer beantwoorden aan de standaarden die Elia toepast en die worden opgenomen in het akkoord over de technische oplossingen bedoeld in artikel 105 van het Technisch Reglement Transmissie of in de overeenstemmende bepaling van een ander toepasselijk Technisch Reglement en opgenomen in Bijlage 8.

Artikel 13: Vergoedingen

13.1 Algemeen

De Netgebruiker is vergoedingen verschuldigd aan Elia, volgens het Tarief voor de Aansluiting en zoals hierna nader bepaald, voor het tot stand brengen, het aanbrengen van een substantiële wijziging, het ter beschikking stellen en het beheer door Elia van de Aansluitingsinstallatie(s), zoals beschreven in artikel 12.

Bijlage 6 vermeldt de Aansluitingsinstallatie(s) in functie waarvan het Tarief voor de Aansluiting wordt bepaald rekening houdend met onder meer het spanningsniveau en type uitrusting, hun datum van indienststelling en met eventuele financiële tussenkomsten die de Netgebruiker heeft gedaan.

De vergoedingen zijn netto-bedragen te verhogen met de B.T.W. Tenzij anders bepaald in de wettelijke of reglementaire bepalingen, zijn nieuwe belastingen, toeslagen of heffingen, van welke aard ook of verhogingen van bestaande belastingen, heffingen of toeslagen opgelegd door een bevoegde overheid, die verband houden met de Aansluiting op het Elia-Net ten laste van de Netgebruiker, net zoals verminderingen van deze belastingen, heffingen of toeslagen in het voordeel zijn van de Netgebruiker.

13.2 Vergoedingen voor het tot stand brengen, het aanbrengen van een substantiële wijziging en het ter beschikking stellen van de Aansluitingsinstallatie(s)

13.2.1 Voor het eerste Aansluitingsveld

Voor het tot stand brengen, het aanbrengen van een substantiële wijziging en het ter beschikking stellen van het eerste Aansluitingsveld waarvan Elia Eigenaar is, is de Netgebruiker een periodieke vergoeding verschuldigd aan Elia overeenkomstig het Tarief voor de Aansluiting.

Voor het bestaande eerste Aansluitingsveld waarvan Elia Eigenaar is, wordt rekening gehouden met de financiële tussenkomsten die de Netgebruiker heeft gedaan, in voorkomend geval, voor het betrokken Aansluitingsveld of een deel daarvan overeenkomstig de modaliteiten beschreven in het Tarief voor de Aansluiting. Eenmaal wordt overgegaan tot het aanbrengen van een substantiële wijziging, en in ieder geval uiterlijk 33 jaar na de datum van indienststelling van het Aansluitingsveld waarop de financiële tussenkomst van de Netgebruiker betrekking heeft, worden deze tussenkomsten niet meer in rekening gebracht.

13.2.2 Voor de overige Aansluitingsinstallaties

In geval van het ter beschikking stellen door Elia van de overige Aansluitingsinstallatie(s) waarvan Elia Eigenaar is, is de Netgebruiker Elia een vergoeding verschuldigd als volgt:

- voor wat betreft het totstandbrengen van de overige nieuwe Aansluitingsinstallaties overeenkomstig het Tarief voor de Aansluiting een vergoeding die volgens bestek wordt bepaald en die, in geval van termijnfinanciering, gepaard gaat met een financiële waarborg zoals bepaald in artikel 14 van het Contract;
- voor wat betreft het aanbrengen van een substantiële wijziging aan de bestaande overige Aansluitingsinstallaties: overeenkomstig het Tarief voor de Aansluiting een vergoeding die volgens bestek wordt bepaald en die, in geval van termijnfinanciering, gepaard gaat met een financiële waarborg zoals bepaald in artikel 14 van het Contract;
- voor wat betreft het ter beschikking stellen van bestaande overige Aansluitingsinstallatie: een periodieke vergoeding overeenkomstig het Tarief voor de Aansluiting, berekend in functie van de datum van indienststelling van de overige Aansluitingsinstallaties waarop de periodieke vergoeding betrekking heeft en in voorkomend geval rekening houdend met de financiële tussenkomsten van de Netgebruiker.

13.3 Vergoeding voor beheer van de Aansluitingsinstallatie(s)

Al naargelang wat Partijen zijn overeengekomen overeenkomstig artikel 12.2.3 en 12.2.4, is de Netgebruiker volgende vergoedingen verschuldigd aan Elia:

13.3.1 Voor de taken van beheer van de Aansluitingsinstallatie(s) beschreven in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer). en uit te voeren door Elia: een periodieke vergoeding voor beheer, overeenkomstig het Tarief voor de Aansluiting.

Deze periodieke vergoeding omvat, voor het Eerste Aansluitingsveld waarvan Elia Eigenaar is, het curatieve onderhoud zoals bedoeld in het derde opsommingteken van artikel 12.2.2.

Deze periodieke vergoeding omvat, voor het Eerste Aansluitingsveld waarvan Elia geen Eigenaar is en voor de overige hoogspanningsinstallaties die deel uitmaken van de Aansluitingsinstallaties zoals omschreven in **Bijlage 1** en waarvan Elia al dan niet Eigenaar is, voor een periode van 20 jaar vanaf de datum van indienststelling van deze installatie(s), het curatieve onderhoud zoals bedoeld in het derde opsommingteken van artikel 12.2.2. Deze periodieke vergoeding omvat, voor de laag-, hulp- en stuurspanningsinstallaties die deel uitmaken van het Eerste Aansluitingsveld waarvan Elia geen Eigenaar is of van de overige Aansluitingsinstallaties zoals omschreven in Bijlage 1 en waarvan Elia al dan niet Eigenaar is, voor een periode van 10 jaar vanaf de indienststelling van deze installatie(s), het curatieve onderhoud zoals bedoeld in het derde opsommingteken van artikel 12.2.2. Na het verstrijken van deze periodes, wordt met betrekking tot de in het derde opsommingteken in artikel 12.2.2 bedoelde taken van instandhouding, bovenop de periodieke vergoeding, een bijkomende vergoeding volgens bestek toegepast.

13.3.2. In het geval dat de Netgebruiker, overeenkomstig artikel 12.2.4.1 instaat voor de uitoefening van de onder 12.2.2 ("Full-size"-beheer). beschreven beheersprestaties, een periodieke vergoeding voor de beheersprestaties beschreven in artikel 12.2.1, overeenkomstig het Tarief voor de Aansluiting.

Artikel 14: Financiële Waarborgen

Ingeval Partijen zijn overeengekomen dat een nieuwe Aansluiting of een substantiële wijziging aan een bestaande Aansluiting wordt verwezenlijkt door Elia en dat dit gepaard gaat met een door Elia toegekende termijfinanciering, levert de Netgebruiker een bankgarantie ten gunste van Elia tot zekerheid van de verbintenissen van de Netgebruiker voortvloeiende uit deze termijfinanciering.

De Netgebruiker erkent dat, in voorkomend geval, deze bankgarantie, ook een essentiële voorwaarde van dit Contract is voor Elia.

Deze bankgarantie is een zekerheid voor de tijdige en volledige betaling van de verplichtingen van de Netgebruiker die door deze bankgarantie worden gedekt.

Deze bankgarantie dient de vorm aan te nemen van een bankgarantie op eerste verzoek, uitgegeven door een financiële instelling met een officiële rating van minstens "BBB"

toegekend door het credit rating bureau Standard & Poors ("S&P") of Baa2 bij het bureau Moody's Investor Services ("Moody's").

Het bedrag van deze bankgarantie is gelijk aan de helft van het door Elia gefinancierde saldo en de duur van de waarborg is gelijk aan de duur van de afbetalingsperiode plus 3 maanden.

Zodra het bedrag van het nog te betalen kapitaal onder de waarde van deze bankgarantie is gedaald, kan door de Netgebruiker jaarlijks een vermindering van deze bankgarantie bij Elia aangevraagd worden. Indien de Netgebruiker hierom verzoekt, verbindt Elia zich ertoe te aanvaarden dat het bedrag van deze bankgarantie wordt verminderd tot een bedrag gelijk aan de helft van het bedrag van de uitstaande verbintenissen van de Netgebruiker voortvloeiende uit de betrokken termijnfinanciering. Het standaardformulier van deze bankgarantie op eerste verzoek is gevoegd in **Bijlage 8**.

Bij de opzegging en/of beëindiging van dit Contract om welke reden dan ook, zal Elia deze bankgarantie aan de Netgebruiker terugbezorgen zodra de Netgebruiker aan al zijn verbintenissen verbonden aan deze bankgarantie heeft voldaan.

Artikel 15: Omschrijving van de Aansluiting, de Installaties van de Netgebruiker die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, en de meetinstallaties

15.1 Algemeen

De Aansluiting is gelegen tussen enerzijds het Aansluitingspunt en anderzijds het Punt van Interface voor zover voorgeschreven door de toepasselijke Technische Reglementen. De technische en functionele kenmerken van de Aansluitingsinstallaties worden door Elia gespecificeerd in **Bijlage 1**.

In aanvulling op, en onverminderd de bepalingen van de Technische Reglementen, komen Partijen overeen dat het Aansluitingspunt zich bevindt op één van de volgende plaatsen:

- Indien het eerste Aansluitingsveld zich bevindt in een onderstation van het Elia-Net: aan de aansluitklemmen van dit eerste Aansluitingsveld met de railstellen van dit onderstation;
- Indien het eerste Aansluitingsveld zich bevindt in aftakking op een lijn of kabel van het Elia-Net: in het aftakpunt van respectievelijk de kabel of de lijn.

In aanvulling op, en onverminderd de bepalingen van de Technische Reglementen, komen Partijen overeen dat het Punt van Interface:

- voor de hoogspanningsinstallaties:
 - (i) indien het eerste Aansluitingsveld zich bevindt in een onderstation van het Elia-net: op het kabeleinde of de eindportiek van respectievelijk de kabel of de lijn die binnenkomt op de site van de Netgebruiker;

- (ii) indien het eerste Aansluitingsveld zich in aftakking op een lijn of een kabel van het Elia-net bevindt: na het eerste veld op het kabeleinde dat binnenkomt op de site van de Netgebruiker; en
- voor de laag-, hulp, en stuurspanningsinstallaties: op de site van de Netgebruiker na de overdrachtssystemen en differentieelbeveiligingen die functioneel deel uitmaken van de hoogspanningsinstallaties van het eerste Aansluitingsveld.

Onverminderd de bepalingen van de Technische Reglementen, kunnen Partijen van de voornoemde aanvullende bepalingen met betrekking tot de ligging van het Aansluitingspunt en het Punt van Interface uitdrukkelijk afwijken om een van de volgende redenen:

- redenen van veiligheid, betrouwbaarheid of efficiëntie van het Elia-Net;
- de voorziene toekomstige uitbouw van het Elia-Net; of
- de complexiteit van de Aansluiting, zoals onder meer in het geval van posten in het Elia-Net, waarop meerdere Netgebruikers op het Elia-Net aangesloten zijn.

De ligging van het Aansluitingspunt en het Punt van Interface zoals hierboven bepaald worden aangeduid in **Bijlage 1** op de daartoe bestemde eendradige schema's.

15.2 Identificatie

De omschrijving evenals de technische gegevens van de Aansluiting en voor zover nodig de Installaties van de Netgebruiker die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, en de meetinstallaties worden opgenomen in **Bijlage 1**. Deze Bijlage bevat minstens de hiernavolgende kenmerken:

- de geografische ligging;
- de nominale spanning van (het)(de) Aansluitingspunt(en);
- het Aansluitingsvermogen dat ter beschikking wordt gesteld op de Aansluiting en waarvoor een recht van toegang kan worden bekomen in het daartoe bestemde Toegangscontract;
- het ééndraadsschema (met daarbij (het)(de) Toegangspunt(en), (het)(de) EAN-nummer(s), (het)(de) meetpunt(en), (het)(de) Aansluitingspunt(en), (het)(de) Aansluitingsveld(en) in de Elia-post(en) en de hoogspanningsinstallaties in die post(en) van Elia voor zover deze niet toegewezen zijn aan een andere netgebruiker, en (het)(de) Punt(en) van Interface) met inbegrip van de wijzigingen hieraan van tijd tot tijd volgens de bepalingen en procedures vermeld in de van toepassing zijnde Technische Reglementen;
- de identificatie en de technische beschrijving van de Aansluiting en de meetinstallaties;
- de NACE-code van de Netgebruiker (in voorkomend geval, verschillend per Toegangspunt);
- de eigendoms-, gebruiks- en/of andere rechten, en de daarbij behorende documentatie op de Aansluiting en meetinstallaties.

15.3 Gehele of gedeeltelijke intrekking van het Aansluitingsvermogen

Wanneer een Aansluiting, die in dienst is gesteld, gedurende minstens 1 jaar gedeeltelijk of volledig niet meer gebruikt wordt, of, overeenkomstig de procedures van het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden, een Productie-eenheid door de Toegangsverantwoordelijke, mits akkoord van Elia, opgegeven wordt als niet beschikbaar gedurende minstens 1 jaar, kan het Aansluitingsvermogen, beschreven in **Bijlage 1**, geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken, tenzij de Netgebruiker motiveert dat de Aansluiting, overeenkomstig de toepasselijke Technische Reglementen, in dienst moet blijven voor de doeleinden en binnen de perken van de noodvoeding of als reserve in het kader van een lopend en overeenkomstig artikel 94 van het Technisch Reglement Transmissie ingediende aansluitingsaanvraag. Elia stelt de Netgebruiker in kennis van deze gehele of gedeeltelijke intrekking, conform artikel 24.2, na overleg te hebben gepleegd met de Netgebruiker. Het ingetrokken Aansluitingsvermogen kan aan een andere aansluitingsaanvrager worden toegekend, conform de procedure in het van toepassing zijnde Technisch Reglement voor het bekomen van capaciteit. Om het ingetrokken Aansluitingsvermogen geheel of gedeeltelijk terug te bekomen, moet de Netgebruiker, conform het toepasselijk Technisch Reglement, een nieuwe aansluitingsaanvraag indienen.

Artikel 16: Metingen en tellingen, power quality, beveiligingen en aansluiting van Productie-eenheden

16.1 Metingen en tellingen

De tellingen en metingen worden uitgevoerd op de wijze en de tijdsintervallen vermeld in **Bijlage 4**. Deze Bijlage vermeldt eveneens de technische criteria betreffende de meetuitrusting, de indienstname, het gebruik, de controle, de ijking en de vereiste precisie van de meetuitrusting, de transmissie en de terbeschikkingstelling van meetgegevens.

Onder voorbehoud van de vertrouwelijkheid, verstrekt Elia op vraag van de Netgebruiker de gevraagde telimpulsen aan de Netgebruiker. Elia kan echter niet aansprakelijk worden gesteld voor schade voortvloeiend uit of verband houdend met de eventuele onbeschikbaarheid van deze telimpulsen of het gebruik door de Netgebruiker van deze telimpulsen.

16.2 Power Quality en elektromagnetische compatibiliteit

Conform de bepalingen van de Technische Reglementen levert Elia aan de Netgebruiker een spanning op het Aansluitingspunt met een kwaliteit die tenminste voldoet aan de norm EN 50160. Aan deze spanning zijn de Partijen gehouden bij het bepalen van de immuniteitsgraad van, voor wat betreft Elia, de Aansluitingsinstallaties in haar beheer, en voor wat betreft de Netgebruiker de overige Installaties.

De Netgebruiker neemt de voor zijn Installaties nodige en economisch redelijke en technisch doeltreffende maatregelen om de gevolgen van de schade veroorzaakt door stoorverschijnselen in het algemeen zoals beschreven in de norm EN 50160 tot een minimum te beperken, met hierbij een bijzondere aandacht, zonder daartoe beperkt te zijn, voor spanningsdips, onderbrekingen en overspanningen. De Netgebruiker kan aan Elia bijkomende informatie vragen. Onder voorbehoud van de vertrouwelijkheid verstrekt Elia de redelijkerwijze beschikbare algemene informatie betreffende de kwaliteit van de voeding in het Aansluitingspunt. Elia kan echter niet aansprakelijk worden gesteld voor het gebruik van die informatie.

Het toegelaten niveau van storingen op het Elia-Net veroorzaakt door de Installaties is zoals bepaald in de toepasselijke Technische Reglementen en door de technische rapporten IEC 61000-3-6 en IEC 61000-3-7 en de Synergrid procedure C10/17 "Power Quality voorschriften voor netgebruikers aangesloten op hoogspanningsnetten".

Zonder afbreuk te doen aan dit artikel en in geval storende Installaties van de Netgebruiker, worden aangesloten op het Elia-Net, beschrijft **Bijlage 5** de planningsniveaus en emissielimieten, de toepasselijke specifieke normen en de monitoring van deze Installaties van de Netgebruiker. De **Bijlage 5** beschrijft ook de spanningsschommelingen.

Onverminderd haar contractuele relaties met de toegangshouder, overhandigt Elia bij elektrische incidenten op verzoek van de Netgebruiker een verslag over het incident.

16.3 Beveiligingen

De modaliteiten in verband met de beveiligingen, regelparameters en de technisch functionele minimumeisen maken deel uit van een specifiek dossier opgesteld door Elia in overleg met de Netgebruiker en gevoegd in **Bijlage 1**.

16.4 Bijkomende technische voorschriften voor de aansluiting van Productie-eenheden

In voorkomend geval, zal **Bijlage 1** aangevuld worden inzake de technische voorschriften met betrekking tot de aansluiting van Productie-eenheden zoals beschreven, naargelang het geval, in het toepasselijke Technische Reglement.

Artikel 17: Conformiteit van de Installaties

17.1 Algemeen

17.1.1 De Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net zoals bepaald in de Technische Reglementen en in dit Contract en waarvoor de Netgebruiker overeenkomstig artikel 12.2.4.1 instaat voor de taken bedoeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), moeten te allen tijde conform zijn met :

- de bepalingen van het AREI;
- de technische voorschriften van toepassing op de betreffende Installaties zoals bepaald in de Technische Reglementen;
- de technische specificaties zoals vermeld in de betrokken **Bijlagen**.

Voor deze Installaties bezorgt de Netgebruiker spontaan de werkelijke algemene technische gegevens betreffende de technische voorschriften zoals bepaald in het toepasbaar Technisch Reglement. De Netgebruiker is gehouden Elia onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke mogelijke verslechtering, anomalie en niet-conformiteit indien deze een impact kunnen hebben op de veiligheid betreffende personen en goederen, op de veiligheid, de betrouwbaarheid en de efficiëntie van het Elia-Net, de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van de Aansluiting van de Netgebruiker en/of op de Power Quality.

17.1.2 De Aansluitingsinstallaties waarvan Elia Eigenaar is of waarvoor Elia in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 12.2.4.2 instaat voor de taken bedoeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), moeten te allen tijde conform zijn met:

- de bepalingen van het AREI;
- de technische voorschriften van toepassing op de betreffende Installaties zoals bepaald in de Technische Reglementen
- de technische specificaties zoals bedoeld in de betrokken **Bijlagen**.

Voor deze Aansluitingsinstallaties bezorgt Elia spontaan de werkelijke algemene technische gegevens betreffende de technische voorschriften zoals bepaald in het toepasbaar Technisch Reglement. Elia is gehouden om voor deze Installaties de Netgebruiker onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke mogelijke verslechtering, anomalie en niet-conformiteit indien deze een impact kunnen hebben op de veiligheid betreffende personen en goederen en/of op de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van de Aansluiting van de Netgebruiker

en/of op de Power Quality, zoals gedefinieerd in de Technische Reglementen en in dit Contract.

17.1.3 De gelijkvormigheidsonderzoeken en controlebezoeken van de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net zoals bepaald door het AREI worden uitgevoerd door een onafhankelijk erkend organisme, dat jegens de Netgebruiker en Elia minstens gehouden is tot gelijkwaardige confidentialiteitsverplichtingen als bepaald in artikel 5 van het Contract, waarbij de resultaten ter kennis gesteld worden aan de Netgebruiker.

Op schriftelijk gemotiveerd verzoek kunnen Partijen van elkaar de beschikbare testrapporten opvragen die aantonen dat de betrokken Installaties conform zijn met de van toepassing zijnde technische voorschriften. Bij ontstentenis van deze testrapporten kan de ene Partij, hetzij zelf, hetzij door een onafhankelijk erkend organisme en in voorkomend geval in aanwezigheid van de andere Partij, testen laten uitvoeren op de betrokken Installaties om de conformiteit met de van toepassing zijnde voorschriften vast te stellen. De modaliteiten en de data van de testen worden vastgelegd in onderling overleg tussen de Partijen en, in voorkomend geval, het onafhankelijk erkend organisme. In geval van niet-conformiteit van de betrokken Installaties, dienen deze Installaties te worden aangepast en dient een nieuwe datum te worden vastgelegd voor het testen van hun conformiteit.

Elke Partij is er toe gehouden, binnen de 30 Dagen na ontvangst van het bovenvermeld verzoek, de gevraagde informatie over te maken aan de andere Partij.

17.2 Behoud van verplichtingen van de Netgebruiker en Elia niettegenstaande kennisgeving van conformiteit

Niettegenstaande de vaststelling van conformiteit zoals bedoeld in artikel 17.1 van dit Contract, blijven de Netgebruiker en Elia gehouden hun respectievelijke verplichtingen opgelegd door en/of krachtens de toepasselijke Technische Reglementen en de contracten gesloten krachtens deze Technische Reglementen op het vlak van de conformiteit van de Installaties, na te leven.

17.3 Storende Installaties

De testen van conformiteit zoals bepaald in artikel 17.1 van dit Contract bevatten ook de proeven of, in voorkomend geval, berekeningen of simulaties, die uitgevoerd dienen te worden op de storende Installaties of Installaties waar er aanwijzingen van storingen zijn teneinde het overeenkomstig artikel 16.2 van dit Contract toegelaten niveau van de storingen te verifiëren.

17.4 Bijkomende testen

17.4.1 Overeenkomstig de toepasselijke bepalingen van de Technische Reglementen, dient Elia, of een door Elia aangeduid onafhankelijk erkend organisme, op vraag van de Netgebruiker, op vraag van een derde of op eigen initiatief, in het kader van haar wettelijke taken tijdens de duur van dit Contract testen uit te voeren op de Installaties die een invloed

kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net. Voor het uitvoeren van deze testen heeft Elia toegang tot de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, onder de voorwaarden zoals bepaald in dit Contract.

De modaliteiten en de data van de testen worden op voorhand vastgelegd in overleg tussen de Netgebruiker en Elia en, in voorkomend geval, een derde.

Indien uit de uitgevoerde testen blijkt dat de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, niet conform zijn, kan Elia overgaan tot het nemen van de maatregelen zoals bepaald in artikel 9 van dit Contract.

17.4.2 Indien de Netgebruiker zelf testen wenst te laten uitvoeren op de Installaties die mogelijkwijze een invloed kunnen uitoefenen op de Aansluitingsinstallaties waarvan Elia Eigenaar is of waarvoor Elia in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 12.2.4.2 belast is met het geheel van de taken vermeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), dient hij daartoe de voorafgaande schriftelijke goedkeuring te bekomen van Elia overeenkomstig de toepasselijke bepalingen van de Technische Reglementen.

Indien de Netgebruiker zelf testen wenst te laten uitvoeren op de Installaties die mogelijkwijze een invloed kunnen uitoefenen op de veiligheid betreffende personen en goederen en/of op de veiligheid en/of de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van de Aansluitingsinstallaties en/of op de Power Quality, zoals bepaald in de Technische Reglementen en in dit Contract, kan hij met Elia overeenkomen welke testen zullen worden uitgevoerd in overeenstemming met de toepasselijke bepalingen van de Technische Reglementen.

17.4.3 De kosten voor de testen worden als volgt gedragen:

- De kosten worden volledig verhaald op diegene, met name, Elia, de Netgebruiker of de derde, aan wiens toedoen of stilzitten de testen het gebrek toeschrijven.
- Indien de testen geen gebrek uitwijzen, zullen de kosten van deze testen volledig door de aanvrager van deze testen gedragen worden.

Met het oog op de toepassing van dit artikel aanvaardt de Netgebruiker dat hijzelf als een derde kan worden beschouwd ten opzichte van andere netgebruikers, indien de Installaties die een invloed kunnen uitoefenen op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-net en waarvoor de Netgebruiker, overeenkomstig artikel 12.2.4.1 instaat voor de taken bedoeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), gebrekig zijn.

Artikel 18: Bescherming van en toegang tot de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net

18.1 Bescherming van de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, op een terrein in eigendom en/of gebruik van de Netgebruiker

Onverminderd de wettelijke verplichtingen van Elia, neemt de Netgebruiker alle maatregelen die redelijkerwijs van hem verwacht kunnen worden om schade aan het op een terrein in zijn eigendom en/of gebruik aanwezige gedeelte van de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, de efficiëntie en/of de betrouwbaarheid van het Elia-Net te voorkomen, en om schade aan het Elia-Net of aan de Installaties van andere netgebruikers, te voorkomen.

De Partij aan dewelke een derde een gebruiksrecht heeft toegekend op of die eigenaar is van een terrein waarop zich Installaties bevinden die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, is ertoe gehouden de nodige en gepaste maatregelen te nemen teneinde deze Installaties, te beschermen tegen de toegang door onbevoegde derden.

18.2 Algemene regels inzake toegang

Onverminderd de bepalingen van de Wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van werknemers bij de uitvoering van hun werk, zoals van tijd tot tijd gewijzigd, zijn volgende regels van toepassing.

In het kader en binnen de perken van het beheer en het onderhoud van de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, de uitvoering van hun verplichtingen krachtens de toepasselijke wetten en reglementen, met inbegrip van artikel 15 van het Technisch Reglement Transmissie of de overeenstemmende bepaling in een ander toepasselijk Technisch Reglement, en in het kader van de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, moeten de Installaties van de ene Partij, die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, te allen tijde toegankelijk zijn voor de andere Partij.

De toegang tot de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, zal onmiddellijk worden verschaft aan de ene Partij, op diens eenvoudig mondeling verzoek aan de andere Partij.

In voorkomend geval waarborgt de Netgebruiker dat Elia op elk ogenblik toegang kan worden verleend tot de meetuitrustingen bepaald in dit Contract die zich op een terrein in eigendom en/of gebruik van de Netgebruiker bevinden.

De Partijen verklaren dat zij elkaar in kennis stellen van hun voorschriften betreffende de veiligheid van personen en goederen, die de Partij, aan wie toegang wordt verleend, moet naleven. De Partijen aanvaarden uitdrukkelijk dat, indien deze voorschriften onvolledig of inadequaet zouden zijn, elke Partij, voor het overige, haar eigen voorschriften zal toepassen.

In geval beide Partijen, in het kader van de uitvoering van werkzaamheden aan de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, toegang hebben tot of kunnen verlenen aan de ruimte waar zich de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, bevinden zodat deze ruimte te beschouwen is als een inrichting van zowel Elia, als van de Netgebruiker in de zin van voornoemde Wet van 4 augustus 1996, verbinden Partijen zich ertoe een overeenkomst, zoals bedoeld in artikel 9, §2 van voornoemde Wet van 4 augustus 1996 af te sluiten.

De Partijen stellen aan elkaar de nodige verlichting, verwarming, stopcontacten, water, waterafvoer, elektriciteit en andere nodige voorzieningen ter beschikking zonder daarvoor een bijkomende vergoeding te vragen en voor zover deze aanwezig zijn.

Elke Partij ziet erop toe dat zij, en/of de personen onder hun respectievelijke toezicht, de rechten van de andere Partij met betrekking tot de eigendom en/of het gebruik, de toegang en de effectieve controle op het geheel of een gedeelte van de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net niet zullen miskennen.

Artikel 19: Werken, exploitatie en onderhoud van de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net

Bijlagen 2 & 3 bevatten de afspraken die, onverminderd de andere bepalingen van dit Contract, moeten worden nagekomen voor respectievelijk de exploitatie en het onderhoud van de Aansluitingsinstallaties.

In voorkomend geval, stelt de Netgebruiker in real time aan Elia de meetgegevens en standmeldingen die nodig zijn voor het uitvoeren van de afspraken voor exploitatie en onderhoud ter beschikking in het Aansluitingspunt. De technische karakteristieken van de ter beschikking gestelde signalen dienen aangepast te zijn aan de tele-installaties die Elia ter plaatse gebruikt voor de verzending van de betrokken informatie naar het controlecentrum belast met de exploitatie van de Aansluitingsinstallaties. De eventueel hieraan verbonden kosten zijn ten laste van de Netgebruiker.

Bijlagen 2 & 3 bevatten vervolgens de procedures respectievelijk inzake exploitatie en onderhoud met betrekking tot Installaties van de Netgebruiker die een invloed hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net.

Bijlagen 2 & 3 bevatten tot slot de bepalingen en specificaties door de Netgebruiker minimaal na te leven, onder meer inzake de technische eigenschappen, de metingen en tellingen, de wijzigingen van exploitatiewijzen en de functionaliteiten van de beveiligingen.

Alle schakelingen voor het uit of in dienst nemen van hoogspanningsinstallaties dienen te gebeuren op basis van de schakelnota's die door Elia in overleg met de Netgebruiker worden opgesteld en op diens aanvraag ter beschikking worden gesteld..

De instructies met betrekking tot de acties op de schakelnota's moeten op elk moment gerespecteerd worden door de Partijen.

Werken en onderhoud aan de Aansluitingsinstallaties zullen in overleg tussen de Partijen worden gepland en op de door de betrokken Partijen meegedeelde tijdstippen.

Partijen coördineren hun planning voor onderhoud of werken op een zodanige wijze dat de onbeschikbaarheden van netelementen en de risico's voor onderbreking van de levering van de transmissiediensten aan de Netgebruiker tot een redelijk minimum worden beperkt, zonder nochtans hiervoor risico's voor de veiligheid van personen eigen of vreemd aan elke Partij of voor de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net te nemen of overdreven kosten te veroorzaken en onverminderd artikel 9 van het Contract. De hierbij te volgen richtlijnen zijn gevoegd in **Bijlage 2**.

De Netgebruiker zal erop toezien, dat Elia het recht en de mogelijkheid heeft om, voor zover nodig, werken en/of onderhoud uit te voeren. De noodzakelijke ruimte voor het plaatsen van bijkomende of aanvullende aansluitingsuitrustingen zal in onderling akkoord tussen de Netgebruiker en Elia bepaald worden.

Artikel 20: Gegevensuitwisseling

Elia stelt de gevalideerde meetgegevens ter beschikking conform de wettelijke en reglementaire bepalingen en dit minstens op maandelijkse basis.

De gevalideerde meetgegevens betreffen volgende kwartuurmeetgegevens per Toegangspunt:

A+ (P+)	Positieve actieve energie	Actieve energie van Elia-Net naar Netgebruiker
I+ (Q1)	Positieve inductieve energie	Inductieve energie bij positieve actieve energie van Elia-Net naar Netgebruiker
C- (Q4)	Negatieve capacatieve energie	Capacatieve energie bij positieve actieve energie van Elia-Net naar Netgebruiker

In geval er een teruglevering is van de Installatie van de Netgebruiker naar het Elia-Net, betreffen de gevalideerde meetgegeven volgende kwartuurmeetgegevens per Toegangspunt:

A- (P-)	Negatieve actieve energie	Actieve energie van Netgebruiker naar Elia-Net
C+ (Q2)	Positieve capacatieve energie	Capacatieve energie bij positieve actieve energie van Netgebruiker naar Elia-Net
I- (Q3)	Negatieve inductieve energie	Inductieve energie bij positieve actieve energie van Netgebruiker naar Elia-Net

Elia stelt de meetgegevens op dagbasis ter beschikking van de Netgebruiker op niet-gevalideerde wijze, en dit in de mate dat de middelen redelijkerwijs beschikbaar zijn.

Voor wat betreft de in voorkomend geval door Elia ter beschikking gestelde niet-gevalideerde meetgegevens, verschaft Elia geen garantie met betrekking tot hun volledigheid en juistheid. Elia kan niet aansprakelijk gesteld worden voor schade voortvloeiend of verband houdend met deze niet-gevalideerde meetgegevens.

Specifieke dienstverleningen inzake het ter beschikking stellen van meetgegevens, bijkomend aan de gegevens die voortvloeien uit de toepassing van dit Contract, kunnen tussen Partijen, zij het buiten het kader van dit Contract, worden overeengekomen tegen vergoeding van de kosten die deze dienstverleningen met zich meebrengen.

Onverminderd de verplichtingen in het kader van de levering van ondersteunende diensten conform het Technisch Reglement Transmissie, zijn de gegevensvereisten met betrekking tot de Installaties, die door de Netgebruiker op het Aansluitingspunt aan Elia beschikbaar worden gesteld, met het oog op de veiligheid of de betrouwbaarheid van de Aansluiting en het Elia-Net, opgenomen in **Bijlage 4**.

Voor zover Elia geen Eigenaar is en niet, overeenkomstig artikel 12.2.4.2, belast is met alle taken bedoeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), is de Netgebruiker verantwoordelijk voor het ter beschikking stellen van volgende tellinggegevens aan Elia voor Productie-eenheden aangesloten op zijn Installaties van de Netgebruiker met een vermogen groter dan 25 MVA.

:A+ (P+)	Positieve actieve energie	Actieve energie van de Installaties van de Netgebruiker naar de Productie-eenheid
I+ (Q1)	Positieve inductieve energie	Inductieve energie bij positieve actieve energie van de Installaties van de Netgebruiker naar de Productie-eenheid
C- (Q4)	Negatieve capacitieve energie	Capacitieve energie bij positieve actieve energie van de Installaties van de Netgebruiker naar de Productie-eenheid
A- (P-)	Negatieve actieve energie	Actieve energie van de Productie-eenheid naar de Installaties van de Netgebruiker
C+ (Q2)	Positieve capacitieve energie	Capacitieve energie bij negatieve actieve energie van Productie-eenheid naar de Installaties van de Netgebruiker
I- (Q3)	Negatieve inductieve energie	Inductieve energie bij negatieve actieve energie van Productie-eenheid naar de Installaties van de Netgebruiker

Artikel 21: Administratieve toelatingen

Elke Partij die Eigenaar is van de Aansluitingsinstallaties en die, voor de taken vermeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), overeenkomstig artikel 12.2.3 voor deze Aansluitingsinstallaties belast is met het geheel van deze taken, staat in voor het bekomen van de stedenbouwkundige, milieuvergunning, wegvergunning, verklaring van openbaar nut en eventuele andere vergunningen of toelatingen nodig voor de aanleg, aanpassing en beheer van deze Aansluitingsinstallaties, onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen. Voor zover de Partij die met de taken vermeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-

beheer). niet de Eigenaar is van de Aansluitingsinstallaties, worden de voor deze taken noodzakelijke vergunningen aan haar overgedragen. Daarnaast is elke Partij verantwoordelijk voor het bekomen van de voorafgaande toelatingen en vergunningen, geëist door de bevoegde overheden en/of erkende opleveringsorganismen, voor haar eigen werken, onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen en tenzij anders overeengekomen tussen de Partijen. Elke Partij levert op aanvraag van de andere Partij alle nodige informatie voor het indienen van de vereiste vergunningsaanvragen.

Elke Partij verbindt zich ertoe de nodige schikkingen te treffen om de aanvaarding van de werken door de bevoegde overheden en/of de erkende opleveringsorganismen te bekomen.

Partijen komen overeen dat de houder van de wegvergunning en van de verklaring van openbaar nut voor de Aansluitingsinstallaties, dient te worden beschouwd als de beheerder van deze Aansluitingsinstallaties in de zin van het AREI en, onder meer, in die hoedanigheid instaat voor de mededeling van de informatie over lijnen en kabels in de zin van artikel 192 AREI.

Artikel 22: Aansprakelijkheid van de Partijen in het kader van het Contract

22.1 Samenhang met andere contracten

De aansprakelijkheid van Partijen voor schade die haar oorsprong vindt in een onderbreking van de toegang tot het Elia-Net (vanuit het Elia-Net bekeken is dat tot aan het Toegangspunt), is geregeld in het Toegangscontract en is bijgevolg niet geregeld door de hierna volgende aansprakelijkheidsregeling.

Onverminderd de voorafgaande alinea zijn de hierna volgende bepalingen van dit artikel van toepassing op alle gevallen waarin de aansprakelijkheid van een Partij in het gedrang wordt gebracht in het kader van dit Contract; deze bepalingen gelden voor alle rechten, verhaalsmogelijkheden of schadeloosstellingen waarop Partijen aanspraak zouden kunnen maken, ongeacht de omstandigheden waarin die zich voordoen, in het kader van dit Contract en/of de (niet-)uitvoering ervan.

De bedragen vermeld in de hierna volgende bepalingen van dit artikel worden jaarlijks geïndexeerd op de verjaardag van de ondertekening van dit Contract, op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen in België van de maand voorafgaand aan die van de verjaardag van de ondertekening van het Contract (het "nieuwe indexcijfer"). De aangepaste bedragen worden berekend door toepassing van de volgende formule: het relevante bedrag vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer. Het aanvangsindexcijfer is het indexcijfer van de consumptiegoederen in België van de maand die voorafgaat aan de maand tijdens welke het Contract in werking treedt volgens artikel 10 van dit Contract.

22.2 Aansprakelijkheidsbeperking

Onverminderd artikel 22.1 van dit Contract, en binnen de eventuele wettelijke en/of reglementaire beperkingen op het vlak van de vergoedingsverplichtingen, is de ene Partij ten aanzien van de andere Partij enkel en uitsluitend aansprakelijk voor schade geleden door deze andere Partij en veroorzaakt door bedrog, opzettelijke fout of (grove of gewone) fout begaan door de ene Partij, alsmede door de eventuele andere afnemers en/of producenten op de Installaties van de Netgebruiker zijn aangesloten, ten opzichte van de andere Partij in het kader van dit Contract.

In geen geval, behoudens in geval van bedrog of opzettelijke fout, zal een Partij tegenover een andere Partij aansprakelijk zijn voor andere dan Directe Schade en dit uitsluitend binnen de beperkingen zoals hieronder bepaald :

De aansprakelijkheid van een Partij ingevolge een grove fout voor Materiële Directe Schade is beperkt tot een bedrag van maximum 2.500.000 EUR per schadegeval en per jaar, met dien verstande dat deze Materiële Directe Schade enkel vergoed wordt voor zover deze fout aanleiding geeft tot een onderbreking van de Aansluiting van tenminste dertig seconden. De aansprakelijkheid van een Partij ingevolge een grove fout voor Immateriële Directe Schade is beperkt tot een bedrag van maximum 500.000 EUR per schadegeval en per jaar, met dien verstande dat deze Directe Immateriële Schade enkel vergoed wordt voor zover deze fout aanleiding geeft tot een onderbreking van de Aansluiting van tenminste drie minuten en voor zover die Immateriële Directe Schade het gevolg is van de Materiële Directe Schade.

De aansprakelijkheid van een Partij ingevolge een gewone fout is beperkt tot de Materiële Directe Schade en tot een bedrag van maximum 1.000.000 EUR per schadegeval en per jaar, met dien verstande dat :

- deze Materiële Directe Schade enkel vergoed wordt voor zover deze fout aanleiding geeft tot een onderbreking van de Aansluiting van ten minste drie minuten en
- de vergoeding van deze Materiële Directe Schade beperkt is tot maximum 300 EUR, voor elke MWh die, als gevolg van een dergelijke onderbreking, niet kon worden geïnjecteerd of afgenomen in het Toegangspunt voor de duur van de onbeschikbaarheid van de Aansluiting als gevolg van deze onderbreking.

De aansprakelijkheidsbeperkingen opgenomen in dit artikel gelden voor het geheel van vorderingen per site van de Netgebruiker, zoals aangeduid in artikel 7 van Bijlage 1, met inbegrip van het geheel van de Aansluitingsinstallaties voor een dergelijke site.

Alleszins, doch behoudens in geval van bedrog of opzettelijke fout, zal de maximale vergoeding die door Elia verschuldigd is in het kader van een globaal schadegeval, dat in het kader van een aansluitingscontract zijn oorsprong vindt in eenzelfde oorzaak maar gevolgen heeft voor meerdere netgebruikers, voor het geheel van de aansluitingscontracten afgesloten door Elia, nooit het bedrag van 5.000.000 EUR per globaal schadegeval overschrijden. Indien het totaal bedrag van het schadebedrag het bedrag van 5.000.000 EUR overschrijdt, zal de maximale vergoeding door Elia pro rata van de geleden schade van de netgebruikers verdeeld worden.

22.3 Verplichting tot schadebeperking

Inzake gebeurtenissen of omstandigheden waarvoor een Partij aansprakelijk is, of met betrekking tot dewelke deze Partij op welke grond ook gehouden is tot het nemen van maatregelen of het inzetten van middelen, zal de andere Partij de gepaste maatregelen nemen die in redelijkheid mogen worden verwacht tot beperking van de schade, rekening houdend met de belangen van elk van de Partijen.

22.4 Kennisgeving van aanspraak op schadevergoeding

Van zodra een Partij weet heeft van enige aanspraak op schadevergoeding (met inbegrip van een aanspraak op schadevergoeding voortvloeiend uit een claim van een derde) waarvoor deze mogelijks verhaal kan hebben op de andere Partij, zal die Partij de andere Partij daarvan zo snel mogelijk in kennis stellen. De kennisgeving zal geschieden door middel van een aangetekend schrijven, waarin de aard van de aanspraak, het bedrag ervan en de berekeningswijze worden vermeld, dit alles in redelijk detail en in de mate dat ze gekend zijn en met verwijzing naar wettelijke, reglementaire of contractuele bepalingen waarop de aanspraak gegrond zou zijn. Onverminderd het voorgaande, dient die Partij de andere Partij in kennis te stellen van deze elementen, van zodra zij er kennis van heeft.

Artikel 23: Verzekering

Elke Partij zal de nodige verzekeringen afsluiten in verband met zijn verplichtingen en aansprakelijkheden in het kader van dit Contract. Bijgevolg zullen Partijen volgende verzekeringen voorzien gedurende de gehele duur van dit Contract:

- Verzekering arbeidsongevallen; en
- Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid (met inbegrip van professionele aansprakelijkheid en nalevering).

Artikel 24: Overige bepalingen

24.1 Wijzigingen van het Contract

Elia heeft het recht de algemene voorwaarden van het Contract te wijzigen na goedkeuring, overeenkomstig het toepasselijk Technisch Reglement.

Deze aanpassingen zullen worden toegepast voor het geheel van de lopende Aansluitingscontracten met Elia en zullen ze, rekening houdend met de teneur van de geplande aanpassingen en de imperatieven verbonden aan de betrouwbaarheid, de veiligheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, van kracht worden op dezelfde datum, zoals aangeduid in de

kennisgeving, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, door Elia aan de Netgebruiker, doch niet vroeger dan 14 Dagen na deze kennisgeving.

De toekomstige regelgeving ter uitvoering van de derde richtlijn betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG, kan een impact hebben op de in dit Contract behandelde situaties die onder deze toekomstige regelgeving zouden kunnen worden gekwalificeerd als gesloten distributiesysteem. In voorkomend geval zal het Contract op de desbetreffende punten worden gewijzigd overeenkomstig onderhavig artikel.

24.2 Kennisgeving

Tenzij uitdrukkelijk anders bepaald in dit Contract, zal een kennisgeving op geldige wijze worden gedaan aan elk van de Partijen door het verzenden van een elektronische briefwisseling, het versturen van een aangetekende brief, het verzenden van een faxbericht (met regelmatige ontvangstbevestiging) of door afgifte met ontvangstbewijs op het adres van de respectieve contactpersonen zoals vermeld in **Bijlage 7** of op enig ander adres dat de ene Partij aan de andere ter kennis brengt voor doeleinden van deze bepaling.

Elke wijziging door een Partij van de contactgegevens zoals vermeld in **Bijlage 7** moet per aangetekende brief worden meegedeeld aan de andere Partij. In voorkomend geval zal de wijziging in het kader van dit Contract bindend zijn voor de andere Partij vanaf de derde Werkdag volgend op het versturen van de aangetekende brief.

In de context van de exploitatie en teneinde de veiligheid van de mondelinge uitwisseling van informatie tussen de Partijen en/of hun vertegenwoordigers, met inbegrip van de werknemers, te vergroten, gaan de Partijen ermee akkoord dat de mondelinge communicatie, met inbegrip van telecommunicatie, wordt opgenomen. Alvorens ze overgaan tot dergelijke communicatie, brengen de Partijen hun vertegenwoordigers evenals de werknemers die met de andere Partij kunnen communiceren op de hoogte van het feit dat deze gesprekken worden opgenomen. De Partijen treffen de nodige maatregelen voor de goede bewaring van deze opnames en om de toegang daartoe te beperken tot de personen die kunnen aantonen dat ze daarvan kennis moeten nemen. De genoemde opnames kunnen in het kader van een klacht niet worden gebruikt tegen een natuurlijke persoon.

24.3 Overdracht van verbintenissen

Elke Partij verbindt zich ertoe de rechten en plichten voortvloeiend uit dit Contract noch geheel noch gedeeltelijk over te dragen (met inbegrip van iedere overdracht als gevolg van fusie, splitsing of overdracht of inbreng van een algemeenheid of een bedrijfstak (al dan niet krachtens de automatische overgangsregels)) aan een derde, zonder de voorafgaande, uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de andere Partij, die deze toestemming niet op onredelijke wijze zal weerhouden of uitstellen, inzonderheid wat betreft een mogelijke fusie of splitsing van vennootschappen.

Dit Contract, met de eruit voortvloeiende rechten en plichten, kan niettemin vrij worden overgedragen aan vennootschappen die als verbonden onderneming van een Partij worden beschouwd in de zin van artikel 11 van het Belgische Wetboek van Vennootschappen, op voorwaarde evenwel dat de overnemer zich ertoe verbindt deze rechten en plichten terug aan de overdrager over te dragen (en de overdrager er zich toe verbindt deze overdracht te

aanvaarden), van zodra de verbondenheid tussen de overdrager en de overnemer ophoudt te bestaan.

24.4 Volledig contract

Onverminderd de toepassing van de relevante wetten en reglementen houdt dit Contract, samen met de Bijlagen, het volledige akkoord in tussen Partijen en omvat alle afspraken die tussen Partijen in het kader van dit Contract overeengekomen werden.

De Netgebruiker aanvaardt onherroepelijk en onvoorwaardelijk dat zijn algemene aankoopvoorwaarden of andere algemene voorwaarden op geen enkele wijze toepassing zullen vinden op de rechten en verplichtingen van de Partijen in verband met de Aansluiting tot het Elia-Net. Deze uitsluiting zal blijven gelden voor de duur van dit Contract, niettegenstaande latere briefwisseling uitgaande van de Netgebruiker waarbij deze de toepasselijkheid van zijn algemene aankoopvoorwaarden of andere algemene voorwaarden zou voorop stellen.

24.5 Verzaking

Het feit dat een Partij nalaat de strikte uitvoering door de andere Partij te eisen van een bepaling of voorwaarde van dit Contract of nalaat zich te beroepen op een tekortkoming van de andere Partij, alsook de vertraging in het uitoefenen van eventuele verhaalsmiddelen onder dit Contract, kan in geen enkel geval worden beschouwd als een definitieve verzaking door deze Partij van haar recht om zich later alsnog op deze bepaling, voorwaarde of tekortkoming te beroepen. Evenmin zal een eenmalige of gedeeltelijke uitoefening van een recht of een verhaalsmogelijkheid een andere of toekomstige uitoefening daarvan uitsluiten.

24.6 Scheidbaarheid

Indien een of meer bepalingen van dit Contract nietig, onwettig of onafdwingbaar wordt verklaard, zal deze nietigheid de geldigheid, wettelijkheid of afdwingbaarheid van de andere clausules niet aantasten. Wanneer een dergelijke ongeldigheid, onwettelijkheid of onafdwingbaarheid de rechten van een Partij wezenlijk aantast, zullen beide Partijen zich inspannen om onmiddellijk en te goeder trouw een wettelijke en geldige vervangende bepaling met dezelfde economische gevolgen te onderhandelen.

24.7 Voorrang op bestaande overeenkomst

Partijen komen overeen dat dit Contract de bepalingen uit het Toegangscontract met betrekking tot conformiteit en vergoedingen betreffende de Aansluiting voorwerp van dit Contract, afgesloten respectievelijk door de Netgebruiker en/of de door hem aangeduide toegangshouder (zijnde de medecontractant van Elia van het Toegangscontract, voor het Toegangspunt voorwerp van dit Contract) met Elia vervangt, minstens dat dit Contract voorrang krijgt op de voornoemde bestaande overeenkomsten.

24.8 Doorwerking

In de mate dat een Partij, via aannemings-, koop-, huur- en/of andere overeenkomsten, een beroep doet, of moet doen, op een of meerdere derden voor de uitvoering van het geheel of een deel van haar verplichtingen krachtens dit Contract, doet zij, onverminderd strengere bepalingen terzake uit dit Contract, alle nodige redelijke inspanningen in het kader van haar contractuele relaties met deze derde(n), opdat de tussenkomst van deze derde(n) geen hinderpaal of beletsel vormt voor de uitoefening door de andere Partij van haar rechten en plichten, zoals vastgelegd in dit Contract, jegens de eerste Partij, De tussenkomst van de derde doet geen afbreuk aan de aansprakelijkheid, onder dit Contract, van de Partij die op de derde een beroep doet voor de uitvoering van het geheel of een deel van haar verplichtingen krachtens dit Contract.

24.9 Toepasselijk recht

Dit Contract wordt beheerst door het Belgisch recht.



Ondertekend te [•], op [•], in [•] originelen. Elke Partij erkent een origineel ondertekend exemplaar ontvangen te hebben.

[NETGEBRUIKER]

Naam: [•]

Titel: [•]

Naam: [•]

Titel: [•]

Elia System Operator N.V.

Naam: [•]

Titel: [•]

Naam: [•]

Titel: [•]

Bijlage 1: Omschrijving van de Aansluitingsinstallatie(s), de Installatie(s) van de Netgebruiker die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, en de meetinstallaties alsook de beveiligingen

Deze Bijlage omschrijft de Aansluitingsinstallatie(s) evenals de Installatie(s) van de Netgebruiker die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, [•] gelegen te [•] en meer in het algemeen de technische karakteristieken van deze Installaties, de specifieke en technische minimumeisen, de eigendomsrechten en de referenties van het ééndraadschema.

1. Beschrijving van de Installaties

1.1. Hoogspanningsinstallaties (HV):

- a) Eerste Aansluitingsveld (vanaf het Elia-Net)
- b) Overige Aansluitingsinstallaties
- c) Installaties van de Netgebruiker
- d) Eigendoms-en/of gebruiksrechten

1.2. Laagspanningsinstallaties (LV):

1.2.1. Tabel met de kastnummers

Nr. kast	Naam van de kast	Post	Eigendom

1.2.2. Elia-post

- a) Beveiligingstechnisch
- b) Metingen
- c) Power Quality
- d) Telebediening, telesignalisatie en telebeveiliging
- e) Eigendoms-en/of gebruiksrechten

1.3. Gebouwen en terreinen:

2. Beveiligingen

De aangewende beveiligingen samen met hun specificaties alsook de eigendomsrechten zijn hierboven vermeld. Elke wijziging, vernieuwing of vervanging van de aangewende beveiligingen alsook elke wijziging, om welke reden dan ook, van de regelparameters en/of parameterinstellingen van de beveiligingen door de ene Partij dient ter kennis gesteld te worden aan de andere Partij.

De regelparameters alsook de parameterinstellingen worden door Elia bepaald na raadpleging van de Netgebruiker. Voor het aangewende beveiligingsschema van de Installaties van de Netgebruiker is het voorafgaandelijk akkoord van Elia vereist.

3. Specifieke Installaties productie-eenheden [•]

4. Eéndraadschema's

Partijen bezorgen elkaar de ééndraadschema's van de betreffende Aansluiting(en) Partijen stellen elkaar uitdrukkelijk op de hoogte van eventuele wijzigingen aan deze ééndraadschema's. Op basis van deze ééndraadschema's zullen specifieke schema's worden opgesteld. De ééndraadschema's zijn opgenomen in bijlage 9.

5. Toegangspunt(en) met vermelding NACE code en Aansluitingsvermogen [•]

7. Geografische ligging (met inbegrip van adres, liggingsplannen, ... voor de Aansluitingsinstallaties) [•]

8. Specifieke bepalingen inzake het kortsluitvermogen [•]

9. Technische en functionele kenmerken aan te wenden voor de Installaties van de Netgebruiker.

[•]

10. Technische en functionele kenmerken aan te wenden voor de Aansluitingsinstallaties.

[•]

Bijlage 2: Procedures inzake exploitatie van de Aansluitingsinstallaties en de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net, alsook de contacten in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode

1. Contactgegevens Exploitatie

Zie Bijlage 7

2. Exploitatieschema's

De exploitatiegrenzen worden op ondubbelzinnige wijze en in overleg met de Netgebruiker vermeld in het ééndraadschema in bijlage 9.

Op deze ééndraadschema's wordt bijkomend ten minste het volgende vermeld:

- de eerste zichtbare scheiding bij elke Partij;
- alle hoogspanningselementen die de te isoleren installaties onder spanning kunnen plaatsen;
- de schakelbevoegdheden; en
- de tussen Partijen overeengekomen exploitatiegrens.

De benamingen van hoogspanningsvelden en – toestellen werden in samenspraak met de Netgebruiker gedefinieerd.

3. Specifieke exploitatieprocedures die een invloed hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van Netgebruiker overeengekomen tussen Elia en de Netgebruiker

[•]

4. Planning

Aangezien de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net onderhouds- en andere werkzaamheden aan het Elia-Net en aan de Installaties vereisen, dienen in voorkomend geval, voor de uitvoering van deze werken, Installaties te worden gesneden, zodat ze onbeschikbaar zijn. Volgende richtlijnen zullen gehanteerd worden:

In het algemeen, en onverminderd andersluidende voorschriften uit de Technische Reglementen of andere contractuele afspraken tussen Elia, enerzijds, en, anderzijds, de Netgebruiker, zijn toegangshouder of Toegangsverantwoordelijke, stelt Elia in het jaar J-1 en te gelegener tijd de Netgebruiker in kennis van de planning van de noodzakelijke onderhoudswerken op het Elia-Net en op de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net en waarvan Elia Eigenaar is of waarvoor Elia belast is met het geheel van de taken vermeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), wanneer die onderhoudswerken in het jaar J dienen uitgevoerd en een impact kunnen hebben op de beschikbaarheid van de Aansluiting. Deze planning voorziet de duur van de eventueel daartoe noodzakelijke onbeschikbaarheden van deze netelementen.

Partijen plegen overleg over de periode waarin deze werken en de eventuele onbeschikbaarheden plaatsvinden.

Voor korte onbeschikbaarheden van netelementen (= enkele Werkdagen/jaar) worden geen bijzondere ingrepen in het Elia-Net voorzien. In de mate van het mogelijke kan een noodscenario worden uitgewerkt op vraag van de Netgebruiker.

Bij langdurige onbeschikbaarheden van netelementen (vanaf 1 week continu onbeschikbaar) zonder recuperatiemogelijkheid wordt een analyse uitgevoerd naar de noodzakelijkheid van deze onbeschikbaarheid, een evaluatie van het risico en een kosten/batenanalyse van mogelijke alternatieven.

De redelijke kosten voor de maatregelen om de risico's van onbeschikbaarheden te verminderen of de omvang van de gevolgen te beperken zijn ten laste van de Partij waarvoor deze maatregelen inzake haar installaties werden genomen. Deze kosten zullen voorafgaandelijk worden besproken met de andere Partij. Het eventueel uitblijven van een akkoord over de kosten doet geen afbreuk aan de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het ELIA-Net en de noodzaak om de daartoe noodzakelijke werken uit te voeren

Uiterlijk in week W - 5 voor de week waarin de werken en de onbeschikbaarheid vastgelegd zijn, brengt Elia/de Netgebruiker de Netgebruiker/Elia op de hoogte van de voorgestelde onbeschikbaarheid. De onbeschikbaarheid wordt bevestigd in week W - 1 voor de week waarin de werken en de onbeschikbaarheid vastgelegd zijn.

5. Specifieke afspraken tussen Elia en de Netgebruiker

[•]

6. Contacten in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode

6.1. Contact voor de Aansluiting van Afnames

Zie Bijlage 7

6.2. Contact voor de Aansluiting van Productie-eenheden

Zie Bijlage 7

7. Statische en dynamische stabiliteitsvereisten voor Productie-eenheden:

[•]

8. Verklaring van gebruikte afkortingen in nota of schakelnota

NEX:	Netexploitatie
GS:	Grid Services (vroeger departement onderhoud)
SAN:	Service Area Noord
SB:	Schakelbevoegde
LVB:	Lokale veiligheidsbevoegde
WL:	Werkleider
WVG:	Werkvergunning
ATBE:	Attest van terbeschikkingstelling door Elia
ATBN:	Attest van terbeschikkingstelling door de Netgebruiker
AIV:	Attest van in veiligheidsstelling
BVC nr.:	Bedrijfsvoeringsnummer (nummer om installatie over te dragen aan GS)

Hoogspanningstoestellen

DV:	Vermogenschakelaar
SDV:	Uitrijdbare vermogenschakelaar
SR:	Railscheider

SL: Lijnscheider
SAT: Aardscheider
SAT DR: Aardscheider tussen DV en SR
SAT DL: Aardscheider tussen DV en SL
TP: Spanningstransformator
TI: Stroomtransformator
SI: Lastscheider
S0: Nullastscheider

Bijlage 3: Afspraken betreffende het onderhoud en andere interventies op de Aansluitingsinstallaties en de Installaties die een invloed kunnen hebben op de veiligheid, betrouwbaarheid en/of efficiëntie van het Elia-Net

1. Contactgegevens Onderhoud

Zie Bijlage 7

2. Onderhoud installaties

De onderhoudsperimeter werd in samenspraak met de Netgebruiker éénduidig bepaald en aangegeven op het ééndraadschema dat opgenomen is in Bijlage 9 en waarin de perimeter, indien noodzakelijk, wordt beschreven.

3. Onderhoud van de gebouwen en terreinen

Iedere Partij staat in voor het onderhoud en herstelling van de gebouwen en terreinen die in haar eigendom zijn of waarvoor zij beschikt over een door een derde verleend gebruiksrecht.

Wanneer tijdens de inspecties uitgevoerd door Elia problemen zouden worden vastgesteld aan de gebouwen en/of terreinen in eigendom van de Netgebruiker of waarvoor deze laatste beschikt over een door een derde verleend gebruiksrecht, dan worden deze gemeld aan de Netgebruiker. De Netgebruiker staat in voor :

- de reiniging van zijn gebouwen;
- het onderhoud van groene zones;
- eventueel ontratten;
- onderhoud van zijn lokalen;
- onderhoud van de koelingen;
- controle en onderhoud van de brandbeveiligingen;
- etc.

4. Normaal periodiek onderhoud van de Aansluitingsinstallaties

De algemene regels die moeten worden nageleefd door de Partij belast met de beheerstaken bedoeld in artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer) met betrekking tot het normaal periodiek onderhoud, zijn opgenomen in de onderstaande tabel. Ook al zijn ze onderhevig aan de onafgebroken evolutie van de onderhoudsregels, beschrijven deze regels het type onderhoud en de frequentie daarvan in functie van het te onderhouden materieel.

Type uitrusting	Beschrijving van het onderhoud	Buitendienststelling noodzakelijk?	Frequentie
Hoogspanningsuitrustingen (HS)	Preventieve inspectie HS-posten	neen	[.]
Hoogspanningsuitrustingen (HS)	Analyse olie vermogenstransformatoren HS	neen	[.]
Hoogspanningsuitrustingen (HS)	Preventieve thermografische analyse van de HS-uitrustingen (open cellen / AIS)	neen	[.]
Hoogspanningsuitrustingen (HS)	Preventief onderhoud van de HS-uitrustingen	ja	[.]
Hoogspanningsuitrustingen (HS)	Preventief onderhoud van de HS-transformatoren	ja	[.]
Hoogspanningsuitrustingen (HS)	Onderhoud en revisie van de regulatoren van de HS-tranformatoren	ja	[.]
Hoogspanningsuitrustingen (HS)	Reinigen van de HS-isolatoren	ja	[.]
Hoogspanningsuitrustingen (HS)	Onderhoud van de compressoren met gestuwde lucht HS	neen	[.]
Laagspanningsuitrustingen (LS)	Preventief onderhoud van de LS-uitrustingen	ja	[.]
Laagspanningsuitrustingen (LS)	Installeren van de uitrustingen nodig voor het noodplan	In functie van de installatie	[.]
Laagspanningsuitrustingen (LS)	Controle van de batterijen (110V DC en 48V DC)	Neen, enkel de batterijen moeten buiten dienst worden gesteld	jaarlijks
Laagspanningsuitrustingen (LS)	Periodiek ontladen van de batterijen, in functie van de technologie en de leeftijd van de batterij	neen	[.]
Laagspanningsuitrustingen (LS)	Controle van de tellingen	De onderbreking is afhankelijk van de noodzaak om stroom te injecteren in het telcircuit	[.]
Ondergrondse verbindingen / kabels (HS)	Controle van de kabelgoot: heeft tot doel de beschadiging door ongeval van de kabelmantel op te sporen, veroorzaakt door derden of andere externe factoren	ja	[.]
Ondergrondse verbindingen / kabels (HS)	Inspectie van het kabeltracé op het openbare domein (in 70kV en hoger)	neen	[.]
Verbindingen / Lijnen HS	Thermografische analyse, op de lijnen van 150kV en hoger. Uitvoering door een erkende instelling.	neen	[.]
Verbindingen / Lijnen HS	Meting, door een erkende instelling, van de aardimpedantie	neen	[.]

5. Veiligheidsmaatregelen en procedures

5.1. Schakelingen

a) Attest van Terbeschikkingstelling Netgebruiker / Elia(ATBN/ATBE)

Dit document, opgesteld door de ene Partij, attesteert aan de andere Partij de door de ene Partij genomen veiligheidsmaatregelen en attesteert dat het betrokken en gevraagde netelement ter beschikking is gesteld aan de aanvragende Partij. Deze attesten worden uitgewisseld op een tussen Partijen vooraf overeen te komen wijze.

Het ATBN wordt verstuurd naar: [•]

De betekenis van de attesten zijn aan de Netgebruiker uitgelegd. Een model van attest van Elia (ATBE) is aan de Netgebruiker overhandigd. Op deze attesten moeten de zichtbare onderbrekingen en kortsluitvaste aardingen uitdrukkelijk vermeld worden.

b) Werkvergunning (WVG)

Indien Elia werken uitvoert op Installaties waarvan de Netgebruiker Eigenaar is dan zal de Netgebruiker, behoudens andersluidende afspraken, Elia hiervoor haar WVG met de nodige toelichtingen overhandigen.

Met betrekking tot de Installaties waarvoor Elia belast is met de taken bedoeld in Artikel 12.2.2 ("Full-size"-beheer), is de WVG van Elia toepasbaar.

De WVG wordt overhandigd aan de werkleider in de post [•].

Een model van WVG van Elia wordt gevoegd in bijlage.

5.2. Werken

De ene Partij zal de andere Partij voorafgaandelijk aan de aanvang van de werken uit te voeren door deze andere Partij inlichten over:

- specifieke risico's verbonden aan haar Installaties alsook over de beschermingsmaatregelen die moeten worden genomen;
- specifieke risico's welke haar activiteiten met zich kunnen brengen
- algemene en specifieke veiligheidsvoorschriften van toepassing binnen haar inrichting.

5.3. Aardingen (losse en vaste)

Iedere Partij staat in voor de kortsluitvastheid van de aardingen in haar eigendom behoudens andersluidende afspraken.

5.4. Veiligheidsmateriaal

Iedere Partij gebruikt zijn eigen veiligheidsmateriaal.

6. Specifieke onderhoudsprocedures die een invloed hebben op de veiligheid, de betrouwbaarheid en/of de efficiëntie van Netgebruiker overeengekomen tussen Elia en de Netgebruiker



7. Specifieke afspraken tussen Elia en de Netgebruiker [•]

7.1 [•]

7.2. Uitvoering artikel 12 van de Algemene Voorwaarden

Schrappen wat niet past:

- eerste Aansluitingsveld:

- Artikel 12.2.4.1
- Artikel 12.2.4.2

- overige Aansluitingsinstallaties:

- Artikel 12.2.4.1
- Artikel 12.2.4.2

8. Onderhoudsperimeters

8.1. HV-onderhoudsperimeter

8.2. LV-onderhoudsperimeter

8.2.1. Tabel met de kastnummers

Nr. kast	Naam van de kast	Post	Onderhoud

Bijlage 4: Tellingen en metingen alsook gegevensuitwisseling.

1. Contactgegevens tellingen en metingen

Zie Bijlage 7

2. Beschrijving van de meetinstallaties

De meetinstallaties voor facturatie en beschreven in punt 2.1 en 2.2 van deze Bijlage staan opgesteld in de post van [•].

Voor de onderstaande elementen dient het type, de precisie, de eigendomsrechten, het beheer en de referentie eveneens op het ééndraadschema gemeld te worden.

2.1. Stroom- en spanningstransformatoren

[•]

2.2. Meetinstallaties

[•]

3. Tellingschema's - meetpunten

Meetpunt (EAN-GSRN-code)	Shortname	Localisatie

4. Omrekeningsformules

Indien het meetpunt niet met het Aansluitingspunt samenvalt, verbetert Elia de meetgegevens om rekening te houden met de verliezen en iedere andere afwijking veroorzaakt door het niet samenvallen van de twee punten.

Elia bepaalt de berekeningsmethode voor de systematische afwijking rekening houdend met de kenmerken van de installaties tussen het meetpunt en het Aansluitingspunt.

Bij eventuele wijzigingen aan deze ééndraadschema's dienen de Partijen elkaar formeel in te lichten.

Berekeningsmethode:

[•]

5. Eigenschappen en conformiteitscriteria voor meetinstallaties

5.1 Normen

Volgende normen zijn van toepassing:

EN – IEC 60687	Statische kilowattuurmeters van de klassen 0,2s en 0,5s voor wisselstroom.
EN – IEC 61268	Statische tellers van reactieve energie voor wisselstroom
EN - IEC 60044-1	Meettransformatoren; Hoofdstuk 1: Stroomtransformatoren
EN - IEC 60044-2	Meettransformatoren; Hoofdstuk 2: Spanning-inductietransformatoren
EN - IEC 61107	Gegevensuitwisseling voor meteraflezing, controle van de tarieven en van de belasting Rechtstreekse lokale gegevensuitwisseling

5.2. Periodiciteit van de meetwaarden

De tellingen van de actieve en reactieve energie worden per tijdsinterval uitgevoerd. Dit tijdsinterval bedraagt 15 minuten.

5.3. Precisieklasse

De Precisieklasse van de tellers voor actieve energie bedraagt 0,2s en 0,5 voor reactieve energie.

5.4 Elektrische verbindingen tussen de toestellen

Elke kabelweg die de stroom- of de spanningstransformatoren met een teller verbindt, moet zo kort mogelijk zijn.

De sectie van de verbindingdraden tussen de tellers en de stroomtransformatoren bedraagt minstens 4 mm². De sectie van de verbindingdraden tussen de tellers en de spanningstransformatoren bedraagt minstens 10 mm².

De verbindingdraden naar stroom- en spanningstransformatoren mogen zich niet in dezelfde kabel bevinden.

5.6. Ijkingen

De ijking van de meetuitrustingen wordt uitgevoerd voorafgaand aan de indienstname van de meetuitrustingen. Daarna wordt de ijking om de 5 jaar uitgevoerd. De Partij die Eigenaar is van de meetuitrustingen laat deze ijking uitvoeren of voert ze zelf uit. Is dat Elia, dan bezorgt zij de Netgebruiker het ijkingsrapport, binnen de 15 Dagen volgend op de aanvraag van de Netgebruiker. Is dat de Netgebruiker, dan bezorgt hij het ijkingsverslag binnen de twee weken volgend op de ijking aan Elia.

6. Overgangsbepalingen

De meetinstallaties die in dienst zijn op het ogenblik van de ondertekening van dit Contract en die niet conform zijn met de bepalingen vervat in dit Contract, worden in conformiteit met dit Contract gebracht wanneer deze meetuitrustingen aan de Netgebruiker, aan andere afnemers en/of producenten aangesloten op de Installaties van de Netgebruiker, of aan Elia nadeel kunnen berokkenen.

Bijlage 5: Power Quality & Elektromagnetische compatibiliteit

5.1 Spanningsschommelingen

(i) De voedingstransformator maakt deel uit van de Installaties van de Netgebruiker.

Elia verbindt zich ertoe om alle redelijkerwijze beschikbare middelen aan te wenden om, onder normale exploitatievoorwaarden zoals beschreven in de norm EN50160, een spanning ter beschikking te stellen in het Aansluitingspunt die gedurende 99% van de tijd niet afwijkt met maximum $\pm 10\%$ van [...] kV.

De evaluatie vindt plaats op basis van waarden van 10 minuten in overeenstemming met de meetmethoden die in de norm EN50160 worden beschreven.

M.b.t. de eigenschappen van de spanning van de Installaties van de Netgebruiker wordt het referentiekader zoals bedoeld in bijlage 1 van het Technisch Reglement Transmissie gebruikt.

De Netgebruiker moet op zijn voedingstransformatoren een spanningsregelaar plaatsen, die toelaat om ten minste de bovenstaande bepalingen na te komen in functie van zijn behoeften.

(ii) De voedingstransformator maakt deel uit van de Aansluitingsinstallaties.

Elia verbindt zich ertoe om alle redelijkerwijze beschikbare middelen aan te wenden om, onder normale exploitatievoorwaarden zoals beschreven in de norm EN50160, een spanning ter beschikking te stellen aan de hoogspanningskant van de voedingstransformator(en) die gedurende 99% van de tijd niet afwijkt met maximum $\pm 10\%$ van [...] kV.

De evaluatie vindt plaats op basis van waarden van 10 minuten in overeenstemming met de meetmethoden die in de norm EN50160 worden beschreven.

M.b.t. de eigenschappen van de spanning van de Installaties van de Netgebruiker wordt het referentiekader zoals bedoeld in bijlage 1 van het Technisch Reglement Transmissie gebruikt.

De voedingstransformatoren maken deel uit van de Aansluitingsinstallaties en bezitten de volgende eigenschappen: regelingsgebied van -[...] tot + [...] % en regelingsdrempel van [...] %.

5.2 Storende installaties

Dit artikel 5.2 omschrijft de bijkomende maatregelen te ondernemen door de Netgebruiker bij de aansluiting van storende Installaties op het Elia-Net.

In geval storende Installaties van de Netgebruiker worden aangesloten op het Elia-Net, bepaalt deze bijlage de planningsniveaus, de emissielimieten, de van toepassing zijnde specifieke normen en de monitoring van dergelijke Installaties.

Het referentie-kortsluitingsvermogen voor de evaluatie van de storingsniveaus afkomstig van de Installaties van de Netgebruiker bedraagt [...] MVA. De evaluatieprocedure van de storingsniveaus wordt beschreven in de technische rapporten IEC 61000-3-6, IEC 61000-3-7 en in de procedure Synergrid C10/17 «Voorschriften «Power Quality» voor de gebruikers aangesloten op de hoogspanningsnetwerken».

De limieten voor de storende installaties worden beschreven in de procedure Synergrid C10/17. Ze zijn zonder voorbehoud toepasbaar, tenzij er andere limieten worden gedefinieerd in de studie naar de Power Quality.

(In voorkomend geval worden de limieten hierna vermeld.)

Bijlage 6: Vergoedingen

Beschrijving van de Aansluitingsinstallaties tot bepaling van de vergoeding volgens het Tarief voor de Aansluiting:

Type Installatie met inbegrip van het spanningsniveau + de lengte in km in geval van kabels + de lengte in km + het aantal draadstellen in geval van lijnen + MVA in geval van Transformatoren	Datum indienstelling	Beheer en instandhoudingsvergoeding / vergoeding voor verwezenlijking en substantiële wijziging	Data en bedragen van eventuele financiële tussenkomsten die de netgebruiker heeft gedaan



Bijlage 7: Contactgegevens Netgebruiker en Elia

7.1. Contactpersonen Netgebruiker:

<i>Contactpersoon Contractuele Relaties</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<i>Contactpersoon Exploitatie van de Aansluiting (24 u/24)</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<i>Contactpersoon Onderhoud</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<i>Contactpersonen Planning</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<i>Contactpersonen analyse incidenten</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<i>Contactpersoon Tellingen en Metingen</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<i>Contactpersoon in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode voor Aansluiting van Afnames (24 u/24)</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
<i>Contactpersoon in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode voor Aansluiting van Afnames (buiten werkuren)</i>	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

Contactpersoon in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode voor Aansluiting van Productie-eenheden (tijdens werkuren)	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Contactpersoon in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode voor Aansluiting van Productie-eenheden (buiten werkuren)	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Contactpersoon Facturatie	
Naam:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Facturatieadres:	
Onderneming:	
Adres:	
Ondernemingsnummer:	
Fiscale vertegenwoordiger in België (indien van toepassing)	
Onderneming:	
Adres:	
Ondernemingsnummer:	

7.2. Contactpersonen Elia:

Contactpersoon contractuele relaties	
Naam:	[KAM]
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Contactpersoon Exploitatie	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Contactpersoon Onderhoud	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	
Contactpersoon Tellingen en Metingen	
Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

Contactpersoon in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode voor Aansluiting van Afnames (tijdens werkuren)

Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

Contactpersoon in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode voor Aansluiting van Afnames (buiten werkuren)

Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

Contactpersoon in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode voor Aansluiting van Productie-eenheden (tijdens werkuren)

Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

Contactpersoon in het kader van de reddingscode en de heropbouwcode voor Aansluiting van Productie-eenheden (buiten werkuren)

Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

Contactpersoon Facturatie

Naam:	
Tel.:	
Fax:	

Contactpersonen Planning

Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	

Contactpersonen analyse incidenten

Naam:	
Adres:	
Tel.:	
Fax:	
E-mail:	



E-mail:	
Facturatieadres	
Onderneming:	Elia System Operator NV
Adres:	Keizerslaan 20, B-1000 BRUSSEL
Ondernemingsnummer:	BE 0476.388.378

Bijlage 8: Uitvoeringsmodaliteiten en uitvoeringstermijnen inzake de verwezenlijking van een nieuwe Aansluiting of substantiële wijziging van een bestaande Aansluiting

8.1. Vooropgestelde uitvoeringstermijn

[•]

8.2. Vooropgestelde indienstnamedata

[•]

8.3. Algemene uitvoeringsmodaliteiten

Met het oog op de veiligheid, de betrouwbaarheid en of de efficiëntie van het Elia-Net dienen de Aansluitingsinstallaties te beantwoorden aan de vereisten van Elia in verband met het materieel en de uitvoeringsmodaliteiten voor de verwezenlijking ervan.

Hiertoe beschikt elke Partij over de nodige documenten met betrekking tot de Aansluitingsinstallaties waarvan hij Eigenaar is. Deze documenten zijn verkrijgbaar bij Elia op eenvoudig verzoek door de Netgebruiker.

Een nieuwe of substantieel gewijzigde Aansluiting wordt slechts in dienst genomen indien bijkomend aan de vereisten zoals verwoord in dit Contract ook de bijlagen aan dit Contract hiervoor volledig zijn aangevuld.

8.2.1. Materieel (Hoogspanningsmaterieel en Laagspanningsmaterieel) [•]

8.2.2. Uitvoeringsmodaliteiten [•]

8.2.3. Veiligheidsmodaliteiten en veiligheidsvoorschriften [•]

8.4. Specifieke modaliteiten[•]

8.5. Bijkomende vereisten

Een nieuwe Aansluiting of een substantieel gewijzigde Aansluiting wordt slechts in dienst gesteld indien elk betrokken Toegangspunt geldig is opgenomen in een Toegangcontract.

8.6. standaardformulier Bankwaarborg

Bankgarantie op 1e verzoek uitgegeven door bank XXX ten voordele van YYY.

Aan : Elia System Operator NV, een vennootschap naar Belgisch recht met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Keizerslaan 20, met ondernemingsnummer 0476.388.378.

Onze betalingsgarantiekenmerken < > (te vermelden in al uw correspondentie);

Onze cliënt (naam en adres van de Belgische opdrachtgever) deelt ons mee dat hij een aansluitingscontract (referentie en datum van het contract) met u heeft gesloten i.v.m. de aansluiting op het Elia-Net.

Dat contract voorziet ondermeer in de uitgifte van een onherroepelijke bankgarantie betaalbaar op eerste verzoek ten belope van (Euro en bedrag in cijfers) om de betalingsverplichtingen van onze cliënt te verzekeren.

Bijgevolg garanderen wij, bank XXX, u onherroepelijk en onvoorwaardelijk de betaling van een maximumbedrag (munt en bedrag van de garantie in cijfers en letters) op uw eerste verzoek en zonder dat wij de gegrondheid ervan kunnen en zouden betwisten.

Deze garantie is vanaf heden van kracht.

Elk beroep op deze garantie moet, om geldig te zijn:

Indien de garantie is bestemd voor het buitenland / ten behoeve van de identificatie, dient elk verzoek tot betaling te gebeuren via een bank die bevestigt dat de handtekeningen op uw opvragingsbrief u rechtsgeldig verbinden:

ons uiterlijk op (vervaldag van de garantie) bereiken; en

vergezeld zijn van uw schriftelijke verklaring dat (naam van de opdrachtgever) de verplichtingen conform dit aansluitingscontract niet heeft nagekomen en de betaling(en) niet heeft uitgevoerd, niettegenstaande dat u, als leverancier, de diensten heeft geleverd volgens het contract;

vergezeld zijn van een kopij van de onbetaalde factu(u)r(en) en van een kopij van uw ingebrekestellingsbrief.

Zonder beroep conform de voormelde voorwaarden of zonder een door ons goedgekeurde garantieverlening wordt deze garantie automatisch nietig en van generlei waarde op de eerste kalenderdag volgend op (vervaldag van de garantie).

Deze garantie is onderworpen aan het Belgisch recht en alleen de Belgische rechtbanken zijn bevoegd om uitspraak te doen over elk geschil m.b.t. deze garantie.



Bijlage 9: Plannen en schema's

- *Eigendomgrenzen – terreingrenzen - Aansluitingspunt – Punt van Interface*
- *Beheersgrenzen onderhoud hoogspanningsinstallaties*
- *Exploitatieschema's (en legenden)*



Bijlage 10: Reddings- en heropbouwcode

1. Reddingscode

2. Heropbouwcode